

ALGÉRIE-ONU

Le Président Tebboune participe à l'AGO de l'ONU par visioconférence

P. 24

CONSEIL DES MINISTRES

Les principales conclusions

P. 4

ALGÉRIE-MALI

M. Boukadoum en concertation avec les acteurs internationaux

P. 24

TEBBOUNE DEVANT LES MÉDIAS

"Si le peuple veut le changement, il est temps de l'opérer"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a déclaré, lors d'une entrevue accordée à des responsables de certains médias nationaux diffusée dimanche soir, que "si le peuple veut le changement, il est temps de l'opérer". Au cours de cette rencontre au cours de laquelle de nombreuses questions intéressant l'actualité nationale et internationale ont été abordées, M. Tebboune, a affirmé que la nouvelle Constitution "accorde des prérogatives à l'élu choisi par le peuple", soulignant que "si le peuple veut le changement, il est temps de l'opérer pour ne pas rester dans l'ambiguïté qui a prévalu auparavant". "L'Etat algérien sera, après le référendum sur la révision constitutionnelle prévu le 1er novembre 2020, davantage moralisé et véritablement au service du citoyen et non pas au service d'un groupe de personnes qui exerce sur lui une autorité paternaliste", a-t-il ajouté, assurant que "le peuple décidera seul de son destin".

P.p 3-6-24 APS



RÉFÉRENDUM SUR LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Lancement de l'inscription en ligne sur les listes électorales

P. 4

AGROALIMENTAIRE

Foire agricole du 23 au 27 septembre à Alger

P. 6

BANQUE D'ALGÉRIE

Rosthom Fadhli nouveau gouverneur

P. 6

SANTÉ

ASTHME DE L'ENFANT
Attention aux produits ménagers

P.p 12-13

FOOTBALL

USM ALGER
L'entraîneur Ciccolini inquiet de l'état de forme de ses joueurs

P. 21



MUSIQUE - DÉCÈS

L'icône du malouf Hamdi Bennani n'est plus

P. 16

ARMÉE - ECOLES DES CADETS DE LA NATION

Ouverture des concours d'admission des filles au cycle secondaire

P. 2

OFFICE NATIONAL DU PÈLERINAGE ET DE LA OMRA

M. Abderrazak Sebkak nouveau Directeur général



Le nouveau Directeur général de l'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO), Abderrezak Sebkak, a été installé dimanche, au siège du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, dans ses fonctions en remplacement de M. Youcef Azzouza.

A cette occasion, le ministre des Affaires religieuses, Youcef Belmahdi a indiqué que cette installation s'inscrivait dans le cadre de la promotion des performances de l'Office, mettant en avant "la compétence et l'expérience scientifique" du nouveau DG.

Par ailleurs, M. Belmahdi a adressé ses remerciements à M. Azzouza eu égard "aux efforts qu'il a déployés pour moderniser l'ONPO, notamment avec le lancement de la plateforme électronique".

Pour sa part, M. Sebkak a présenté sa gratitude aux pouvoirs publics pour la confiance placée en sa personne, s'engageant par la même à s'employer à "optimiser le rendement et à encourager le travail institutionnel en vue d'offrir aux pèlerins une meilleure prestation de service".

A noter que M. Sebkak avait occupé le poste de directeur de la Coopération au ministère des Affaires religieuses, et cadre au sein de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC).

UNIVERSITÉ ANNABA Plus de 12000 étudiants concernés par la reprise des activités pédagogique en présentiel



Pas moins de 12000 étudiants inscrits en première année master et en troisième année licence dans différentes filières et spécialités ont repris dimanche les activités pédagogiques en présentiel à l'université Badji Mokhtar d'Annaba, conformément au protocole sanitaire mis en place pour lutter contre la propagation de la Covid-19, a-t-on appris du recteur, Mohamed Manaâ. Ce responsable a indiqué que cette première étape des activités pédagogiques en présentiel devra préparer 6 417 étudiants inscrits en licence et 6267 autres inscrits en master aux examens programmés dans trois semaines.

En plus de la mise à disposition de solutions hydro-alcooliques, le port obligatoire du masque et le respect de la distanciation physique, le protocole sanitaire mis en place pour lutter contre la propagation de la Covid 19 impose de réduire le nombre maximal d'étudiants en classes et en salles de travaux pratiques à 25, a-t-il ajouté. Le même responsable a également fait savoir que 48 bus ont été mobilisés pour faciliter le retour des étudiants issus de neuf wilayas de l'Est du pays parmi lesquelles Tébessa, Oum El Bouaghi, Sétif et Batna vers les pôles universitaires d'El Bouni, Sidi Achour, Annaba et Sidi Amar.

Ce protocole a aussi prévu la stérilisation des résidences universitaires et d'en limiter le nombre d'occupants à une seule personne par chambre, a-t-il conclu.

SÛRETÉ DE WILAYA D'ALGER Arrestation de deux individus ayant volé une somme d'argent de l'intérieur d'une voiture



Les éléments de la Sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté deux individus ayant volé une somme de 270 millions de centime de l'intérieur d'un véhicule utilitaire à Hussein Dey, ont indiqué les services de la Sûreté nationale dimanche dans un communiqué.

Il s'agit, selon la même source, d'une affaire traitée par les services de la 5e Sûreté urbaine de la circonscription administrative d'Hussein Dey, suite à une plainte déposée par un citoyen affirmant qu'une somme de 270 millions de centime lui a été volée de l'intérieur de son véhicule.

Après exploitation d'informations scientifiques et techniques, il a été procédé à "l'identification des deux suspects ainsi que de la marque du véhicule utilisé dans le vol", a indiqué le communiqué. Suite à la perquisition des domiciles des deux suspects, les éléments de police ont réussi à saisir une somme de 44 millions de centime, puis à l'arrestation, en coordination avec la brigade de la police judiciaire de Bach Djarah, des deux mis en cause à bord d'un véhicule acheté avec l'argent volé, a indiqué la même source, précisant qu'il a été procédé à la saisie de 8,8 millions de centime, en possession des suspects et du véhicule à bord duquel il se trouvaient".

Après parachèvement des procédures légales en vigueur, "les deux mis en cause ont été traduits devant le procureur de la République territorialement compétent, lequel a ordonné leur placement en détention provisoire", a conclu le communiqué.

ARMÉE - ECOLES DES CADETS DE LA NATION Ouverture des concours d'admission des filles au cycle secondaire

Les Ecoles des Cadets de la Nation du cycle secondaire ont ouvert dimanche les concours d'admission des filles aux Ecoles des Cadets de Blida, Oran et Sétif, et ce dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2020/2021, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN), soulignant que la période des concours s'étalera jusqu'à mardi.

Pour le recrutement des garçons, le MDN a précisé qu'il se fera "par voie directe depuis les sept Ecoles des Cadets de la Nation du cycle moyen".

"Dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2020/2021, les Ecoles des Cadets de la Nation du cycle secondaire, au niveau des différentes Régions militaires ont ouvert, aujourd'hui 20 septembre 2020 et jusqu'au 22 du mois en cours, les concours d'admission aux Ecoles des Cadets de Blida, Oran et Sétif, dont la sélection se réserve uniquement à la catégorie des filles", a précisé le communiqué. "S'agissant du recrutement des garçons, il se fera par voie directe depuis les sept Ecoles des Cadets de la Nation du cycle moyen.

De même des visites sont quoti diennement organisées au niveau de toutes les Ecoles, au profit des parents d'élèves, afin de leur permettre de s'enquérir des conditions de formation et de vie des futurs Cadets", a ajouté la même source.

Le MDN a signalé que pour cette année, "la sélection des candidats se fera sur la base des moyennes de leur cursus, outre un examen médical, une expertise psychotechnique et une évaluation sportive", ajoutant qu'à cet effet, "tous les moyens et les équipements nécessaires ont été mis à disposition afin de respecter les consignes sanitaires et préventives relatives à la propagation du Coronavirus COVID-19, notamment la distanciation physique et le port du masque".

MASCARA Une femme morte et deux personnes blessées dans un accident de la circulation



Une femme est morte et deux autres personnes ont été gravement blessées dans un accident de la circulation, survenu dimanche dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit suite au renversement d'une voiture, à bord de laquelle les victimes de l'accident se trouvaient, avant de percuter un arbre au niveau de la route nationale RN 6 près de la commune de Oued Taghia.

Les éléments de la Protection civile sont intervenus et ont transporté les deux blessés aux services des urgences de l'hôpital de la ville de Ghriiss, alors que le corps de la défunte a été transféré à la morgue de cet hôpital, a-t-on indiqué.

Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de ce drame.

ORAN Arrestation de 19 candidats à l'émigration clandestine au large d'Arzerw



Les unités du groupement territorial des garde-côtes d'Arzew (W.Oran) ont déjoué une tentative de traversée en mer et ont arrêté 19 candidats à l'émigration clandestine, a-t-on appris dimanche de source sécuritaire. La même source a indiqué que les unités des garde-côtes ont découvert, dans la nuit du samedi à dimanche, une embarcation traditionnelle à bord de laquelle se trouvaient 19 personnes âgées de 2 à 28 ans entreprenant une traversée dans le cadre de l'émigration clandestine, soulignant que les 19 personnes ont été trouvées au large à quelques miles de la plage de "Cap Carbon" (Arzew).

Les garde-côtes ont reconduit ces "harraga" au port d'Arzew pour recevoir des soins et être présentés devant les instances judiciaires territorialement compétentes pour le chef d'inculpation de tentative de quitter le territoire national de manière illégale, a-t-on fait savoir.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE DEVANT LES MÉDIAS

" Si le peuple veut le changement, il est temps de l'opérer "

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a déclaré, lors d'une entrevue accordée à des responsables de certains médias nationaux diffusée dimanche soir, que "si le peuple veut le changement, il est temps de l'opérer".

Au cours de cette rencontre au cours de laquelle de nombreuses questions intéressantes à l'actualité nationale et internationale ont été abordées, M. Tebboune, a affirmé que la nouvelle Constitution "accorde des prérogatives à l'élu choisi par le peuple", soulignant que "si le peuple veut le changement, il est temps de l'opérer pour ne pas rester dans l'ambiguïté qui a prévalu auparavant".

"L'Etat algérien sera, après le référendum sur la révision constitutionnelle prévu le 1er novembre 2020, davantage moralisé et véritablement au service du citoyen et non pas au service d'un groupe de personnes qui exerce sur lui une autorité paternaliste", a-t-il ajouté, assurant que "le peuple décidera seul de son destin".

Le Président de la République a fait part, au cours de cette entrevue, de son "souhait" de voir les citoyens "plébisciter le projet de révision constitutionnelle, pour qu'on puisse passer directement à la révision de la loi portant régime électoral, laquelle sera soumise au parlement pour donner naissance, si possible, à de nouvelles institutions élues avant la fin de l'année".

Évoquant les changements les plus importants que consacrera la nouvelle Constitution, M. Tebboune a affirmé que la représentation sera "réelle à travers cette Constitution qui offrira de larges prérogatives aux élus".

La société civile, véritable partenaire

Le Président de la République a également évoqué le rôle dévolu aux jeunes dans le cadre de la nouvelle Constitution qui prévoit d'associer cette catégorie en sus de la société civile, devenue "pour la première fois constitutionnalisées et véritable partenaire dans la gestion de ses affaires".

Plusieurs autres points ont été abordés par le chef de l'Etat au cours de cette rencontre, parmi lesquels le caractère "impératif" de la lutte contre l'argent sale en garantissant la transparence dans la gestion "de la base jusqu'au sommet". Ce phénomène "s'est propagé tel un cancer dans la société et doit être combattu", a insisté M. Tebboune, affirmant que "la loi sera intransigeante vis-à-vis de tous ceux qui recourent à

l'argent sale". L'autre point important soulevé par le Président de la République a trait à la rentrée scolaire 2020-2021 qui ne pourra être effectuée, a-t-il fait savoir, qu'en "concertation avec le Comité scientifique et les médecins". L'Algérie ayant prioritairement opté pour "la protection du citoyen", il est "possible de programmer la rentrée scolaire en fonction de la situation pandémique de chaque wilaya", a déclaré M. Tebboune. Concernant la rentrée universitaire, le Chef de l'Etat a indiqué que l'Université aura la "liberté" pour en fixer la date, relevant qu'il "n'y aura pas un jour unifié pour la rentrée universitaire qui se fera en fonction de l'organisation et du planning de chaque établissement".

Au plan économique, il a fait part de l'ouverture d'ateliers économiques "immédiatement après les élections" afin de réaliser un bond économique "en concertation avec tous les acteurs de la société". Ces ateliers, seront organisés par une commission nationale qui comprendra, entre autres, des économistes, des sociologues, des journalistes, des syndicalistes, des imams ainsi que toutes les autres catégories de la société", a souligné le Président Tebboune.

Annouçant également la "révision prochaine de la loi sur la Monnaie et le Crédit et l'engagement d'une réflexion sur la création de mécanismes pour couvrir les risques de change encourus par les opérateurs économiques en raison de la dépréciation de la monnaie nationale", le président de la République a souligné l'impérative "réduction" du budget destiné aux transferts sociaux, oscillant entre 12 et 14 milliards de dollars par an.

Une réduction qui n'attentera cependant pas aux catégories défavorisées, aux pauvres et aux indigents", a-t-il rassuré, ajoutant que la révision constitutionnelle "préservera le caractère social de l'Etat". Au plan économique, toujours, le Président de la République a indiqué que l'Algérie ne renoncera pas à l'accord d'association avec l'Union européenne (UE), mais procèdera à une révision du calendrier relatif au démantèlement tarifaire en fonction de ses intérêts économiques. Soulignant que l'UE est un partenaire



"auquel nous nous attachons", M. Tebboune a insisté, toutefois, sur l'attachement de l'Algérie à ses intérêts économiques et ses efforts pour construire une économie indépendante de la rente.

"Nous allons revoir le calendrier de démantèlement et l'UE est d'accord concernant cette révision à laquelle s'attendent des économistes", a-t-il assuré, affirmant que l'Algérie était "en principe, un partenaire de l'UE mais pas au détriment de son économie". S'agissant du soutien financier de l'Etat aux entreprises économiques impactées par la pandémie de Covid-19, le Président Tebboune a indiqué que la loi de finances pour 2021 précisera tous les détails de ce soutien et que l'Etat indemniserait les entreprises touchées par la pandémie, avant de souligner, en même temps la nécessité de protéger les banques, à travers la loi, afin de leur permettre de jouer leur rôle dans ce domaine.

Le Président Tebboune a d'ailleurs saisi cette occasion pour annoncer la nomination de M. Rosthom Fadhli, qui assurait jusqu'à présent le poste de vice-gouverneur de la Banque centrale, en qualité de nouveau gouverneur de la Banque d'Algérie (BA).

Le Président de la République a abordé le volet mémoriel en réaffirmant que l'Algérie ne renoncera point à la récupération des restes mortuaires des résistants à l'occupation française, dont le nombre avoisine la centaine, ni aux archives relatives à cette période de son histoire.

Le Chef de l'Etat a, enfin, évoqué la liberté de la presse en Algérie, soulignant que cette dernière était et qu'aucune restriction ne lui était imposée. Il a cependant précisé que la liberté d'expression

avait des "limites" et qu'il existait des lois applicables à tout un chacun.

Position constante de l'Algérie vis-à-vis de la cause palestinienne

Interrogé au sujet de Khaled Drareni, condamné récemment à deux ans de prison, M. Tebboune a expliqué qu'on "ne pouvait trancher de l'inexistence de la liberté d'expression dans un pays en raison d'une personne impliquée dans une affaire n'ayant aucune relation avec la presse". Il a révélé, dans ce sens, qu'il n'existe aucun document prouvant la relation de Drareni avec la chaîne de télévision avec laquelle il prétend travailler.

Au plan international, le Président de la République, a réitéré la position "constante" de l'Algérie vis-à-vis de la cause palestinienne, qui est "sacrée pour nous et pour l'ensemble du peuple algérien", déplorant, dans ce sens, "l'empressement pour la normalisation (avec l'entité sioniste), à laquelle nous ne prendrons jamais part". Soulignant que la question palestinienne "est la cause centrale du Proche-Orient", le Président Tebboune a déclaré: "je ne pense pas qu'il y'aura une solution dans cette région sans la résolution de cette question qui doit être par la proclamation d'un Etat palestinien indépendant sur les frontières de 1967 avec El Qods pour capitale". Le Président de la République a indiqué que le discours qu'il prononcera à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies, prévue mardi prochain, portera sur la défense de la question palestinienne qui ne sera pas abandonnée par l'Algérie "quelles que soient les circonstances". Pour ce

qui est de la Libye, le Président Tebboune a renouvelé la position de l'Algérie en faveur d'une solution durable, émanant de la légitimité populaire électorale sous l'égide des Nations Unies, soulignant que "cette question nous concerne aussi et nous sommes un pays voisin qui partage avec la Libye de longues frontières. Nous imposerons notre avis et il n'y'aura aucune solution sans notre participation".

Le Chef de l'Etat a également émis le vœu "de voir le processus en Libye couronné par une solution pérenne et non provisoire notamment à la lumière de la tenue des élections qui ont été largement accueillies et qui sont soutenues par l'ONU dans le but d'unir les frères libyens, notamment entre Benghazi et Tripoli et d'aller vers la désignation de noms pour assumer des responsabilités", soulignant qu'"il y'a des noms qui commencent à apparaître".

A ce sujet, le Président Tebboune a rappelé qu'il existait une nouvelle démarche de la part de l'ONU d'où l'annonce de départ de certaines parties dont Fayaz Al-Sarraj, réaffirmant que "l'Algérie n'entravera pas le processus onusien". Déplorant la poursuite du conflit en Libye, le Président de la République a indiqué que le peuple libyen méritait de vivre dans la sécurité, la sérénité et l'unité et d'exploiter ses potentiels et les ressources de son pays".

Le Président Tebboune a assuré, par ailleurs, que l'Algérie suivait de près la situation au Mali avec lequel elle est en contact permanent, exprimant son souhait de voir "la période de transition réduite au minimum, outre une personnalité civile à la tête de l'Etat pour que nous puissions contribuer au règlement de la crise dans ce pays". A ce propos, il affirmé que "l'Algérie n'a pas eu de discussions ni de concertations avec aucune partie internationale de l'extérieur concernant cette question", ajoutant que "90% de la solution malienne est algérienne...".

Par ailleurs, M. Tebboune, a souligné que l'Algérie "n'a aucun problème avec le Maroc frère", précisant que la cause du Sahara Occidental est une question de décolonisation exposée au niveau de l'ONU.

"Il n'existe aucune restriction à la liberté de la presse en Algérie"

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé dimanche soir que la liberté de la presse était garantie en Algérie et qu'aucune restriction n'y est imposée, précisant que la liberté d'expression avait des "limites" et qu'il existait des lois applicables à tout un chacun.

Intervenant lors d'une entrevue avec des responsables de médias nationaux, le Président Tebboune a déclaré "j'avais déjà évoqué le sujet de la liberté d'expression en Algérie et je me suis interrogé s'il existait un pays, de par le monde, à l'image de l'Algérie qui compte 180 quotidiens et près de 8.500 journalistes, outre le soutien de l'Etat au papier d'impression et la publicité dont bénéficient ces journaux pour se retrouver, à la fin, avec des articles truffés d'injures et d'atteintes à la sécurité publique". Ces journaux, en dépit de tout ça, n'ont jamais été

inquiétés ou sanctionnés commercialement, a ajouté le président de la République. Interrogé sur Khaled Drarni, condamné récemment à deux ans de prison ferme, le Président Tebboune a expliqué qu'on ne pouvait trancher de l'inexistence de la liberté d'expression dans un pays en raison d'une personne "impliquée dans une affaire n'ayant aucune relation avec la presse", révélant, dans ce sens, qu'il n'existe aucun document prouvant sa relation avec la chaîne de télévision qu'il prétend travailler avec.

La liberté d'expression est consacrée "mais s'il existe une restriction, elle est imposée aux injures", a-t-il souligné, indiquant que la loi est applicable à tous dans le but de mettre un terme à l'anarchie.

Et d'ajouter que "cette loi est la même qui s'applique en Europe. Aucune personne n'est incarcérée (en Algérie) pour un article

qu'elle a rédigé". "Nous interdisons les injures et les atteintes aux affaires relevant de la sécurité de l'Etat", a-t-il dit. Concernant les rapports émanant de certaines organisations qui évoquent des restrictions à la liberté de la presse en Algérie, le Président Tebboune a affirmé que ces rapports "n'impactent pas notre politique" car, ajoute-t-il, le changement en Algérie "ne plait pas à ces organisations qui ne veulent pas de démocratie pour le peuple algérien et le considère comme un peuple de seconde zone". Déplorant la "géométrie variable" en matière de traitement des événements, le Président de la République a rappelé que "des choses graves se sont produites dans certains pays sans jamais être évoquées".

L'Algérie est "ciblée" par des parties qui tentent de saper sa stabilité, a-t-il poursuivi, faisant savoir que "les Etats ne nous attaquent

pas frontalement mais chargent des organisations non gouvernementales de cette mission".

Il y'a des rapports émanant de certaines organisations que "nous prenons au sérieux compte tenu de leur crédibilité" à l'image de "Amnesty international" que "je respecte", car elle a prouvé sa "crédibilité" en matière de traitement des événements tels que les guerres, a ajouté le Président de la République.

Et de conclure, l'organisation Reporters sans frontières (RSF) compte, elle aussi, des journalistes "respectables" mais c'est inadmissible de nommer un fils de colon qui tente à chaque fois de donner des leçons aux algériens, d'où l'importance d'enquêter sur les fondateurs de ces organisations ainsi que sur les modalités de leur financement.

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Les principales conclusions

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à plusieurs dossiers liés aux secteurs des mines, de la santé, des finances et de l'Agriculture, indique un communiqué de la Présidence de la République dont voici la traduction APS:

"Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce dimanche 20 septembre 2020, une réunion du Conseil des ministres.

Outre un exposé du Premier ministre sur l'action du Gouvernement durant la dernière quinzaine, l'ordre du jour comportait plusieurs exposés dont le premier a été présenté par le ministre des Mines sur les modalités de création de coopératives de jeunes pour l'exploitation des gisements aurifères de Tamanrasset et d'Illizi. S'en est suivi un exposé du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière sur la création d'un Centre anti cancer (CAC) dans la wilaya de Djelfa, d'une capacité d'accueil de 120 lits et un autre exposé sur la réa lisation d'un complexe hospitalo-universitaire dans la capitale, d'une capacité d'accueil de 700 lits.

Le ministre de l'Agriculture et du développement rural a, de son côté, présenté un exposé sur le projet de déclassement de parcelles de terrains agricoles d'une superficie de 47 hectares, en vue d'y construire des agglomérations d'habitations au profit des sinistrés du séisme qui a frappé récemment la wilaya de Mila.

Trois projets de décrets présidentiels ont, d'autre part, été présentés par le ministre des Finances. Le premier concerne les cotisations de l'Algérie à la septième augmentation générale du capital de la Banque africaine de développement (BAD) et le second les augmentations sélectives et générales du capital de la Société financière internationale (SFI) relevant de la Banque mondiale (BM), en charge du secteur privé, pour l'exercice 2018. Le troisième projet de décret présidentiel est inhérent à une demande de souscription à la 19ème reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA), l'une des filiales de la BM dédiée aux pays les plus pauvres.

Après approbation de ces exposés, le Président de la République a donné les instructions suivantes:

En premier lieu: Secteur des mines

1- Actualisation, avec précision, de la cartographie minière nationale pour définir les zones à exploitation industrielle et celles à exploitation artisanale.
2- Lancement immédiat de l'exploitation artisanale en recourant à des solutions conjoncturelles dans l'attente de la révision de la loi minière pour une meilleure adaptation avec les nouvelles données, en collaboration avec la société civile, sans pour autant définir le nombre de bénéficiaires parmi les jeunes ayant formé des coopératives de jeunes.



3- Valorisation des initiatives individuelles et leur libération de toute entrave bureaucratique pour encourager les jeunes de la région à exploiter ce minerai et y résorber le chômage.

4- Charger le Premier ministre de tenir une réunion de coordination entre les ministères concernés par l'extraction de l'or et le ministère de la Défense nationale, en vue de traiter les questions liées à l'interdiction de l'exploitation illégale et anarchique par les orpailleurs illégaux qui s'infiltrèrent dans la région, parallèlement à la sauvegarde des monuments culturels et sites archéologiques dans le grand Sud.

5- Charger le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire d'accompagner les entreprises concernées par ce projet et d'assurer la sécurité au niveau des circuits d'exploitation en coordination avec le ministère de la Défense nationale.

Le président de la République a également instruit le ministre des Mines à l'effet d'accélérer l'exploitation de la mine de fer de Ghar-Djebilet et du

gisement de Zinc et de phosphate de Oued Amizour pour réduire la dépendance aux recettes des hydrocarbures, avec réalisation d'une ligne ferroviaire entre Tindouf et Bechar et la possibilité de faire appel, dans ce projet, au partenaire chinois pour rattraper le retard.

En second lieu: Secteur de la santé

A- Centre anti-cancer à Djelfa:

1. Fixer le dernier délai pour la pose de la première pierre du projet au 15 octobre.

2. Finaliser au cours des deux prochains mois la définition des équipements médicaux requis pour les acquérir avant la fin de l'année.

3. Doter le centre en nombre suffisant d'accélérateurs pour répondre aux besoins des cancéreux dans les wilayas limitrophes.

4. Fournir des services hôteliers pour l'hébergement des familles accompagnant les malades et venant de loin et encourager les bienfaiteurs à en faire don, faute de quoi l'Etat

assumera son rôle.

5- Doter le centre en équipements et appareillages de radiothérapie et chimiothérapie de pointe.

B- Complexe hospitalo-universitaire de la wilaya d'Alger:

1. Approbation de la réalisation d'un complexe hospitalo-universitaire dans la capitale d'une superficie suffisante pour mettre fin définitivement au recours aux soins à l'étranger.

2. Révision de l'étude proposée au projet en étendant la consultation aux médecins spécialistes et en coordonnant avec l'Agence nationale de la sécurité sanitaire pour identifier le meilleur modèle garantissant les types de soins de santé les plus performants avec les équipements médicaux les plus modernes, le complexe hospitalier prévu devra égaler les pôles hospitalo-universitaires européens.

En troisième lieu: le secteur des finances

Le président de la République a ordonné ce qui suit:

1. Œuvrer à tirer profit de ces institutions financières en pro-

portion de notre contribution à celles-ci, comme le font d'autres pays, et ce, en obtenant notre part de postes dans leurs organes et en bénéficiant de leurs moyens en matière de financement au profit de l'Algérie.

2. Ouvrir des banques algériennes à l'étranger, en Europe et en Afrique, qu'elles soient nationales ou à capital mixte, afin de permettre aux émigrés algériens d'effectuer des dépôts ou des transferts, et impulser les échanges commerciaux, notamment avec les pays africains.

En quatrième lieu: Secteur de l'agriculture

Le Conseil des ministres a approuvé l'affectation de parcelles de terres agricoles aux sinistrés de Mila, conformément à l'exposé du ministre de l'Agriculture et du Développement rural.

Avant la levée de l'audience, le Conseil des ministres a approuvé des décisions individuelles portant désignations et fins de fonctions dans des postes supérieurs de l'Etat.

Le Président de la République a donné des instructions aux ministres concernés, chacun dans son domaine de compétence.

Premièrement:

- Elaboration d'un rapport sur la rentrée scolaire et universitaire à soumettre au prochain Conseil des ministres, sur une éventuelle reprise des cours dans le secteur de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique et de l'Enseignement et de la formation professionnels, en collaboration avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution du Covid-19, notamment concernant les aspects liés au transport et à l'hébergement.

A cet effet, le Président de la République s'est dit satisfait des résultats obtenus en matière de lutte contre la pandémie de Covid-19 par rapport à d'autres pays, un acquis qu'il convient de préserver à l'avenir en maintenant l'état de vigilance à son plus haut niveau, jusqu'à la fin de cette pandémie.

Deuxièmement:

- Révision du fichier national du logement pour l'assainir à nouveau des indus bénéficiaires de logements sociaux.

Troisièmement:

- Soumettre, à l'avenir, tout engagement financier dans l'importation et toute transaction en devises, à l'approbation préalable du Conseil du Gouvernement en vue de protéger le produit national, encourager sa consommation au niveau local et préserver les réserves de change".

Quatrièmement:

- Soumettre à l'approbation préalable du conseil du gouvernement ou du conseil des ministres, en cas de nécessité, toutes les mesures relatives à la définition de la liste des produits interdits à l'importation.

APS

RÉFÉRENDUM SUR LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Lancement de l'inscription en ligne sur les listes électorales

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a donné dimanche le coup d'envoi de la révision des listes électorales à partir des communes de Boumerdes et de Rouiba (Alger), et ce, dans le cadre des préparatifs en prévision du référendum sur la révision de la Constitution prévu le 1er novembre.

Cette opération intervient suite à la convocation du corps électoral par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour le référendum sur la révision de la Constitution.

A cette occasion, M. Charfi a présidé le lancement de l'inscription en ligne des citoyens ne figurant pas sur les listes électorales ou désireux changer de lieu de résidence. Les inscriptions s'effectuent sur le site Web de l'ANIE.

Lors d'une conférence de presse au siège de la commune de Boumerdes, M. Charfi a précisé que cette nouvelle procédure "encourage les jeunes à s'inscrire" sur les listes électorales, se disant "satisfait que les citoyens à Boumerdes se

soient inscrits en ligne dès le lancement de l'opération". Grâce à cet outil nouvelle procédure, la radiation des listes électorales se fait automatiquement.

"L'opération d'inscription, qui était compliquée par le passé, est actuellement plus facile. Cela a pour objectif de maîtriser le fichier national électoral", a-t-il ajouté. Pour ce qui est du protocole sanitaire durant le référendum, M. Charfi a indiqué qu'il permettra d'éviter la transmission du Covid-19, précisant que ce protocole qui a été validé par le ministère de la Santé et comprend trois étapes (avant, pendant et après le vote)". S'agissant du corps électoral, le président de l'ANIE a précisé qu'il "compte actuellement 24.111.081 électeurs", indiquant qu'il enregistre, après révision, 500.000 à 600.000 nouveaux inscrits". L'ANIE a enregistré 1.000 nouvelles inscriptions parmi les membres du Secrétariat, selon M. Charfi qui précise que l'Autorité compte près de 60.000 membres du Secrétariat, dont 70% ont un niveau universitaire".

DJELFA

Une médaille d'argent pour "Khetala" au concours national de la meilleure huile d'olive vierge extra

La marque de fabrique "Khetala", sise dans la ville de Messaïd, du sud de Djelfa, s'est adjugé la médaille d'argent du concours national de la meilleure huile d'olive vierge extra, démontrant le rôle prépondérant de la filière oléicole dans la wilaya, a-t-on appris auprès du directeur local des services agricoles, Ali Bendjoudi.

"L'obtention d'une médaille d'argent, à ce concours dont les résultats ont été annoncés dernièrement, est un soutien aux efforts consentis en vue du développement de la filière, actuellement en plein essor", a indiqué à l'APS M. Bendjoudi. Il a cité pour preuve l'extension des surfaces oléicoles dans la wilaya, accompagnée par une hausse de la production et de sa qualité.

M. Bendjoudi a, par la même, loué les efforts consentis par les responsables en charge de cette filière agricole, qui ont "réussi à apporter un plus à la carte agricole de cette wilaya, réputée pour sa vocation pastorale".

"Ils ont contribué à sa promotion (Djelfa) à des rangs honorables à l'échelle nationale, dans différentes filières, dont l'olive, les viandes rouges et b lanches, l'oignon, les abricots, la grenadine, et les amandes", s'est-il félicité.

A cela s'ajoute, le renforcement de la filière avec un conseil interprofessionnel local, dont le rôle est avéré, a-t-il dit, en "matière d'organisation et structuration des producteurs locaux".

Le verger oléicole de la wilaya est actuellement estimé à 11.000 ha contre pas plus de 150 ha en 2000. "Un indice démontrant une orientation manifeste des agriculteurs de Djelfa vers cette filière", a assuré M. Bendjoudi. A noter que cette médaille d'argent a été obtenue dans le cadre du concours national "Djaffar Aloum" de la meilleure huile d'olive vierge extra, organisé par le Conseil national interprofessionnel de la filière oléicole (CNIFO). Quelque 22 concurrents de 15 wilayas du pays ont pris part à cette compétition, encadrée par des goutteurs de l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne.

GHARDAÏA

Installation du nouveau commissaire d'Etat près le tribunal administratif

Le nouveau commissaire d'Etat près le tribunal administratif de Ghardaïa, Brahim Touaïbiat, a été installé officiellement dimanche dans ses nouvelles fonctions, en remplacement de Taleb Mohamed Benbouzid affecté au poste de président de la Cour d'Ouargla. Présidant la cérémonie d'installation, El-Hachemi Saâda, conseiller près du conseil d'Etat et représentant du ministre de la Justice, Garde des sceaux, a indiqué que "Ce mouvement partiel opéré par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune dans le corps des présidents des tribunaux et commissaires d'Etat près les tribunaux administratifs, vise à redonner un nouveau souffle au travail judiciaire et l'amélioration du service public au sein de la justice".

Ce mouvement est opéré sur des postes de qualité au sein du secteur de la justice, à l'instar des autres institutions de l'Etat, pour l'application des engagements à instaurer une justice efficiente et impartiale en vue de répondre aux doléances du peuple algérien, a-t-il poursuivi.

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, a appelé les présidents des tribunaux administratifs et le corps judiciaire à œuvrer davantage pour l'application de la loi avec intégrité et objectivité, a ajouté M. Saâda. La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence du des autorités civiles et militaires, d'élus et notables de la wilaya de Ghardaïa, ainsi que de magistrats, cadres et auxiliaires de justice.

GHARDAÏA

Une récolte de près de 700.000 quintaux de maïs attendue

Une récolte de maïs avoisinant les 700.000 quintaux est attendue dans la wilaya de Ghardaïa pour la campagne de la maïsiculture automnale devant débuter prochainement, a-t-on appris lundi auprès de la direction des services de l'agriculture (DSA).

La culture de maïs circonscrite principalement dans les localités de Hassi-Lefhal, Hassi El-Gara et El-Menea, relevant de la wilaya déléguée d'El-Menea (Sud de Ghardaïa), riche en ressource hydrique, auquel une superficie cumulée de 3.700 hectares sous-pivot lui a été consacrée, aугure d'un résultat "probant", au vu du comportement de cette plante céréalière, cultivée en assolement après la moisson du blé au début du mois de juillet, a indiqué le chef de service de la production à la DSA, Cheikh Harouini. La superficie cultivée (1.900 ha pour le maïs fourrager ensilage et 1.800 ha pour le maïs en grain) a été consacrée pour soutenir l'essor de la filière lait dans la wilaya de Ghardaïa et les wilayas limitrophes ainsi que pour l'aliment avicole, a précisé M. Harouini. Cette récolte prévisionnelle de maïs (fourrager et en grain) est destinée en premier lieu à satisfaire la demande croissante en fourrage pour le cheptel laitier de la wilaya de Ghardaïa, estimé à plus de 4.500 têtes bovines, ainsi que les wilayas avoisinantes,



a-t-il ajouté. Une production globale estimée à 700.000 quintaux de maïs avait été engrangée dans la wilaya de Ghardaïa la saison écoulée (2019) sur une superficie cultivée sous-pivot de 2.150 hectares.

La première expérience pilote de culture de maïs dans la région de Ghardaïa a été effectuée sur une superficie de 100 hectares en 2011, avant d'être étendue dans le cadre de la nouvelle politique agricole destinée à réduire les importations et élargir la gamme de production de céréales. Considéré comme principal intrant dans la fabrication d'aliments de bétail et de

volaille, les besoins de l'Algérie en ce produit (maïs) sont dépendants exclusivement du marché international dont les cours ne cessent d'augmenter et se répercutent sur les prix des productions animales (viandes, lait, œufs), indique-t-on à la DSA. La filière lait au niveau de la wilaya de Ghardaïa fait figure de référence pour l'essor remarquable enregistré ces dernières années suite à un ensemble de mesures d'incitation émises par les pouvoirs publics touchant tous les maillons de la filière. Cette dynamique a été favorisée par les différents dispositifs et mesures

incitatives de soutien, notamment l'importation de génisses de races laitières, la modernisation du système d'élevage en équipant les étables en matériels techniques appropriés à la production laitière, l'auto-nomie alimentaire du bétail par l'encouragement de la production fourragère dans les grands périmètres agricoles implantés au sud de la wilaya, riches en eau et favorables à l'agriculture irriguée sous pivot, notamment la maïsiculture, ainsi que la mise en place d'un système de collecte du lait cru.

De nombreux agriculteurs ont investi dans le sud de la wilaya dans des projets agricoles intégrés alliant la culture fourragère (maïs et luzerne), l'élevage bovin et caprin en lactation et les unités de production de lait. Dans cette perspective, de nombreux spécialistes préconisent l'utilisation des eaux épurées des stations de lagunage de Ghardaïa, El-Menea, Berriane et Guerrara pour l'irrigation de cette culture de maïs destinée uniquement à l'alimentation du bétail et de volaille.

BISKRA

Début de la révision des listes électorales dans de bonnes conditions organisationnelles

L'opération de révision exceptionnelle des listes électorales en prévision du référendum sur l'amendement constitutionnel prévu le 1er novembre prochain, a été lancée dimanche dans la wilaya de Biskra dans de bonnes conditions organisationnelles. Le coordinateur de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Toufik Bouziani a indiqué, à cette occasion, que cette opération va permettre de mettre à jour les listes électorales en y inscrivant les citoyens âgés de dix-huit (18) ans révolus le jour du scrutin et les

électorales et électeurs ayant changé de résidence et radier des listes les personnes décédées. Il a ajouté que face à cette conjoncture "exceptionnelle" marquée par la propagation du coronavirus, un protocole sanitaire strict a été mis en place pour protéger les protagonistes et les citoyens concernés par cette opération contre tout risque de contamination à la Covid-19 et ce à travers la mise à disposition des moyens de protection et le respect de la distanciation physique. Le coordinateur de wilaya de l'ANIE a appelé les citoyens concernés par cette

opération tels que les nouveaux électeurs de se rapprocher de la commission de révision des listes électorales de leur commune de résidence afin d'obtenir leur carte de vote. Il est à noter que l'opération de révision exceptionnelle des listes électorales en prévision du référendum constitutionnel, qui devra se poursuivre jusqu'au 27 septembre, va permettre de mettre à jour les listes électorales dans cette wilaya qui avait recensé le 12 octobre 2019, 510 664 électeurs et électrices répartis sur 1247 bureaux de vote, selon la même source.

ORAN

Reconversion de plus de 10 000 ha de céréales en fourrages

Les agriculteurs de la wilaya d'Oran ont procédé à la reconversion de 10.635 hectares de céréales en fourrages, comme aliment de bétail, lors de la campagne moisson-battage de la saison agricole 2019-2020, à cause de la faible pluviométrie, a-t-on appris auprès de la Chambre d'agriculture de la wilaya. Ces superficies céréalières non moissonnées s'ajoutent aux 25.537 hectares qui avaient été consacrés au pastoralisme en raison du déficit en pluviométrie notamment durant les mois de février et mars derniers, période de croissance, a indiqué à l'APS, le secrétaire général de la Chambre, Houari Zeddani. Les bilans des chefs de subdivisions et délégations agricoles d'Oran relèvent que la surface moissonnée durant cette saison a atteint 20.744 ha de différentes variétés de céréales, ce qui représente 40 pour cent de la superficie globale cultivée estimée à 53.476 ha contre 24.330 ha moissonnés sur un total de 53.652 ha de superficie emblavée l'an dernier, a fait savoir la même source. Le non respect des producteurs de céréales de l'itinéraire technique malgré les opérations de sensibilisation et de vulgarisation agricole a influé négativement sur la production céréalière, selon le secrétaire général de la Chambre agricole, faisant observer que certains travaux, à l'instar des labours profonds, l'usage des engrais et de phytosanitaires et le désherbage coûtent énormément à l'agriculteur, ce qui le pousse à réduire le recours à ces techniques. A cause de ces facteurs, il n'a été produit que 147.538 quintaux de diverses céréales durant la campagne moisson-battage 2019-2020 contre 212.000 qx durant l'année précédente, a expliqué M. Zeddani, qui a fait savoir que la wilaya d'Oran a enregistré durant ces deux années, une baisse de la production de céréales, par rapport aux années précédentes particulièrement l'année 2012 où elle a dépassé 1 million de quintaux, "une année marquée par une bonne pluviométrie".

LAGHOUIT

Installation de six nouveaux chefs de dairas dans leurs fonctions

Les six nouveaux chefs de dairas nommés dans la wilaya de Laghouat, en vertu du mouvement opéré par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans ce corps de l'administration, ont été installés officiellement dimanche dans leurs fonctions.

Présidé par le wali de Laghouat, Abdelkader Bradaï, en présence des autorités civiles et militaires locales, la cérémonie a donné lieu à l'installation des chefs de dairas d'El-Ghicha, Brida, Ain-Madhi, Gueltat Sidi-Saad, Afrou et Laghouat, respectivement Nabila Benabdelkrim, Faïza Mahyaoui, Bouziani Youbi, Mokhtar Tahir, Tayeb Benahmed et Rachid Cherid. Intervenant à l'occasion, le wali de Laghouat a rappelé les missions des responsables concernés, entre autres, être un "véritable" appui aussi bien au citoyen qu'à l'élu, en donnant de leur mieux dans le domaine du développement local, en accordant toute l'importance voulue aux zones d'ombre.

M. Bradaï a exhorté, en outre, les nouveaux responsables à s'enquérir sur le terrain des différentes attentes du citoyen, en veillant à jeter des passerelles de dialogue avec les différents acteurs sociaux et représentants de la société civile, pour concrétiser la démocratie participative à laquelle tous aspirent.

AGROALIMENTAIRE - FOIRE Foire agricole du 23 au 27 septembre à Alger : une occasion pour écouler les méventes

La première édition de la foire nationale des produits de l'agriculture et de l'agroalimentaire, qui se déroulera du 23 au 27 septembre en cours à Alger, permettra de commercialiser les produits agricoles et agro-alimentaires ayant connu des méventes durant la crise sanitaire du Covid 19, a indiqué dimanche à Alger, le représentant de la Chambre Nationale d'Agriculture (CNA), M. Ouali Belkacem.

"Cet événement qui se déroulera au Palais des expositions des Pins Maritimes, s'inscrit dans le cadre de la relance économique et constitue une occasion pour exposer et écouler les différents produits agricoles ayant connu des méventes, particulièrement en cette période de crise sanitaire qui a duré plus de six mois", a expliqué M.

Ouali, lors d'une conférence de presse tenue au siège de la société Algérienne des foires et exportations (Safex).

Il a souligné, à ce titre, que la fermeture des hôtels, des restaurants, des réfectoires et des cantines, imposée par le confinement sanitaire depuis mars, a "lourdement impacté l'activité commerciale des produits agricoles", citant notamment l'huile d'olive, le miel et certains légumes ainsi que les viandes et les poissons.

Le représentant de la CNA, qui est également président de la chambre d'agriculture d'Alger, a affirmé, par ailleurs, que les agriculteurs qui travaillent d'arrache-pied, même en périodes de crise, s'attendent, en contre partie, à un programme sérieux pour le développement de l'industrie de transformation, à des infrastructures de stockage adéquates et un plan de travail clair pour la promotion des exportations, notamment avec la production abondante qui marque les saisons agricoles de ces dernières années.

Pour sa part, le secrétaire général de la CNA, M. Kouider Bounoua, a annoncé l'organisation, très prochainement, des journées d'études entre les agriculteurs, les exportateurs et les opérateurs pour développer le système de "l'agriculture de convention".

Il a expliqué qu'au cours de ces journées, la CNA coordonnera entre les producteurs agricoles, les industriels et les exportateurs afin d'accélérer ce système qui consiste à définir au préalable les variétés des produits destinés à la consommation, ceux destinés à la transformation et les produits qui seront exportés.

"Cette feuille de route adoptée par le ministère de l'Agriculture et du développement rural, fera de l'agriculteur un acteur incontournable dans la diversification de l'économie nationale, tout en lui évitant de travailler à perte", a-t-il fait valoir. Pas moins de 150 exposants représentant 24 wilayas sont attendus à cette foire, qui sera organisée sur une superficie de 4.000 mètres carrés, avec en prévision 5.000 visiteurs, a indiqué le représentant de la CNA. L'espace exposition rassemblera les PME, les cultivateurs et les entreprises algériennes des secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire qui proposeront aux visiteurs des produits bruts et autres transformés à des prix abordables, a-t-il indiqué.

Parmi ces produits, il a cité, entre autres, les fruits et légumes secs et frais, les boissons (jus et eaux minérales), les produits carnés (viandes rouges, volailles, lapins, préparations culinaires et conserves, laits et produits laitiers, produits de la mer (poissons, fruits de mer, surgelés ou en conserve) ainsi que les produits de terroir (huiles d'olives, céréales, caroube...) et les produits sucrés (miel, confiseries...).

De son côté, le directeur des foires à l'étranger auprès de la Safex, Ali Ferah, s'est attardé sur le dispositif de prévention contre la Covid-19 qui sera mis en place par la SAFEX au cours de cet événement afin d'éviter tout risque de contamination.

"Nous nous sommes confirmés au protocole sanitaire de l'Union internationale des Expositions dont la Safex est membre", a-t-il affirmé.

Il a détaillé les mesures de prévention qui portent notamment sur l'affichage des gestes barrières à l'intérieur du site de la SAFEX et l'élaboration d'un guide sanitaire qui sera mis à la disposition des exposants sur le respect des gestes barrières ainsi que la manipulation des produits qui devrait être conformes aux normes de la sécurité sanitaire.

Le dispositif sanitaire porte, en outre, sur le nettoyage et la désinfection des stands et pavillons, l'organisation des espaces d'exposition et la gestion des flux de circulation des visiteurs.

L'exposition sera ouverte au grand public, après la cérémonie d'ouverture officielle, durant les cinq jours, de 10h à 18h, indiquent les initiateurs de cet événement économique et commercial, en invitant les citoyens de "bien vouloir respecter les mesures préventives afin de préserver la santé publique et garantir la réussite de cet événement phare".

ACCORD D'ASSOCIATION AVEC L'UE Président Tebboune : "l'Algérie le révisera en fonction de ses intérêts économiques"

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé que l'Algérie ne renoncera pas à l'accord d'association avec l'Union européenne (UE), mais procèdera à une révision du calendrier relatif au démantèlement tarifaire en fonction de ses intérêts économiques.

S'exprimant lors d'une entrevue accordée à des responsables de médias nationaux, diffusée dimanche soir, le Président Tebboune a déclaré "Nous ne pouvons pas renoncer à l'accord d'association avec l'UE (...) l'Union Européenne étant un partenaire auquel nous nous attachons". Le Président de la République a insisté, toutefois, sur l'attachement de l'Algérie à ses intérêts économiques et ses efforts pour construire une économie indépendante de la rente. Après s'être interrogé sur le véritable taux de respect des accords avec l'UE, le Président Tebboune a souligné que cet accord ne repose pas uniquement sur le démantèlement tarifaire qui doit se faire progressivement. "Nous allons revoir le calendrier



(démantèlement) et ils (UE) sont d'accord concernant cette révision à laquelle s'attendent les économistes", a-t-il assuré. "Nous sommes en principe des partenaires de l'UE mais pas au détriment de notre économie", a ajouté le Président de la République. En 2002, l'Algérie avait signé un accord d'association avec l'UE. Entré en vigueur en 2005, cet accord prévoit l'établissement de la zone de libre échange entre les deux parties en 2017 avant de prolonger de trois ans le délai de l'établissement de cette zone jusqu'à septembre 2020. Cependant, l'Algérie a décidé de revoir à nouveau cet accord pour préserver sa production nationale, à travers notamment la révision du calendrier du démantèlement tarifaire.

GESTION DES DENIERS PUBLICS Président Tebboune : "impérative lutte contre l'argent sale et garantir la transparence dans la gestion"

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a mis l'accent sur l'impératif de lutter contre l'argent sale et de garantir la transparence dans la gestion "de la base jusqu'au sommet". S'exprimant lors d'une entrevue accordée à des responsables de médias nationaux, diffusée dimanche soir, le Président Tebboune a précisé que l'édification de l'Algérie nouvelle exige de garantir la transparence dans la gestion "de la base jusqu'au sommet, y compris pour le Président". "Je ne serai en rien dérangé si l'Inspection générale des finances venait procéder à un audit au niveau de la Présidence de la République.

C'est une chose tout à fait normale", a-t-il dit. "Nous vivons dans une République et non un royaume. Tout un chacun doit rendre des comptes au sein de cette République dans le respect de la loi", a soutenu le Président Tebboune. Evoquant l'argent sale, le

Président de la République a indiqué que ce phénomène "s'est propagé tel un cancer dans la société et doit être combattu", relevant que la loi sera intransigeante vis-à-vis de tous ceux qui recourent à l'argent sale. Le Président Tebboune a également évoqué l'activité des associations de la société civile, dont certaines ont été impliquées dans des affaires de corruption, estimant que nombre d'associations "s'acquittent convenablement de leurs missions, à savoir combler les lacunes de gestion enregistrées au niveau des institutions de l'Etat". Le nombre des associations s'élèvera à plus de 30.000 au niveau des quartiers et villages en vue "de porter la voix du peuple de manière organisée et loin de l'anarchie", a précisé le Président, estimant qu'il s'agit là d'un moyen qui nous permettra de consacrer "notre véritable slogan, à savoir une République démocratique et populaire".

LOI SUR LA MONNAIE ET LE CRÉDIT Vers une révision avec la prise en charge des risques de change (président Tebboune)

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, dimanche à Alger, la révision prochaine de la loi sur la Monnaie et le Crédit 90-10 et l'engagement d'une réflexion pour la création de mécanismes pour couvrir les risques de change encourus par les opérateurs économiques en raison de la dépréciation de la monnaie nationale.

S'exprimant dans une entrevue avec des responsables de certains médias nationaux, le président Tebboune a déclaré que toutes les lois régissant les secteurs économiques doivent être révisées, citant particulièrement la révision de la loi sur la Monnaie et le Crédit. "Nous nous dirigeons aujourd'hui

vers une économie ouverte sur le monde. Il faut que la loi sur la Monnaie et le Crédit soit révisée. Il faut aller vers une réforme bancaire et fiscale absolue et à fond", a souligné le chef de l'Etat.

Répondant à une question liée à la dévaluation de la monnaie nationale par rapport aux principales devises étrangères et aux pertes de change qui en résultent pour les opérateurs économiques, M.

Tebboune a affirmé qu'il est "inc concevable que l'investisseur perde à cause du change.

Il faut chercher des mécanismes pour trouver une solution à la dépréciation de la monnaie". Dans ce contexte, il a expliqué que ce "problème technique" nécessitait l'inter-

vention de spécialistes pour déterminer les conditions de prise en charge de l'investisseur dans ce domaine, précisant qu'il demandera à la Banque d'Algérie de revoir les contentieux existants liés aux risques de change. A ce propos, il a mentionné comme mesures de soutien la création, par exemple, d'une "caisse de compensation", tout en soulignant, dans ce sillage, que "le capital a besoin de la stabilité politique, juridique et financière".

Ouverture d'ateliers économiques immédiatement après les élections

Par ailleurs, le président de la République a indiqué que des ateliers économiques seront ouverts immédiatement

après les élections afin de réaliser un bon dialogue économique, et ce, en concertation avec tous les acteurs de la société.

Ces ateliers, seront organisés, a poursuivi M. Tebboune, par une commission nationale, dans le cadre d'un consensus.

Cette commission comprendra, entre autres, des économistes, des sociologues, des journalistes, des syndicalistes, des imams ainsi que toutes les autres catégories de la société en vue de trouver la "meilleure voie" pour la réussite de ces ateliers. Le chef de l'Etat a mis en avant, dans ce sens, la nécessité de bénéficier et de s'inspirer des expériences menées à l'échelle internationale par d'autres pays dans le domaine des réformes économiques.

SOUTIEN DE L'ETAT AUX ENTREPRISES IMPACTÉES PAR LE COVID-19 La LF2021 déterminera les détails

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné, dimanche soir à Alger, que la loi de finances pour 2021 précisera tous les détails du soutien financier de l'Etat aux entreprises économiques impactées par la pandémie de Covid-19. M. Tebboune a assuré, lors de son entrevue périodique avec des responsables de médias nationaux, que l'Etat indemnifiera les entreprises économiques touchées par la pandémie, soulignant en même temps la nécessité de protéger les banques, à travers la loi, afin de leur permettre de jouer leur rôle dans ce domaine.

Le chef de l'Etat a assuré également que "la loi de finances pour 2021 déter-

minera tous ces aspects", ajoutant que "les questions financières doivent être déterminées et contrôlées au centime près".

A ce propos, le président Tebboune a précisé que "les entreprises économiques doivent s'abstenir de faire de fausses déclarations" en ce qui concerne les dommages subis pour bénéficier des mesures prises par les autorités publiques contre la propagation du coronavirus. Dans ce contexte, il a rappelé les mesures prises par l'Etat pour indemniser les entreprises touchées par la pandémie, notamment la réduction des impôts, la révision de leurs délais et la mise en place de leur profit de prêts bancaires sans intérêt.

BANQUE D'ALGÉRIE Rosthom Fadhli nouveau gouverneur

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, dimanche à Alger, la nomination de M. Rosthom Fadhli, en qualité de nouveau gouverneur de la Banque d'Algérie (BA).

M. Tebboune a affirmé, lors d'une entrevue avec des responsables de médias nationaux, avoir "signé la semaine dernière le décret portant nomination de M. Rosthom Fadhli au poste de gouverneur de la Banque d'Algérie". M. Fadhli assurait jusqu'à présent le poste de vice-gouverneur de la Banque centrale.

Il est à rappeler que le poste de gouverneur de la Banque d'Algérie est resté vacant depuis que l'ancien gouverneur, Ayman Ben Abderrahmane, ait pris le portefeuille du ministère des Finances en juin dernier lors du dernier remaniement ministériel.

MONNAIES

L'euro baisse face au dollar

L'euro baissait lundi face au dollar, après avoir évolué en hausse durant la séance asiatique, pénalisé principalement par l'aversion pour le risque.

Dans la matinée, l'euro perdait 0,36% face au billet vert, à 1,1798 dollar.

"La diminution de l'appétit pour le risque et la baisse des Bourses mondiales en début de semaine font baisser l'euro face au dollar", expliquent les analystes, tandis que la monnaie unique a brusquement décliné en début de séance européenne.

Le dollar est généralement considéré comme une valeur refuge et a donc tendance à s'apprécier lorsque l'incertitude politique ou économique prédomine.

Lundi, les investisseurs pourront suivre trois discours de responsables de la Réserve fédérale américaine, dont un de Jerome Powell, le président de l'institution, qui sera également



auditionné par les parlementaires mardi et mercredi.

Ces interventions seront "probablement le principal événement pour le marché

des changes en cette journée calme sur le plan des indicateurs économiques", a estimé Jasper Lawler, analyste pour London Capital Group. Par ailleurs, avec le

décès vendredi de la juge progressiste à la Cour suprême Ruth Bader Ginsburg, la présidentielle américaine a pris un nouveau tournant, et "les tensions devraient s'exacerber", a noté Derek Halpenny, analyste pour MUFG.

Donald Trump a fait part de son intention de nommer une remplaçante avant la présidentielle de novembre, ce à quoi le candidat démocrate Joe Biden a répondu en accusant le président d'exercer le pouvoir de manière "brutale".

Si cet événement ne semble pas avoir eu d'effet direct sur le marché des changes, la présidentielle américaine est un facteur important et tout changement de dynamique est particulièrement scruté par le marché.

CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AIEA
Ouverture des travaux

Les travaux de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) débuteront lundi à Vienne et se poursuivront jusqu'au 25 septembre.

La réunion cette année de l'organe directeur de l'AIEA, qui se tient dans un contexte particulier marqué par la pandémie du Covid-19, alternera à la fois le format présentiel forcément limité, et le live-streaming.

Selon les organisateurs, l'ordre du jour de cette session se décline en plusieurs axes, dont la sûreté nucléaire et radiologique et les moyens de renforcer les activités de l'AIEA dans les domaines de la science, de la technologie et des applications nucléaires, ainsi que l'application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient et en République populaire démocratique de Corée.

Les délégués examineront le rapport sur la coopération technique, le rapport annuel et les états financiers de l'AIEA pour 2019, ainsi que la mise à jour du budget de l'Agence pour 2021.

Pendant cette session de la Conférence générale, 39 manifestations parallèles se tiendront en ligne et une partie d'entre elles seront égale-

ment accessibles au public. Destinées à mettre en relief les travaux menés à l'AIEA et dans les Etats membres au moyen de techniques nucléaires, ces rencontres prévoient notamment des focus sur les applications possibles des approches reposant sur l'intelligence artificielle en science nucléaire, la contribution de la médecine nucléaire au traitement du cancer par radiothérapie, et la protection des ressources en eau dans le monde contre la surexploitation et la contamination. Cette session prévoit également un forum scientifique de deux jours sur "l'électronucléaire et la transition vers une énergie propre".

Ce forum examinera, entre autres, l'apport de l'énergie nucléaire aux efforts visant à juguler l'impact des changements climatiques, les particularités des réacteurs innovants et les méthodes de construction, la façon dont l'électronucléaire peut contribuer à la décarbonisation profonde, la gestion, l'entreposage et le stockage définitif du combustible nucléaire usé, et les principaux obstacles entravant le recours accru à l'énergie nucléaire dans la transition mondiale vers une énergie propre. Cette session

sera aussi l'occasion de présenter une nouvelle initiative visant à renforcer l'efficacité des systèmes nationaux de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires (SNCC).

A l'occasion du 20ème anniversaire du Projet international sur les réacteurs nucléaires et les cycles du combustible nucléaire innovants (INPRO), une manifestation parallèle présentera les activités menées par l'INPRO, ainsi que les outils mis au point concernant tous les aspects importants pour la durabilité de l'énergie nucléaire, en l'occurrence l'économie, la sûreté, la sécurité, l'impact environnemental, et la non-prolifération.

Cette rencontre permettra également à l'INPRO d'exposer sa perspective sur l'évolution des besoins et des technologies énergétiques au XXIe siècle.

Cette session sera également marquée par une cérémonie de présentation des traités visant à promouvoir l'adhésion aux traités multilatéraux et à donner aux représentants des Etats membres l'occasion de déposer leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

ETATS-UNIS

Une enquête internationale révèle le blanchiment de sommes énormes par des grandes banques

Une enquête internationale du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) révèle que des montants astronomiques d'argent sale ont transité durant des années par les plus grandes institutions bancaires du monde et dénonce les carences de la régulation du secteur.

"Les profits des guerres meurtrières contre la drogue, des fortunes détournées des pays en développement et des économies durement gagnées volées dans le cadre d'une pyramide de Ponzi ont tous pu entrer et sortir de ces institutions financières, malgré les avertissements des propres employés des banques", détaille l'investi-

gation, menée par 108 médias internationaux, de 88 pays. L'enquête est fondée sur des milliers de "rapports d'activité suspecte" (SAR en anglais) adressés aux services de la police financière du Trésor américain, FinCen, par des banques du monde entier.

"Ces documents, compilés par les banques, partagés avec le gouvernement, mais gardés hors de la vue du public, exposent le gouffre béant des garanties bancaires, et la facilité avec laquelle les criminels les ont exploitées", assure le média américain Buzzfeed News, en préambule de son enquête. Les documents portent sur 2.000 milliards de dollars de transactions,

qui ont circulé entre 1999 et 2017. L'investigation pointe notamment du doigt cinq grandes banques -- JPMorgan Chase, HSBC, Standard Chartered, Deutsche Bank, et Bank of New York Mellon -- accusées d'avoir continué à faire transiter des capitaux de criminels présumés, et ce même après avoir été poursuivies ou condamnées pour faute financière.

Au terme de ses recherches, Buzzfeed News affirme que "les réseaux par lesquels l'argent sale transite dans le monde sont devenus des artères vitales à l'économie mondiale".

Dans un communiqué, la Deutsche Bank a assuré que les révélations du

Consortium étaient en fait des informations "bien connues" de ses régulateurs et a dit avoir "consacré d'importantes ressources au renforcement de ses contrôles" et "être extrêmement attentive au respect de (ses) responsabilités et de (ses) obligations".

L'investigation pointe aussi l'impuissance des autorités américaines dans la régulation de ces transactions. Dans un communiqué publié avant la diffusion de cette enquête, la police financière du Trésor américain a averti que la diffusion des rapports d'activité suspecte était un "crime" qui "peut avoir un impact sur la sécurité nationale des Etats-Unis".

GRANDE-BRETAGNE

Le gouvernement britannique réforme son modèle de privatisation des lignes de train



Le gouvernement britannique a annoncé lundi une réforme de son modèle de privatisation des lignes de train en décidant de mettre fin aux franchises privées et de les remplacer par des contrats de concession avec une plus grande implication des pouvoirs publics.

"Le modèle de privatisation adopté il y a 25 ans a vu des hausses importantes du nombre de passagers mais cette pandémie a prouvé qu'il ne marchait plus", a déclaré le ministre des Transports Grant Shapps dans un communiqué.

La gestion des lignes de train ne se fera plus par franchises, qui donnaient l'entière gestion aux opérateurs privés, mais est régie à partir de lundi par de nouveaux contrats de type concession.

Désormais, un opérateur privé pourra gérer une ligne moyennant le versement d'une commission avec en retour des objectifs de performance plus stricts qu'auparavant.

Le gouvernement espère que ce mécanisme sera plus simple et efficace et permettra au transport ferroviaire de se relancer après avoir vu son activité chuter depuis le début de la crise sanitaire.

Ce modèle sera temporairement toutefois le ministère des Transports, qui entend basculer vers un nouveau système dont les contours n'ont pas encore été définis mais seront dévoilés dans un "livre blanc" publié une fois que l'évolution de la pandémie le permettra.

"Il conservera les meilleurs aspects du secteur privé, dont la concurrence et l'investissement, mais avec une vision stratégique, un leadership et un sens des responsabilités", selon M. Shapps.

Le gouvernement précise que le contribuable devra mettre la main à la poche à court terme, via les nouveaux contrats temporaires et tant que le trafic restera inférieur à la normale.

Mais il assure que la future réforme sera bénéfique à moyen et long terme pour les finances publiques.

Le gouvernement a été contraint de réformer le secteur après avoir décidé fin mars de prendre temporairement le contrôle effectif des lignes ferroviaires dans le pays pour éviter des faillites, en suspendant les contrats de franchise.

Les ratés de la privatisation des chemins de fer ne sont pas nouveaux au Royaume-Uni et précèdent la pandémie, entre surcoûts, retards et inefficacités liés au découpage de l'exploitation.

Le gouvernement a même dû ces dernières années procéder à des nationalisations pour sauver des lignes mal gérées.

L'exploitation de s chemins de fer a été privatisée au milieu des années 1990 au Royaume-Uni sous le gouvernement conservateur de John Major.

Les lignes ferroviaires sont à l'heure actuelle divisées en 16 franchises à travers le pays et sont gérées par une myriade d'opérateurs, dont la SNCF.

ILLIZI - ZONES D'OMBRE Concrétisation de 42 projets depuis le début de l'année

Pas moins de 42 opérations de développement, d'un montant d'investissement de plus de 7,5 milliards Da, ont été réalisées depuis début de l'année en cours dans différentes zones d'ombre de la wilaya d'Illizi, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya.

Retenues au profit de 30 zones d'ombre, ces projets, tous secteurs confondus, visent notamment le désenclavement de ces régions et l'amélioration des conditions de vie de leur population, a indiqué à l'APS l'attaché de cabinet de la wilaya, chargé du dossier des zones d'ombre.

M. Amar Kouider a cité, entre-autres projets affectés aux localités et bourgades de Tamadjert, Tarat et Imehrou, la réalisation et la réfection de routes, l'ouverture de pistes d'accès, l'aménagement urbain, la réhabilitation d'établissements scolaires et leur équipement en panneaux solaires, la réalisation de cantines scolaires et d'aires de jeux de proximité.

La réalisation d'une salle de soins au village de Tinemri, l'électrification de la localité d'Aherher en énergie solaire ainsi que la réhabilitation du réseau d'éclairage public dans la localité d'Afra, font partie des projets concrétisés depuis le début de l'année, a-t-il ajouté.

Le même responsable a fait part également de la poursuite des travaux de réalisation de 88 projets de développement, actuellement à différents taux d'avancement de leurs chantiers, dans les zones d'ombre de la wilaya, notamment dans le domaine des travaux publics et des raccordements aux réseaux divers, en plus de 28 autres projets actuellement à l'étude.

FEMME RURALE Souk Ahras : nécessité d'associer la femme pour "garantir un développement rural durable"

Les participantes à une rencontre, organisée dimanche au siège de la Chambre d'agriculture de Souk Ahras, ont souligné la nécessité d'associer les femmes rurales pour "garantir un développement rural durable".

Lors de cette rencontre, regroupant des femmes rurales et des ingénieures dans le domaine de l'agriculture, du développement rural et de l'environnement, Amel Adouani, présidente de l'association nationale "femme et développement rural", a affirmé que cela requiert une structuration de cette catégorie de femmes au sein de coopératives et leur intégration au sein des conseils professionnels des filières agricoles pour faire progresser le secteur, considéré comme une alternative à la création de richesse.

Mme Adouani a précisé, dans ce contexte, que cette rencontre vise principalement à créer un bureau de cette association à Souk Ahras, afin d'accompagner les femmes rurales et les mettre sur la voie du développement rural durable, en créant des micro-entreprises et en valorisant les produits de cette wilaya frontalière, agricole et touristique.

Elle a au ssi mis l'accent sur l'importance de structurer cette catégorie de femmes au sein des coopératives agricoles pour faciliter la commercialisation de leurs produits, jusqu'à l'exportation en plus d'accompagner les ingénieures au chômage.

La présidente de l'association nationale "femme et développement rural" a salué, en outre, la nouvelle orientation de la politique de l'Etat visant à accorder plus d'importance au rôle de la société civile pour rompre l'isolement et participer au développement des zones d'ombre grâce au travail de proximité et d'accompagnement, et ce, en coordination avec les collectivités locales, des divers dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes et la Chambre locale d'agriculture.

De leur côté, les femmes présentes à cette rencontre ont axé leurs interventions principalement sur la "nécessité de développer et de valoriser les produits laitiers et leurs dérivés", eu égard au fait que la wilaya de Souk Ahras représente un bassin laitier par excellence, ainsi que les filières de la figue de Barbarie et du safran notamment.

Au cours de cette rencontre, un exposé a été présenté par Imène Zeghdani, propriétaire d'un projet pilote de culture d'orge hydroponique, ainsi que la culture en hydroponie (hors-sol et sans terre) de légumes et de fraises dans la commune de Drea (Souk Ahras).

ASSOCIATIONS - RENCONTRE Mascara : "vers une stratégie pour l'organisation du travail du mouvement associatif en Algérie"

Le Conseiller auprès du Président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane a annoncé, dimanche à Mascara, qu'une stratégie sera élaborée prochainement à l'effet d'organiser le travail du mouvement associatif en Algérie.

Lors d'une rencontre à Mascara ayant réuni les acteurs du mouvement associatif local, M. Berramdane a souligné que "les rencontres organisées avec les acteurs du mouvement associatif au niveau des wilayas se poursuivront jusqu'au 18 octobre prochain, pour discuter, ensuite, de toutes les propositions et, sur cette base, il sera procédé à l'élaboration d'une stratégie et une vision sur la manière d'organiser le travail associatif en Algérie", rappelant que des rencontres ont été organisées au niveau de 20 wilayas de différentes régions du pays.

D'autre part, il a fait savoir que l'équipe de travail technique chargée de mettre en place la plateforme numérique du mouvement associatif national au niveau de la présidence de la République poursuit son travail dans le but de la mettre en place avant la fin de l'année en cours, affir-



mant que cette plateforme contribuera aux efforts de développement du rôle de la société civile et du mouvement associatif algérien à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Nazih Berramdane a fait remarquer, dans ses réponses aux interventions des représentants de la société civile de Mascara durant cette rencontre, organisée dans le Palais des congrès de la wilaya, que

l'édification de l'Algérie nouvelle à laquelle a appelé le Président de la République Abdelmadjid Tebboune connaît actuellement ses premiers jalons et nécessite de la patience, de la persévérance et la participation de tous, à l'instar des acteurs de la société civile.

"La politique de communication entre l'Etat et les représentants de la société civile, initiée au niveau des

wilayas, sera élargie et continuera à tous les niveaux, notamment à travers l'explication des mécanismes juridiques, administratifs et organisationnels, dont l'Observatoire national du mouvement associatif, comme stipulé dans le document du projet de révision de la Constitution, qui sera proposé au référendum populaire le 1er novembre prochain", a-t-il déclaré.

Le Conseiller auprès du Président de la République a salué les interventions des représentants de la société civile de la wilaya de Mascara, qui ont focalisé sur l'appel à la mise en place d'un cadre organisationnel et de coordination entre les associations au niveau local, ainsi qu'au niveau national, et ouvrir la voie devant ses représentants pour faire part de leur opinions dans les affaires intéressant le citoyen et facilitant leur travail dans l'intérêt général.

DÉVELOPPEMENT LOCAL La société civile, un partenaire essentiel

La société civile est un "partenaire essentiel" dans la gestion des domaines inhérents au développement local, a indiqué mercredi lors d'une rencontre le wali d'Oran Djeri Messaoud.

"Nous considérons la société civile comme partenaire essentiel dans la gestion des domaines liés au travail des autorités locales, à commencer par le développement local", a déclaré le wali dans une allocution d'ouverture de la rencontre avec les représentants de la société civile qui s'est déroulée à la Mosquée pôle Abdelhamid Ibn Badis d'Oran en présence de représentants d'associations actives dans les différentes communes de la wilaya.

Messaoud Djeri a appelé les associations à "adhérer totalement à la formulation des conceptions liées à la vie publique et à participer à leur exécution", ajoutant que "de grands challenges attendent la wilaya d'Oran et des rendez-vous importants nécessitant la mobilisation et le travail de tous pour relever les défis, notamment ceux liés au développement local, afin de faire

avancer le processus et améliorer les conditions de vie des citoyens". Le wali a, en outre, indiqué que "relever ces défis nécessite l'encadrement de la société, à travers la société civile, les associations actives et les personnalités qui ont une influence et une crédibilité au sein de la société." S'adressant à l'assistance, Messaoud Djeri a déclaré : "vous êtes les porteurs d'un grand et noble message, celui de la préservation de la patrie et de ses acquis, et (vous avez) un rôle à oeuvrer pour barrer la route à ceux qui complotent contre le pays." Le chef de l'exécutif a promis à la société civile qu'elle trouvera toute l'aide pour renforcer sa position au sein du tissu social.

Saluant sa participation remarquable dans la lutte contre la pandémie de la Covid-19, M. Djeri a affirmé que la société civile peut également jouer un grand rôle dans la lutte contre les fléaux sociaux qui se répandent notamment en milieu des jeunes.

Abordant les Jeux méditerranéens qu'accueillera Oran en 2022, le wali a

souligné que ce rendez-vous sera "un miroir reflétant notre société et nos institutions", affirmant que "toutes les conditions seront réunies pour garantir sa réussite".

Concernant le prochain référendum sur la révision de la Constitution, Messaoud Djeri a appelé à une forte et large participation à ce rendez-vous électoral, estimant que "la réussite de ce rendez-vous équivaut à la réussite de l'Algérie nouvelle." Cette rencontre a vu la présence des représentants des associations actives dans différents domaines, des représentants de la famille révolutionnaire, des Scouts musulmans algériens et des comités de quartiers, qui ont soulevés certaines préoccupations liées au développement local, dont les problèmes de transport, de l'eau potable, de l'hygiène et de l'environnement.

Les représentants de la société civile ont fait part de leur disponibilité à accompagner les autorités locales pour la concrétisation des objectifs de développement local.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 5 morts et 153 blessés en 24 heures (Protection civile)

Cinq (05) personnes ont trouvé la mort et 153 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, indique dimanche un communiqué de la Protection civile. Par ailleurs, concernant le dispositif de surveillance des plages, les agents chargés de cette mission ont effectué 317 interventions qui ont permis de sauver de la noyade 185 personnes, d'assurer les premiers secours à

120 autres, ainsi que l'évacuation de 12 personnes vers les différents centres sanitaires de proximité. Les unités de la Protection civile sont intervenues, d'autre part, pour éteindre un incendie de déchets de bois au niveau de la zone industrielle de la commune de Sidi Khettab, dans la wilaya de Relizane, qui a causé des brûlures à une personne.

Elles sont, également, intervenues pour l'extinction d'un incendie qui s'est

déclaré dans une armoire de compteur électrique situé dans un immeuble à la cité Rabah Benrahhal, dans la commune de Hamma Bouziane, à Constantine, causant des gênes respiratoire à 4 personnes. S'agissant des activités de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période 28 opérations de sensibilisation à travers 4 wilayas (21 com-

munes), rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement ainsi que les règles de la distanciation physique, ainsi que 39 opérations de désinfection générale à travers 3 wilayas (15 communes). Ces unités ont procédé, en outre, à la mise en place de dispositifs de surveillance dans un site d'hébergement dans la wilaya d'Alger, destiné au confinement des citoyens rapatriés.

ONG - PANDÉMIE - PAUVRETÉ Le Covid-19 a un impact "dévastateur" sur les populations les plus vulnérables

La pandémie de Covid-19 a un impact économique "dévastateur" sur les populations les plus vulnérables au monde, déplacées ou vivant dans des zones de conflit, poussées à la faim ou à la déscolarisation, selon l'étude d'une ONG publiée lundi.

Dans l'enquête "Spirale descendante" réalisée dans 14 pays (Mali, Afghanistan, Venezuela...), le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) indique que près de trois-quarts des quelque 1.400 personnes interrogées font état d'une nette dégradation de leur situation à cause de la crise sanitaire.

Selon cette enquête, 77% d'entre elles avaient perdu leur emploi ou vu leurs salaires diminuer depuis mars, 70% ont dû réduire le nombre de repas dans leur foyer, et 73% se disent moins susceptibles d'envoyer leurs enfants à l'école à cause de leurs difficultés financières.

"Les communautés les plus vulnérables du monde sont dans une dangereuse spirale descendante", a souligné le secrétaire



général de NRC, Jan Egeland, a souligné le secrétaire général de NRC, Jan Egeland, a souligné le secrétaire

avec des droits limités au travail ou à l'accès aux services gouvernementaux, l'impact économique de la pandémie les pousse à la catastrophe", a-t-il fait valoir. Avant même la pandémie, l'ONU s'inquiétait de l'aggravation de la faim dans le monde.

Selon un rapport annuel publié en juillet, près d'un humain sur neuf souffrait de sous-alimentation chronique en 2019, une proportion appelée à augmenter en raison du Covid-19.

L'enquête de NRC a été réalisée auprès de 1.413 personnes dans ces 14 pays: Afghanistan, Colombie, Irak, Kenya, Libye, Mali, Ouganda, Venezuela, Somalie, République démocratique du Congo, Liban, Jordanie, Burkina Faso et Yémen.

ENVIRONNEMENT Climat : les émissions des 1% les plus riches montrées du doigt par Oxfam

Les 1% les plus riches du monde émettent deux fois plus de gaz à effet de serre que la moitié la plus pauvre de la population, révèle un rapport d'Oxfam, qui appelle à une "justice sociale et climatique" dans les plans de relance post-Covid-19.

L'ONG s'est penchée sur la période 1990-2015, 25 années pendant lesquelles les émissions mondiales de CO2, responsables du réchauffement d'une planète qui a déjà gagné plus de +1 C depuis l'ère pré-industrielle, ont augmenté de près de 60%.

Selon son analyse, "les 1% les plus riches de la population (environ 63 millions de personnes) étaient responsables à eux seuls de 15% des émissions cumulées", soit "deux fois plus que la moitié la plus pauvre de la population mondiale".

Et les 10% les plus riches de la population

mondiale (environ 630 millions de personnes) étaient responsables de 52% des émissions de CO2 cumulées.

"Au cours des 20-30 dernières années, la crise climatique s'est amplifiée et le budget carbone mondial limité a été dilapidé au service d'une intensification de la consommation d'une population nantie, et non pour sortir des personnes de la pauvreté", dénonce Oxfam.

Et les groupes qui "souffrent le plus de cette injustice sont les moins responsables de la crise climatique": les plus pauvres et les générations futures, poursuit l'ONG, appelant les gouvernements du monde entier à rectifier le tir en plaçant justice sociale et lutte contre le climat au cœur des plans de relance économique post-Covid.

"Il est clair que le modèle de croissance

économique très émetteur de carbone et très inégalitaire des 20-30 dernières années n'a pas bénéficié à la moitié la plus pauvre de l'humanité", a dénoncé Tim Gore, expert de l'ONG. "C'est une dichotomie fallacieuse de suggérer que nous devons choisir entre la croissance économique et le climat", a-t-il ajouté.

"La pandémie de COVID-19 fait inévitablement ressortir la nécessité de reconstruire mieux et d'inscrire l'économie mondiale sur une voie plus juste, plus durable et plus résiliente", a réagi dans le rapport l'ancien secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.

"Cet engagement collectif doit avoir comme priorité de réduire les émissions de CO2 de la frange la plus riche de la société, qui pollue de manière disproportionnée".

MEXIQUE - ETATS-UNIS - DROGUE Le Mexique réaffirme sa volonté de travailler en étroite collaboration avec les Etats-Unis pour lutter contre le trafic de drogue

Le Mexique a réaffirmé dimanche sa volonté de travailler en étroite collaboration avec les Etats-Unis pour lutter contre le trafic de drogue et démanteler les réseaux de trafiquants.

"Le gouvernement du Mexique réitère sa volonté de continuer à travailler en étroite collaboration et en coordination avec les autorités américaines au profit de la sécurité et de la santé des habitants des deux pays, sur la base des principes de responsabilité partagée, de confiance mutuelle et

de respect de la souveraineté, de la juridiction et des lois des deux pays", a déclaré le ministre mexicain des Affaires étrangères dans un communiqué. Fin août 2019, les deux gouvernements ont créé un groupe de sécurité de haut niveau pour servir "de canal unique afin de traiter les priorités communes de sécurité", selon le ministère.

"La force de la relation bilatérale et les mécanismes de dialogue et de coopération démontrent l'engagement des deux gouvernements à encourager des relations amicales

qui leur permettent de répondre à leurs préoccupations, ainsi que de trouver des solutions conjointes aux défis communs", a-t-il ajouté.

Ce communiqué intervient quelques jours après que l'administration du président américain Donald Trump se soit plainte que le Mexique ne faisait pas assez pour contenir le flux de substances illicites vers les Etats-Unis. Le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador, qui a pris ses fonctions en décembre 2018, a

reformulé la stratégie nationale de lutte contre le trafic de drogue "avec une vision globale qui aborde ce phénomène sous l'angle de la sécurité, de la santé publique, du développement, de la justice et du bien-être", a souligné le ministère.

Selon M. Lopez Obrador, pour lutter efficacement contre la criminalité, il faut investir dans des programmes d'éducation et de protection sociale qui éloignent les jeunes des activités criminelles, en conjonction avec les opérations anti-drogue.

GRÈCE Un incendie dans le camp de migrants sur l'île de Samos "sous contrôle"

Un incendie s'est déclaré dimanche soir dans le centre d'accueil et d'identification des demandeurs d'asile sur l'île grecque de Samos mais il est désormais "sous contrôle", a indiqué une source policière. "Le feu est sous contrôle mais deux ou trois conteneurs (où logent des réfugiés, ndr) ont été détruits sans faire de blessés", a expliqué une source policière. D'après le bureau de presse des pompiers, "trois conteneurs ont été évacués par précaution quand le feu s'est déclaré".

"Les pompiers sont sur place, il n'y a pas de risques que le feu se répande", a indiqué une responsable du service de presse des pompiers.

Ce sinistre, qui s'est déclaré dimanche vers 20h30 heure locale (17h30 GMT), intervient dix jours après les deux incendies gigantesques qui avaient ravagé le grand camp de Moria sur l'île de Lesbos, connu pour sa surpopulation et les conditions de vie sordides. Abandonnés à la rue pour plusieurs jours, la majeure partie des demandeurs d'asile chassés de Moria, soit 10.000 personnes selon les autorités, ont finalement pu être installés dans un camp mis en place à la hâte par le gouvernement près du port de Mytilène, le chef-lieu de Lesbos.

Comme celui de Moria, le centre d'accueil et d'identification de Samos est l'un des cinq centres de ce genre mis en place au moment de la crise migratoire de 2015 sur cinq îles grecques en mer Egée (Lesbos, Samos, Kos, Leros, Chios) pour endiguer le nombre des migrants arrivant en Grèce de Turquie voisine. Les conditions de vie dans le camp de Samos, plus petit toutefois que celui de Moria, comptant près de 6.000 personnes - alors que sa capacité initiale n'était prévue que pour 650 demandeurs d'asile - sont également très difficiles : conditions d'hygiène inadéquates, incendies fréquents, bagarres entre migrants.

Les camps de demandeurs d'asile en Grèce sont confinés depuis la mi-mars pour cause du Covid-19 alors que le reste du pays est retourné à la normalité début mai. Cette situation a fait monter les tensions surtout dans les camps surpeuplés sur les îles où le nombre des cas de nouveau coronavirus n'était toutefois que quelques dizaines jusqu'au début septembre.

Selon les autorités, 21 cas du Covid-19 ont été détectés dans le camp de Samos jusqu'ici.

INDE 10 morts dans l'effondrement d'un bâtiment dans l'ouest

Au moins dix personnes ont trouvé la mort, lundi matin, dans l'effondrement d'un immeuble à trois étages dans la ville indienne de Bhiwandi (ouest). Selon les services de secours, l'incident qui a fait également une dizaine de blessés, s'est produit vers 03h40 (heure locale).

"Le nombre estimé des personnes piégées sur le site se situe entre 25 et 30.

Ce nombre peut changer au fur et à mesure que les opérations de sauvetage avancent", a indiqué à la presse un représentant de la Force nationale de gestion des catastrophes (NDRF). Selon les informations initiales, vingt personnes ont été secourues par les habitants après l'effondrement du bâtiment situé dans le quartier Patel de la ville.

Les autorités précisent que des dizaines de personnes sont encore piégées sous les débris.

INDONÉSIE 2 bébés rhinocéros de Java, repérés dans un parc naturel

Deux bébés rhinocéros de Java, espèce très rare en voie d'extinction, ont été repérés dans un parc naturel en Indonésie, redonnant un peu d'espoir pour l'avenir d'un des mammifères les plus menacés au monde, ont annoncé les autorités dimanche. Les bébés rhinocéros - une femelle appelée Helen et un mâle appelé Luther - ont été aperçus dans des vidéos filmées par une centaine de caméras dissimulées à travers le parc national Ujung

Kulon entre mars et août, selon un communiqué des autorités. Situé à l'extrémité ouest de l'île de Java, dans la province de Banten, Ujung Kulon est le dernier habitat naturel préservé des rhinocéros de Java. Après des années de déclin de la population, la naissance de ces deux petits porte la population totale de l'espèce à 74 individus. Leur sanctuaire s'étend sur quelque 5.100 hectares de forêt tropicale luxuriante et de rivières d'eau

douce. Le gouvernement indonésien avait passé au peigne fin d'autres régions des îles de Java et Sumatra pour transporter dans ce sanctuaire les rhinocéros menacés par l'éruption du Krakatoa, un volcan très actif situé non loin. "Ces naissances donnent beaucoup d'espoir pour la perpétuation de l'espèce très menacée qu'est le rhinocéros de Java", a déclaré Wiratno, un haut responsable du ministère de l'Environnement.

S A N T É - A L G É R I E

ORAN Webinaire sur les opportunités du tourisme à l'ère du Covid-19

L'association "Les Nomades Algériens" organisera le 22 septembre en cours, un webinaire (séminaire via internet) intitulé "Covid-19: une opportunité pour le tourisme domestique", a indiqué l'association dans un communiqué.

Les inscriptions à cet événement sont ouvertes et la rencontre sera organisée sous forme de table ronde en ligne, où les inscrits peuvent interagir avec les intervenants et les participants, a-t-on expliqué.

Cette rencontre, la quatrième d'une série intitulée "Tourisme domestique en Algérie à l'ère du Covid-19", pose des questions sur l'avenir et les opportunités du tourisme domestique, a-t-on souligné, rappelant que trois autres thématiques ont été abordées dans ce cadre, à savoir "Etat des lieux du tourisme en Algérie de manière générale puis durant la crise sanitaire", "Allier tourisme et Covid-19" et "Tourisme en Algérie: pourquoi investir ?".

"La crise sanitaire mondiale du Covid-19 a engendré l'arrêt d'activités de plusieurs secteurs causant un grand malaise économique à travers le monde, notamment pour toute activité touristique tant sur le plan national qu'international", a-t-on noté. "Ainsi, il est important d'apprécier les conséquences mais aussi les opportunités que présente cette crise sanitaire à l'avenir du tourisme en Algérie", a-t-on ajouté, soulignant que tourisme domestique, également appelé tourisme intérieur, implique les voyages des citoyens dans leurs propre pays.

PHARMACIE - SALON Plus de 45 exposants à la 4^e édition du Phramex prévue en Novembre à Oran

Plus de 45 exposants prendront part à la 4^e édition du salon de la pharmacie, de la parapharmacie et du confort au quotidien (PharmEX), prévue du 5 au 7 Novembre prochain au centre des Conventions d'Oran (CCO) avec le strict respect des mesures de prévention contre le Covid19, ont annoncé dimanche les organisateurs dans un communiqué.

Prévue initialement en septembre et reportée pour Octobre, pour cause du Covid 19, les organisateurs ont finalement opté pour l'organisation de cette exposition le mois de novembre principalement à cause de la situation épidémiologique "qui connaît une amélioration", a-t-on précisé de même source. Organisée par l'agence de communication "PHARMEX Comm", cette édition verra la participation des professionnels du monde de la pharmacie entre laboratoires, industriels, pharmaciens d'officine, médecins, étudiants en médecine et pharmacie et autres. PHARMEX est un événement qui réunira l'ensemble de la communauté des pharmaciens de l'ouest et même du territoire national, d'autres praticiens et acteurs de santé y seront conviés (Enseignants, chercheurs, institutions publiques à l'image de la direction de la santé, CNAS, CASNOS, etc.).

Les différents intervenants dans le domaine de la pharmacie seront conviés pour exposer leurs nouveautés et leurs produits tout en respectant les protocoles sanitaires de lutte contre le Coronavirus. "On s'attend à plus de 45 exposants professionnels, vu les circonstances exceptionnelles de cette année suite à la pandémie du Covid 19, un stand de l'association nationale d'aide aux malades et aux professionnels de la santé "WinNelka", partenaire du salon, sera installé à l'entrée du salon pour distribuer les masques et les solutions hydroalcooliques", a-t-on fait savoir, soulignant que le salon est dédié "aux professionnels, les visiteurs sont des pharmaciens et des médecins qui connaissent très bien les protocoles de préventions du Covid 19.

Le salon sera, aussi, une occasion pour honorer les professionnels de la santé qui étaient, et le sont encore, aux premiers rangs pour combattre la pandémie depuis plus de 7 mois.

Un riche programme scientifique sera concocté autour du thème principale de cette édition qu'est "La pharmacie à l'air de la pandémie: Impact socio-économique", plusieurs intervenants se pencheront essentiellement sur le rôle du pharmacien dans la lutte contre le Covid 19.

197 nouveaux cas, 133 guérisons et 7 décès

Cent quatre vingt dix sept (197) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 133 guérisons et 7 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 50.023, dont 197 nouveaux cas, soit 0,4 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1679 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 35.180, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 20 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 10 cas, 6 autres ont enregistré plus de dix cas, tandis que 22 wilayas n'ont enregistré aucun cas. Par ailleurs, 29 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.



SERVICES DES URGENCES Un nouveau souffle pour les services des urgences des CHU et de proximité

Le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Pr Abderrahmane Benbouzid a déclaré qu'"un nouveau souffle sera donné aux services des urgences médicales des Etablissements sanitaires hospitaliers et de proximité à travers le pays.

"Cette opération s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie du ministère pour la réforme des hôpitaux de manière à assurer au citoyen des prestations de santé de proximité de qualité", a déclaré Pr Benbouzid lors de l'inspection des deux services d'urgences médicales chirurgicales des CHU Mustapha Pacha et Nafissa Hamoud (ex Parnet) accompagné de ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière, Pr Ismail Mesbah et du wali d'Alger, Youcef Chorfa.

Le service des urgences médicales chirurgicales de l'hôpital Mustapha Pacha a



été transféré dans un département plus spacieux et celui du Centre hospitalier d'Houssein Dey a été transféré à l'extérieur de l'établissement, et ce pour l'allègement de la pression sur ces deux établissements et l'admission d'un plus grand nombre de malades.

Cette opération, qui ne se limite pas aux deux nouveaux services pilotes, sera élargie aux autres établisse-

ments hospitalo-universitaires et de proximité de cette région ainsi que les autres régions du pays".

La délégation a reçu des explications exhaustives sur le service des urgences de Mustapha Pacha qui sera bientôt prêt après équipement et aménagement de ses différents services.

Ce nouvel espace aura une entrée indépendante pour les malades et les

ambulances de manière à éviter la congestion.

Lire aussi: Un protocole sanitaire pour le référendum sur la révision constitutionnelle signé. Un exposé exhaustif a été présenté à la délégation sur le nouveau service des urgences médicales chirurgicales du CHU d'Houssein Dey, sis près du siège de la Circonscription administrative d'Houssein Dey et qui a été mis en service après avoir été doté du matériel nécessaire.

Pour sa part, le wali d'Alger, Youcef Chorfa a évoqué "l'élaboration d'un plan sanitaire du territoire pour les services des urgences médicales, aussi bien pour les CHU que pour les centres de proximité, pour alléger la pression sur les grands établissements", précisant que la concrétisation de cette opération se fera en 2020/2021 une fois ces services dotés de moyens humains nécessaires.

AÏN TÉMOUCHENT Un hôpital seulement pour accueillir les malades du Covid-19 après une baisse du nombre de cas

La Direction de la santé et de la population d'Aïn Témoûchent a gardé seulement l'établissement public hospitalier "frères Bouchrit" dans la commune d'El Amria en tant que structure de référence au niveau de la wilaya, pour accueillir les malades du Covid-19, après une baisse observé du nombre de cas, a-t-on appris du directeur du secteur, Djelloul Ouis.

Il a été décidé de ne préserver que cet établissement pour traiter les malades du coronavirus après que la prise en charge des malades se faisait également au niveau des deux établissements hospitaliers, "Ahmed Medeghri" à Aïn Témoûchent et "Sidi Ayed" dans la commune de Hammam Bouhadjar, en raison de la baisse

considérable du nombre de cas atteints du Covid-19, a indiqué le responsable. L'établissement public hospitalier "Frères Bouchrit" d'El Amria a été réservé pour accueillir les malades du Covid-19, depuis l'enregistrement du premier cas, dans la wilaya. Cet établissement est doté d'une capacité de 102 lits dont 12 consacrés à la réanimation.

La décision de s'en passer des hôpitaux "Ahmed Medeghri" d'Aïn Témoûchent et de Sidi Ayed à Hammam Bouhadjar a été prise sur la base d'enquêtes effectuées par les services d'épidémiologie et de médecine préventive, qui ont enregistré une baisse "palpable" du nombre de cas atteints dans la wilaya. Toutefois, les hôpitaux

demeurent toujours en alerte dans le cas où il sera enregistré une hausse du nombre de cas atteints du Coronavirus, comme l'a fait savoir M. Ouis. Cette mesure permet l'activation du reste des services hospitaliers au niveau des hôpitaux "Ahmed Medeghri" et "Sidi Ayed", à l'exemple des blocs opératoires de chirurgie générale et du service épidémiologique, selon le directeur de la santé et de la population d'Aïn Témoûchent.

Le nombre de cas atteints du Covid-19, qui suivent le traitement actuellement au niveau de l'établissement hospitalier de la commune d'El Amria, est de 18, a-t-on relevé de même source.

PANDEMI E D E C O R O N A V I R U S

PANDEMI E D E C O V I D - 1 9

Au moins 961.531 morts dans le monde

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 961.531 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles lundi.

Plus de 31.110.400 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 21.082.500 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète, toutefois, qu'une fraction du nombre réel de contaminations.

Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées. Sur la journée de dimanche, 3.634 décès et 251.863 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 1.130 nouveaux morts, le Brésil (363) et l'Argentine (254). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas,



avec 199.513 décès pour 6.812.332 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Au moins 2.590.671 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 136.895 morts pour 4.544.629 cas, l'Inde avec 87.882 morts (5.487.580 cas), le

Mexique avec 73.493 morts (697.663 cas), et le Royaume-Uni avec 41.759 morts (394.257 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 95 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique

(86), la Bolivie (65), l'Espagne (65), et le Brésil (64).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 85.291 cas (12 nouveaux entre dimanche et lundi), dont 4.634 décès et 80.484 guérisons.

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient lundi à 11h00 GMT 323.894 décès pour 8.759.032 cas, l'Europe 225.515 décès (4.865.103 cas), les Etats-Unis et le Canada 208.769 décès (6.955.933 cas), l'Asie 126.056 décès (7.284.199 cas), le Moyen-Orient 42.423 décès (1.804.644 cas), l'Afrique 33.953 décès (1.410.385 cas), et l'Océanie 921 décès (31.110 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

ARABIE-SAOUDITE 483 nouveaux cas, sa plus faible hausse journalière en 5 mois

L'Arabie saoudite a signalé dimanche 483 nouveaux cas de COVID-19, ce qui représente la plus faible augmentation quotidienne enregistrée dans le royaume depuis la mi-avril, et porte le nombre total de cas confirmés à 329.754, a rapporté l'Agence de presse saoudienne (SPA).

Le nombre d'infections actives a quant à lui chuté de plus de 75 % par rapport à ce qu'il était pendant le pic de l'épidémie, tombant à 14.830.

Parmi ces patients, 1.138 se trouvent dans des unités de soins intensifs, a déclaré l'ISPA, citant le porte-parole du ministère saoudien de la Santé Mohammed Abdulaali. Le ministère saoudien a également signalé 27 décès supplémentaires et 1.009 nouvelles guérisons, faisant passer le nombre total de décès à 4.485 et le nombre total de guérisons à 310.439.

La semaine dernière, l'Arabie saoudite a annoncé que les restrictions sur les départs et les arrivées des citoyens saoudiens seraient levées à partir de janvier 2021.

TUNISIE 996 nouveaux cas de contamination et 4 décès supplémentaires en deux jours

Le ministère tunisien de la santé a annoncé lundi que 6.332 tests réalisés vendredi et samedi, ont révélé la contamination de 996 personnes par le coronavirus (15,7%) portant le bilan à 10.732 cas confirmés ce qui représente 5,4% du total des tests effectués depuis le mois de février dernier (200.459). Selon la même source, 04 décès supplémentaires ont été également enregistrés portant le bilan à 159 morts du coronavirus. Par ailleurs, 198 malades atteints de la COVID-19 sont actuellement hospitalisés dont 60 sont admis en soins intensifs et 28 placés sous respirateurs artificiels. Au total, on compte 8.191 porteurs actifs.

Par ailleurs, le ministère de la santé précise dans un communiqué que le chiffre de 1.166 nouveaux cas de contamination en Tunisie en date du 20 septembre mentionné dans les statistiques de l'Organisation mondiale de la santé représente le bilan de deux jours (les 16 et 17 septembre en cours) et non pas d'une seule journée. "Le ministère de la santé est la seule et unique source d'informations officielles sur les nouvelles contaminations au coronavirus en Tunisie", rappelle le communiqué.

CANADA Le Québec annonce des restrictions sur les rassemblements

Le gouvernement du Québec, qui fait face à une recrudescence du nombre de cas de contamination au Covid-19, a annoncé dimanche des restrictions liées aux rassemblements, notamment à Montréal, afin de contenir une deuxième vague de coronavirus.

Le nombre de personnes autorisées lors de rassemblements dans les "salles louées, les lieux de culte, les événements festifs, les mariages" passe de 250 à 50 personnes à partir de lundi, a expliqué le ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, lors d'une conférence de presse. Dans trois régions de la province, dont les villes de Montréal et de Québec, qui passent au palier "alerte" (orange), ces rassemblements sont désormais limités à 25 personnes, a-t-il précisé. Ces mesures ne s'appliquent pas aux salles de spectacle et aux cinémas où la distanciation physique est plus facile à mettre en place, a-t-il dit. "La contagion s'est amplifiée dans trois régions socio-sanitaires", a dit M. Dubé. "Le nombre de cas augmente, les éclosions se multiplient et nos capacités de soigner les malades diminuent".

Dans les régions en zone orange, les rassemblements privés autorisés à l'intérieur des logements passent de 10 à 6 personnes.

LA PANDEMI E E N A F R I Q U E Près de 1,4 million de cas confirmés et 33.818 décès

Le nombre total de cas confirmés de Covid-19 en Afrique est passé dimanche à 1.399.186 et celui des décès s'est alourdi à 33.818, a révélé le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique).

L'agence continentale de lutte contre les maladies a également indiqué dans un communiqué que le nombre total de décès liés à la pandémie de Covid-19 en

Afrique s'élevait dimanche à 33.818. A ce jour, 1.148.578 personnes ont par ailleurs guéri du Covid-19 sur le continent, a ajouté le CDC Afrique. Notant que l'impact de la pandémie n'était pas le même sur tous les pays africains, le CDC Afrique a révélé que les pays les plus touchés sur le continent en termes de cas confirmés étaient l'Afrique du Sud, l'Egypte, le Maroc, l'Ethiopie et la Nigeria. Au cours

de la semaine écoulée, le Maroc est le pays qui a rapporté le plus grand nombre de nouveaux cas, avec 14.603 nouveaux cas confirmés.

Il est suivi par l'Afrique du Sud (11.013 nouveaux cas) et l'Ethiopie (4.742 nouveaux cas). Les cinq pays africains ayant signalé le plus de nouveaux cas la semaine dernière comprennent aussi la Libye et la Tunisie, selon la même source.

BRÉSIL 136.895 décès au total

Le Brésil a annoncé dimanche 363 décès supplémentaires liés au nouveau coronavirus, ce qui porte le bilan national des décès à 136.895 depuis le début de la pandémie.

Les tests ont également détecté 16.389 infections au cours des dernières 24 heures, pour un total de 4.544.629 cas confirmés, selon le ministère de la Santé.

Les décès et les infections nouvellement signalés étaient largement inférieurs à la moyenne quotidienne du Brésil en raison de lacunes administratives dans les rapports du week-end.

Par exemple, les données des Etats du nord de Tocantins,

Amapa et Roraima n'avaient pas été incluses. Les Etats du sud-est, Sao Paulo et Rio de Janeiro, ont enregistré le plus grand nombre de décès depuis le début de l'épidémie nationale, avec respectivement 33.952 et 17.677 morts recensés.

En ce qui concerne les infections, Sao Paulo est l'Etat où l'épidémie est la plus grave, avec 935.300 cas confirmés, suivi par le nord-est de Bahia, avec 295.303 cas.

Jusqu'à présent, le Brésil est le deuxième pays au monde après les Etats-Unis en termes de décès liés au COVID-19, et le troisième en nombre de cas confirmés.

GRANDE-BRETAGNE Le Royaume-Uni est à un "tournant" de la pandémie de coronavirus

Le ministre britannique de la Santé Matt Hancock a déclaré dimanche que le Royaume-Uni faisait face à un "tournant" de la pandémie de coronavirus et que davantage de restrictions pourraient être mises en place pour maîtriser la propagation du virus. "Nous sommes face à un choix. Si tout le monde suit les règles, et nous allons être de plus en plus intraitables avec ceux qui ne les respectent pas, alors nous pourrions éviter de nouveaux confinements nationaux", a expliqué M. Hancock à la BBC. "Je ne souhaite pas qu'il y ait plus de mesures, plus de mesures restrictives, mais si les gens ne suivent pas les règles, c'est comme ça que le virus se propage", a-t-il souligné. "Bien entendu, nous devons être prêts à passer à l'action si cela s'avère nécessaire", a-t-il

poursuivi. "Nous soutiendrons ceux qui se comportent bien et punirons sévèrement ceux qui se comportent mal." Dans le cadre de ses efforts pour exhorter les Britanniques à respecter les règles sanitaires, le gouvernement a annoncé des amendes pouvant atteindre les 10.000 livres (soit 12.974 dollars) pour ceux qui ne suivent pas les consignes d'auto-isolement.

Les statistiques officielles publiées samedi ont montré que 4.422 personnes supplémentaires avaient été testées positives au COVID-19 au Royaume-Uni, soit la plus forte hausse depuis le 8 mai.

Le nombre total de cas de coronavirus est monté à 390.358 tandis que le bilan des décès liés au coronavirus s'est alourdi de 27 pour atteindre 41.759 victimes, selon les

chiffres officiels. Le Premier ministre britannique Boris Johnson a averti qu'une seconde vague de COVID-19 "arrive" au Royaume-Uni et que son gouvernement devra peut-être "intensifier les choses pour aider à diminuer le taux d'infection".

Des pays tels que le Royaume-Uni, la Chine, la Russie et les Etats-Unis sont pris dans une course contre la montre pour développer des vaccins contre le coronavirus. M. Hancock a déclaré qu'il gardait l'espoir qu'un vaccin sera prêt avant la fin de l'année. "La cavalerie arrivera dans les mois à venir, le vaccin, le dépistage de masse et l'amélioration des traitements, mais nous devons tous respecter les règles d'ici à ce moment-là pour garder la population en bonne santé", a-t-il soutenu.

FRANCE Plus de 10.500 nouveaux cas positifs

La France a enregistré plus de 10.500 nouveaux cas de Covid-19 en 24 heures, soit moins que la veille, mais le taux de positivité a augmenté pour le deuxième jour d'affilée, selon les données diffusées dimanche par Santé publique France. Le nombre exact des cas supplémentaires est de 10.569. Les chiffres du dimanche sont en général en repli par rapport aux jours précédents, en raison de la fermeture des laboratoires de tests. Le taux de positivité (proportion du nombre des

personnes positives par rapport au nombre total des personnes testées) est passé à 5,7% (contre 5,6% la veille). En outre, 3.894 malades du Covid-19 ont été hospitalisés sur les sept derniers jours - soit 41 de plus par rapport aux chiffres annoncés la veille -, dont 593 en réanimation (soit le même nombre que samedi), a déclaré le service public de santé. Depuis le début de l'épidémie, au moins 31.585 morts liés au Covid ont été enregistrés en France, a-t-on indiqué.

ASTHME DE L'ENFANT ATTENTION AUX PRODUITS MÉNAGERS

Une exposition précoce aux composés volatils de certains produits ménagers augmente le risque, chez les enfants, de développer un asthme plus tard.

"L'utilisation fréquente de produits de nettoyage ménagers au début de la vie est associée à un risque accru de respiration sifflante et d'asthme infantile mais pas d'atopie à l'âge de 3 ans" viennent de conclure les chercheurs de l'Université de Vancouver (Canada) dans une étude publiée dans le Journal de l'Association médicale canadienne.

UNE DES PRINCIPALES CAUSES D'HOSPITALISATION DES ENFANTS

La prévalence de l'asthme infantile a augmenté de façon constante au cours des dernières décennies et est désormais une cause majeure de maladies chroniques infantiles et d'admissions

à l'hôpital dans les pays développés. C'est pourquoi les chercheurs se sont penchés sur l'impact de la pollution intérieure sur les poumons des enfants en suivant 3455 enfants recrutés dans des centres essentiellement urbains de 4 provinces canadiennes. Lorsque les nourrissons ont été âgés de 3 à 4 mois, leurs parents ont rempli un questionnaire sur l'exposition aux produits de nettoyage et ont indiqué à quelle fréquence, en moyenne, ces produits étaient utilisés à la maison.

La plupart des nourrissons n'étaient pas exposés au tabagisme passif et n'avaient pas de parents asthmatiques. "Les nourrissons, qui passent 80 à 90 % de

leur temps à l'intérieur, sont particulièrement vulnérables à l'exposition à des produits chimiques, qui atteignent leurs poumons et leur peau, en raison de leur taux de respiration plus élevé et de leur contact régulier avec les surfaces domestiques" expliquent les chercheurs.

"Un mécanisme proposé pour nos résultats est que les produits chimiques des produits de nettoyage endommagent l'épithélium respiratoire en affectant les voies inflammatoires du système immunitaire inné plutôt que les voies allergiques" concluent les chercheurs, qui ont également noté dans leur étude que les filles semblaient plus vulnérables que les garçons.



CRISES D'ASTHME LES PRODUITS DE DÉCOLORATION DANS LE COLLIMATEUR

Risque d'asthme, d'urticaires ou d'eczéma... L'agence nationale de sécurité sanitaire recommande de restreindre les persulfates, ses substances allergisantes présentes notamment dans les produits de décoloration. Ils ne sont pas sans risque pour la santé des coiffeurs et des clients des salons.

Les professionnels de la coiffure sont exposés dans leur travail à différents produits chimiques qu'ils manipulent au quotidien. Il n'est pas rare que le contact avec ces substances agressives déclenche des dermatoses (maladies de la peau), d'ailleurs reconnues comme maladies professionnelles. L'agence nationale de sécurité sanitaire (anses) s'est penchée sur l'un de ces allergènes, les persulfates d'ammonium, de potassium et de sodium. Dans le secteur de la coiffure, ces substances sont utilisées dans les produits de décoloration capillaire pour leurs propriétés oxydantes.

Les travaux réalisés par les experts confirment les risques pour la santé et en particulier d'allerg



gies respiratoires et cutanées liées à ces substances sensibilisantes. L'agence avertit les professionnels de santé et les consommateurs et "recommande de restreindre dans les meilleurs

délais l'usage des persulfates, notamment dans les produits capillaires".

Les coiffeurs peuvent courir un risque pour leur santé à utiliser ces substances agressives.

Mais pas seulement. Les consommateurs qui font leur décoloration à domicile ou en tant que clients des salons de coiffure sont aussi exposés, précise l'anses.

L'analyse de l'anses, qui a épluché la littérature scientifique et les données de vigilance, constate que la plupart des cas de réactions allergiques en lien avec ces substances sont observés dans le secteur de la coiffure. En tout, plus de 1000 cas de maladies professionnelles liées aux persulfates ont été recensés par le Réseau national de vigilance et de prévention des pathologies professionnelles (rnvpp) entre 2001 et 2015. Parmi les pathologies observées : asthmes, dermatites allergiques, rhinites, urticaires, choc anaphylactique et autres maladies respiratoires. Ces maladies concernaient en très grande majorité des coiffeurs, et pour un quart d'entre eux des jeunes travailleuses et des apprenties, ajoute l'anses. Ces observateurs rejoignent les données transmises par d'autres agences sanitaires (Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne, Suisse, Autriche

et Danemark). Les persulfates sont déjà classés comme sensibilisants respiratoires et cutanés dans le règlement européen CLP. Ils représentent la deuxième cause des asthmes professionnels en lien avec les expositions aux produits chimiques, après les ammoniums quaternaires, rappelle l'anses.

Les persulfates sont employés en tant qu'accélérateurs de décolorations ou encore de fixateurs permanents. Ils se présentent sous forme de poudre à mélanger dans un liquide, en granules, en crème ou en liquide prêts à l'emploi. L'exposition des professionnels se produit surtout lors de la préparation, de l'application et du rinçage des produits, par voie respiratoire et cutanée, note l'anses.

En 2017, une étude parue dans la Revue française d'allergologie rapportait un cas de dermatite (inflammation de la peau) liée à l'exposition à ces persulfates chez une étudiante en coiffure. Elle présentait un urticaire et un eczéma de contact liés à la manipulation de cette substance dans son travail.

L'asthme en cause dans les maladies cardiaques ?

L'asthme pendant l'enfance serait un facteur de risque de maladies cardiovasculaires à l'âge adulte. Avoir de l'asthme pendant l'enfance augmenterait le risque de rigidité artérielle à l'âge adulte, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale "Hypertension", la revue médicale de l'Association Américaine de Cardiologie (ACC). Les chercheurs ont mené une étude avec 1 746 participants âgés de 20 à 51 ans sur une période de 11 ans en moyenne pour comprendre les effets de l'asthme pendant l'enfance sur le risque cardiovasculaire. Pour établir ce lien, les scientifiques ont mesuré la rigidité artérielle, un facteur de risque des maladies cardiovasculaires avec un test non-invasif.

IL EXISTE UN LIEN ENTRE ASTHME ET MALADIES CARDIOVASCULAIRES
Les résultats de l'étude ont montré que les participants qui avaient été asthmatiques enfants affichaient un risque plus élevé d'avoir des artères rigides et de développer cette anomalie tôt dans la vie. Ce lien était plus marqué quand ils étaient en surpoids et avec de l'hypertension. "Notre étude indique qu'un antécédent d'asthme dans l'enfance est associé à une rigidité artérielle chez des adultes et potentiellement un risque accru de la maladie cardiaque future", explique le Dr. Dianjianyi Sun, chercheur à l'École de Santé Publique et de Médecine Tropicale de Tulane à la Nouvelle-Orléans. "Il y a une plausibilité biologique que la nature inflammatoire de l'asthme se traduise par un vieillissement vasculaire prématuré", explique Stephen Archer, cardiologue et chef de service à l'Université Queen's au Canada qui a commenté les résultats de l'étude.

18 septembre 2020

UN RÉGIME MÉDITERRANÉEN RICHE EN POISSON GRAS RÉDUIRAIT LES SYMPTÔMES

Un régime méditerranéen supplémenté en poisson gras aiderait à soigner l'asthme de l'enfant, grâce aux propriétés anti-inflammatoires et immunomodulatrices des oméga-3, selon des chercheurs australiens.

On ne compte plus les bienfaits du régime méditerranéen. S'il diminue le risque d'infarctus, de diabète et de dépression, ou encore protège contre la pollution et le déclin cognitif, il aiderait également à lutter contre l'asthme chez l'enfant. C'est ce qu'ont découvert les chercheurs de l'Université de La Trobe (Australie).

Selon eux, un régime méditerranéen complété par deux repas hebdomadaires contenant du poisson gras permettrait de réduire l'inflammation des voies respiratoires. Les résultats de leurs recherches ont été publiés le 30 octobre dans The Journal of Human Nutrition and Dietetics. L'asthme chez les enfants est le trouble respiratoire le plus répandu au monde.

En France, au moins 10 % des plus jeunes en souffraient. Cette maladie chronique est par ailleurs l'une des principales causes d'hospitalisations et de l'absentéisme scolaire chez cette population. Les chercheurs australiens se sont donc penchés sur les propriétés anti-inflammatoires et immunomodulatrices des acides gras oméga-3, et sur leur efficacité dans le cadre du traitement de l'asthme.

DU POISSON POUR DE MEILLEURES FONCTIONS PULMONAIRES

Pour ce faire, les scientifiques ont étudié pendant six mois 64 enfants grecs, âgés de 5 à 12 ans et souffrant d'asthme léger. Ils ont séparé les enfants en deux groupes. La moitié mangeait chaque semaine, dans le cadre du régime alimentaire méditerranéen, deux repas contenant du poisson gras cuit (50 grammes au moins). L'autre moitié suivait son régime alimentaire habituel. Dans le même temps, leurs fonctions pulmonaires et leur niveau d'inflammation bronchique ont été mesurés.

À la fin de l'étude, les chercheurs ont découvert que les enfants asthmatiques qui ont suivi



un régime méditerranéen sain enrichi en poissons gras avaient significativement amélioré leurs fonctions pulmonaires, contrairement au groupe témoin. « Nous savons déjà qu'un régime riche en graisses, en sucre et en sel peut influencer sur le développement et la progression de l'asthme chez les enfants et nous avons maintenant la preuve qu'il est également possible de gérer les symptômes de l'asthme en mangeant sainement », déclare sur le site de l'Université de La Trobe Maria Panamichael, chercheuse principale de l'étude.

« Le taux d'asthme dans le monde reste élevé. Nous devons impérativement identifier

de nouvelles thérapies que nous pourrions utiliser parallèlement aux médicaments conventionnels pour l'asthme », estime quant à lui Bircan Erbas, épidémiologiste des maladies respiratoires allergiques qui a supervisé l'étude. La professeure et chercheuse Catherine Itsiopoulos ajoute, toujours sur le site : « Suivre un régime méditerranéen traditionnel riche en aliments à base de plantes et de poissons gras pourrait être un moyen facile, sûr et efficace de réduire les symptômes d'asthme chez les enfants ». De plus amples recherches sont néanmoins nécessaires pour renforcer ces résultats, précisent les chercheurs.

LA POLLUTION ROUTIÈRE, RESPONSABLE DE MILLIONS DE NOUVEAUX CAS PAR AN

Selon des chercheurs américains, les particules qui s'échappent des gaz d'échappement des véhicules seraient à l'origine de 11 000 nouveaux cas d'asthme infantiles chaque jour. Alors qu'en France, trois enfants sur quatre sont quotidiennement exposés à un air toxique, une nouvelle étude publiée dans la revue The Lancet Planetary Health ce jeudi 11 avril révèle que quatre millions de nouveaux cas d'asthme infantile chaque année sont liés à la pollution routière. Soit pas moins de 11 000 chaque jour. Globalement, cela représente 13 % des diagnostics chez les enfants. Une proportion qui grimpe même à 31 % en Corée du Sud, ou en 30 % au Koweït, au Qatar et aux Émirats arabes unis.

Au niveau des villes, c'est Shanghai (Chine) qui concentre le plus de diagnostics de la pathologie à cause du trafic routier, avec 48 % des cas qui lui sont liés. Huit autres villes chinoises suivent la plus grande mégapole du monde dans le classement, auquel s'ajoutent Moscou (Russie) et Séoul (Corée du Sud). Paris se situe à la 21e place, avec un tiers des cas d'asthme infantile due à cette pollution.

L'Unicef le rappelaient dans son rapport du 4 avril, les jeunes sont plus exposés que leurs



parents à la pollution de l'air, du fait de leur organisme encore en développement et d'une fréquence de respiration 1,5 fois plus élevée. Le Fonds de l'enfance pour les Nations unies soulignait également que « leur petite taille les rapproche plus que les adultes des pots d'échappement, notamment lorsqu'ils sont en poussette ou à pied le long de rues étroites ».

Selon ces nouvelles recherches, menées par des chercheurs de l'Université George Washington (États-Unis) grâce aux données de 194 pays et 125 villes sur 2015, la mortalité (92 %) de jeunes qui développent des troubles du système respiratoire à cause de

pollution routière vivent pourtant « dans des régions qui respectent les niveaux recommandés » de polluants fixés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), notamment la concentration moyenne annuelle en dioxyde d'azote (NO2).

« On sait depuis longtemps que la pollution de l'air extérieur peut entraîner une aggravation de l'asthme, mais ce n'est que récemment qu'elle a été pointée comme une cause d'apparition de nouveaux cas », explique cité par France Info Stephen Holgate, professeur d'Immuno-pharmacologie à l'Université de Southampton (Royaume-Uni) qui n'a pas participé à l'étude.

« En mettant en relation des données de santé avec une modélisation de la pollution, les auteurs font une solide démonstration du fait que, à des niveaux inférieurs aux recommandations de l'OMS, l'exposition au NO2 est liée à des nouveaux cas d'asthme », a-t-il continué. Au vu de ces résultats, les scientifiques suggèrent que les normes soient durcies en matière de pollution. D'après les estimations de l'OMS, 235 millions de personnes sont asthmatiques dans le monde, 400 000 en meurent chaque année. C'est par ailleurs la maladie chronique la plus courante chez l'enfant.

MAURITANIE

La capitale frappée par des inondations

Les habitants de plusieurs quartiers de Nouakchott, capitale de la Mauritanie, se sont retrouvés les pieds dans l'eau dimanche après des précipitations d'une rare abondance au cours d'une saison particulièrement pluvieuse, ont rapporté des médias.

Rouler était impossible dans certains quartiers dont le niveau se trouve à un mètre sous celui de la mer, bien que des pompes aient été activées au cours de la nuit pour vider les rues, mais aussi les écoles où se déroulent en ce moment les examens du baccalauréat.

"Nous n'avons pas pu circuler aujourd'hui. Nous sommes coincés dans ce quartier par les eaux, nous avons très mal dormi parce que les rues et certaines habitations sont submergées", a déclaré Sidi Ould Yarg, chauffeur de taxi cité par l'AFP. La Mauritanie a accusé cette année une pluviométrie supérieure à la moyenne pour une saison des pluies, ou hivernage, selon les autorités. Le président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani s'est rendu le 10 septembre à Bassiknou et Addel Begrou (extrême sud-est), touchées par des inondations ayant détruit des habitations et isolé les deux villes du reste du pays.

"Le président a mis en place une cellule d'intervention d'urgence, promis la réparation de la barrière de protection de la ville de Bassiknou et la construction d'une route pour désenclaver Addel Begrou", avait annoncé l'agence mauritanienne de presse.

Plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest ont été sévèrement touchés par les inondations au cours de cet hivernage. Elles ont fait des dizaines de morts au Niger, mais aussi frappé le Sénégal ou encore le Burkina Faso.

OUGANDA

L'Ouganda rouvre au tourisme son aéroport international et ses frontières terrestres

L'Ouganda a rouvert son aéroport international ainsi que ses frontières terrestres aux touristes et à ses ressortissants bloqués à l'étranger par la pandémie de COVID-19.

"L'aéroport international et les frontières terrestres seront désormais ouverts aux touristes, à condition qu'ils aient été testés négatifs 72 heures avant leur arrivée en Ouganda", a déclaré le président Yoweri Museveni dans un discours télévisé. Des mesures seront prises pour s'assurer que les touristes et les Ougandais qui passent la frontière ne seront pas mélangés, a-t-il ajouté. "Les touristes seront conduits directement de l'aéroport à leur destination ou à des hôtels de transit désignés comme tels", selon M. Museveni.

Les citoyens ougandais de retour de l'étranger qui ont été testés négatifs pour le COVID-19 seront autorisés à rentrer directement chez eux, au lieu d'être mis en quarantaine pendant 14 jours comme précédemment, a-t-il précisé, ajoutant que "le ministère de la Santé ne prendra leurs adresses que pour assurer le suivi".

"Les restrictions sur les mouvements dans les districts frontaliers sont par conséquent levées", a-t-il également noté. Selon l'autorité de l'aviation civile ougandaise, la semaine dernière, les vols internationaux reprendront le 1er octobre, environ six mois après la fermeture des aéroports par le gouver-

UA-VIRUS-ÉDUCATION

Le COVID-19 exacerbe les défis auxquels est confronté le système éducatif africain, selon l'UA

La pandémie de COVID-19 a exacerbé les défis auxquels est confronté le système éducatif africain, a déclaré dimanche la Commission de l'Union africaine (UA).

"La pandémie de COVID-19 a exacerbé les défis auxquels est confronté le système éducatif africain, et renforce le besoin de solutions adaptées, localement innovantes et évolutives dans le domaine de l'éducation", a déclaré dans un communiqué publié dimanche le bloc panafricain, qui réunit 55 pays. Soulignant les effets néfastes de la pandémie de COVID-19 sur le système éducatif africain, la Commission de l'UA a également souligné qu'il était "nécessaire de promouvoir l'innovation dans l'ensemble de l'écosystème lié à l'éducation et au développement des compétences, en tirant parti de la révolution numérique, en renforçant son impact et en veillant à ce que les groupes défavorisés n'en soient pas exclus". L'UA a également lancé une initiative visant à promouvoir des innovations locales en matière d'éducation durable afin d'atténuer l'impact du COVID-19 dans le secteur de l'éducation en Afrique. Dans le cadre de cette nouvelle initiative, la Commission de l'UA a également appelé à soutenir et à développer les innovations



nationales les plus prometteuses en matière d'éducation durable à l'aide d'un financement et d'une assistance technique d'un montant de 100.000 dollars américains.

Selon l'UA, l'innovation en Afrique doit maintenant entrer "soit en phase expérimentale,

soit en phase de mise en oeuvre des techniques dont l'efficacité a été démontrée, en mettant l'accent sur un ou plusieurs aspects du système éducatif, par exemple les données et l'analyse, les logiciels de gestion de l'enseignement et de l'apprentissage, le matériel d'enseignement et d'apprentissage, la connectivité des écoles, le matériel et les infrastructures d'évaluation et d'éducation, ou encore l'administration scolaire". L'innovation doit également permettre un meilleur accès à l'éducation et de meilleures prestations pour ceux qui n'ont pas accès aux services existants, développer un modèle de fonctionnement et de financement évolutif et durable, et fournir aux consommateurs des services à des prix inférieurs aux alternatives existantes, a indiqué l'UA.

PRÉSIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE

Bédié appelle à la "désobéissance civile"

L'ex-président ivoirien Henri Konan Bédié a appelé dimanche, au nom de l'opposition, à la "désobéissance civile" face à la "forfaiture" de la candidature à un troisième mandat du chef de l'Etat Alassane Ouattara à l'élection présidentielle du 31 octobre.

"Face à la forfaiture, un seul mot d'ordre: la désobéissance civile", a déclaré M. Bédié en conclusion d'une réunion des principaux partis de l'opposition à Abidjan.

"Nous sommes ici pour exprimer notre farouche opposition à cette violation de la Constitution", a insisté M. Bédié, sans donner davantage de détails. L'opposition n'a pas appelé à un boycott du scrutin

présidentiel, une hypothèse qui avait été évoquée.

La situation politique est tendue en Côte d'Ivoire à un peu plus d'un mois de la présidentielle. La crainte de violences meurtrières est forte, dix ans après la crise post-électorale née de la présidentielle de 2010 qui avait fait 3.000 morts.

Une quinzaine de personnes sont mortes en août dans des violences survenues dans le sillage de l'annonce de la candidature du président Ouattara à un troisième mandat et des échauffourées ont eu lieu mardi dans plusieurs localités après l'annonce du Conseil constitutionnel de la liste des candidats retenus pour le scrutin. Seules quatre des 44 candidatures

déposées ont été retenues par le Conseil: celles du président Ouattara et de trois opposants, dont l'ex-président Bédié (1993-1999).

Elu en 2010, réélu en 2015, M. Ouattara avait annoncé en mars qu'il renonçait à briguer un troisième mandat, avant de changer d'avis en août, après le décès de son dauphin désigné, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

La loi ivoirienne prévoit un maximum de deux mandats mais le Conseil constitutionnel a estimé qu'avec la nouvelle Constitution de 2016, le compte des mandats de M. Ouattara a été remis à zéro, ce que conteste farouchement l'opposition.

NIGERIA

Reprise de l'école dans l'état de Lagos

L'état de Lagos au Nigeria poursuit le déconfinement avec la reprise de l'école lundi, même si des restrictions sanitaires liées à la pandémie de Covid-19 subsistent, ont annoncé les autorités.

"Le gouverneur a ordonné la reprise des cours dans les écoles publiques et privées à compter du 21 septembre", mais le retour physique en classe est limité à certains niveaux dans les établissements publics, explique le porte-parole du gouverneur Gboyega Akosile dans un communiqué.

Dans le privé, les autorités recommandent fortement la mise en place d'un calendrier échelonné et des cours un jour sur deux pendant la semaine". L'état de Lagos avait déjà autorisé début août la réouverture partielle des écoles pour les élèves préparant leurs examens de fin d'année. Les garderies et les crèches ne peuvent en revanche toujours pas rouvrir. Le gouverneur de l'état de Lagos, Babajide Sanwo-Olu, a également autorisé la réouverture des cinémas et salles de sport, avec une capacité

limitée à 33%. L'allègement des mesures de confinement concerne aussi les lieux de culte, qui avaient déjà partiellement rouvert début août.

Les mosquées peuvent désormais accueillir les fidèles pour les cinq prières quotidiennes et les églises sont autorisées à célébrer les messes en semaine, à condition de respecter strictement les mesures sanitaires.

"Nous sommes heureux du recul du nombre de cas de Covid-19 et nous encourageons les lagossiens à continuer à respecter les protocoles sanitaires en vigueur", a déclaré M. Sanwo-Olu sur Twitter. Depuis la reprise des vols internationaux dans le pays le 5 septembre, 50 avions transportant environ 8.000 passagers

ont atterri à l'aéroport international Murtala Muhammed de la capitale Lagos, selon les autorités. "Malgré ce volume de passagers, le nombre de cas positifs au Covid-19 est toujours à la baisse, sous les 5%", s'est félicité le gouverneur. Le Nigeria a enregistré officiellement plus de 57.000 cas et plus de 1.000 décès liés au nouveau coronavirus.

NIGERIA

Le gouverneur de l'Etat d'Edo réélu après être passé à l'opposition

Le gouverneur Godwin Obaseki, un transfuge du parti au pouvoir au Nigeria, passé dans l'opposition, a été réélu dimanche dans l'Etat d'Edo, au terme du premier scrutin tenu dans le pays depuis le début de la pandémie de coronavirus.

Godwin Obaseki et le Parti démocratique populaire (PDP) ont remporté le scrutin de samedi avec 307.955 voix contre 223.619 pour son adversaire Osagie Ize-Iyanu, qui représentait le Congrès des progressistes (APC), le parti du président Muhammadu Buhari.

En 2016, Godwin Obaseki avait été élu gouverneur de l'Etat d'Edo sous la bannière de l'APC, mais il a fait défection pour rejoindre l'opposition après avoir été empêché de se présenter à un second mandat par son parti. Les membres des forces de sécurité nigérianes étaient déployés en nombre pour encadrer ce scrutin, qui s'est déroulé sans débordements.

Le port du masque était obligatoire pour participer à cette élection, la première à être organisée au Nigeria depuis le début de la pandémie de Covid-19, qui a officiellement contaminé plus de 57.000 personnes et fait plus de 1.100 morts dans le pays. S'ize états sur les 36 que comptent le Nigeria sont désormais dirigés par des gouverneurs appartenant à l'opposition.

ITALIE

Près d'un tiers des électeurs aux urnes bravant le coronavirus

Près d'un tiers des électeurs italiens se sont déplacés dimanche pour participer à des élections étalées sur deux jours, bravant la reprise du Covid-19 pour élire notamment des présidents de régions comme la Toscane.

Dimanche en début de soirée, le taux de participation était évalué à 30%. Pour ce tout premier scrutin organisé depuis la pandémie, les réticences des électeurs pourraient peser sur l'affluence dans les bureaux de vote, ouverts dimanche de 7h00 à 23h00, mais aussi lundi de 7h00 à 15h00. Les électeurs doivent se prononcer sur un référendum national concernant la réduction du nombre des parlementaires. Cette promesse électorale du M5S devrait a priori se concrétiser. Le nombre des élus passerait alors de 945 à 600. L'Italie a le deuxième parlement le plus fourni en Europe, derrière le Royaume-Uni (environ 1.400) et devant la France (925). Six régions - quatre à gauche (la Toscane, qui sera particulièrement scrutée, la Campanie, les Pouilles et les Marches), deux à droite (la Ligurie et la Vénétie) - doivent aussi élire de nouveaux présidents. Avec des candidats uniques, l'alliance entre centre droit et extrême droite pourrait faire

des ravages dans les régions "rouges" où s'alignent des candidats de gauche dispersés. Ce qui infligerait une sévère rebuffade au gouvernement de Giuseppe Conte, une coalition formée voici un an entre le Mouvement 5 Étoiles (M5S, antisystème) et le Parti démocrate (PD, centre gauche). Une septième région, la minuscule Val d'Aoste, élit ses conseillers régionaux : l'équipe sortante a été impliquée dans une enquête pour infiltration mafieuse de la 'Ndrangheta (mafia calabraise) au moment des élections régionales de 2018.

La coalition de droite est composée de la Ligue de Matteo Salvini (extrême droite), de Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni (extrême droite) et de Forza Italia (droite) et de Silvio Berlusconi et se présente unie dans toutes les régions.

Un total de 1.820 électeurs en quarantaine ont pu voter grâce à des agents venus à leur domicile, à l'instar de l'ex-chef du gouvernement Silvio Berlusconi, atteint par le virus mais sorti depuis quelques



jours de l'hôpital. A Rome, l'hôpital Spallanzani, en pointe des soins contre le virus, dispose d'un bureau de vote. A la veille du scrutin, la peur a toutefois rattrapé scrutateurs et présidents de bureaux de vote, qui ont massivement déserté dans tout le pays, remplacé en dernière minute par des employés municipaux, des policiers, des pompiers et des étudiants. La ville de Milan (nord) a ainsi lancé un SOS samedi sur les réseaux sociaux, pour

remplacer au pied levé 178 présidents et 1600 scrutateurs. A Rome, la commune a dû substituer en toute hâte 760 présidents absents sur 2.600. Les mesures de sécurité sont strictes, mais les électeurs doivent abaisser leur masque, à deux mètres de distance, pour s'identifier avant d'aller déposer leur bulletin. Quelques membres des bureaux de vote ont eux-mêmes été testés positifs dimanche.

ONU-IRAN

L'annonce unilatérale des Etats-Unis sur le rétablissement des sanctions de l'ONU contre l'Iran est nulle et non avenue

L'ambassadeur de Chine auprès des Nations Unies, Zhang Jun a écrit dimanche une lettre au président du Conseil de sécurité et au Secrétaire général de l'ONU pour exprimer son opposition à l'annonce unilatérale faite samedi par les Etats-Unis sur le rétablissement des sanctions de l'ONU contre l'Iran. Dans sa lettre, M. Zhang a rappelé que les Etats-Unis s'étaient déjà retirés unilatéralement du Plan d'action global conjoint (JCPOA) en mai 2018, et n'étaient donc plus partie au JCPOA. Par conséquent, il est illégitime pour les Etats-

Unis d'invoquer le mécanisme de remise en vigueur des sanctions auprès du Conseil de sécurité. En réponse à une lettre envoyée par les Etats-Unis et datée du 20 août, 13 des 15 membres du Conseil de sécurité ont écrit au président du Conseil et ont déclaré que toute action ou décision résultant de la lettre américaine serait dépourvue de tout effet juridique, politique ou pratique. Le président du Conseil a également fait écho à ces propos dans son allocution du 25 août. M. Zhang a souligné que compte tenu des éléments ci-mentionnés, le mé-

canisme de remise en vigueur des sanctions ("snapback") ne pouvait pas être considéré comme officiellement invoqué. Les Résolutions 1696 (2006), 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 (2008), 1835 (2008) et 1929 (2010) continueront donc à être suspendues après le 20 septembre, conformément au paragraphe OP7(a) de la Résolution 2231. La Chine est déterminée à préserver le JCPOA et à défendre l'autorité de la Résolution du Conseil de sécurité, et s'efforcera sans relâche de trouver une solution politique au problème nucléaire iranien, a-t-il souligné.

THAÏLANDE

La plaque posée par les manifestants près du Grand Palais retirée

Une plaque placée par des manifestants thaïlandais près du Grand Palais de Bangkok, indiquant que la Thaïlande appartient au peuple et non au roi, a été retirée, a indiqué lundi la police.

"J'ai entendu dire qu'elle avait été enlevée. Nous menons des investigations" pour savoir en quelles circonstances et par qui, a déclaré Piya Tawichai, chef-adjoint de la police cité par l'AFP.

Cette plaque avait été cimentée dimanche matin non loin de l'ancien palais royal de Bangkok après une manifestation qui a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes ce week-end dans la capitale. "A cet endroit, le peuple a exprimé sa volonté: que ce pays appartient au peuple



et n'est pas la propriété du monarque", était-il écrit.

Ce geste était très symbolique: une plaque, installée depuis des années pour célébrer la fin de la monarchie absolue en 1932, avait été retirée dans des conditions mystérieuses en 2017, peu après l'accession au trône de Maha Vajiralongkorn. Se confronter ouvertement à la royauté était en-

core totalement tabou il y a un mois en Thaïlande. En dépit des renversements successifs de régimes (12 coups d'Etat depuis 1932), la monarchie, défendue par les élites et l'armée, restait intouchable, protégée par l'une des plus sévères lois de lèse-majesté au monde qui punit de longues années de prison toute diffamation envers le roi et sa famille.

Le mouvement étudiant, qui manifeste depuis cet été quasi quotidiennement dans le pays, est devenu de plus en plus audacieux et a durci le ton ce week-end.

Une partie demande la non-ingérence du roi dans les affaires politiques, l'abrogation de la loi sur le lèse-majesté et le retour des biens de la Couronne dans le giron de l'Etat, des revendications jugées inacceptables par le gouvernement.

La contestation, rejointe ce week-end par des militants appartenant au mouvement des "chemises rouges" proche de l'ex-Premier ministre en exil Thaksin Shinawatra, réclame aussi plus de démocratie et la démission du Premier ministre, Prayut Chan-O-Cha, à la tête du pays depuis le coup d'Etat de 2014.

ETATS UNIS

Biden demande au Sénat de ne pas voter sur la Cour suprême avant la présidentielle

Le candidat démocrate à la présidentielle Joe Biden a appelé dimanche le Sénat à ne pas voter sur le poste vacant à la Cour suprême des Etats-Unis avant le scrutin, dans un appel vibrant adressé aux élus républicains modérés.

La volonté du président Donald Trump de remplacer la juge Ruth Bader Ginsburg, décédée vendredi, avant les élections du 3 novembre est "un exercice de pouvoir politique brutal", a-t-il jugé lors d'une intervention à Philadelphie. "C'est une affaire de pouvoir. Purement et simplement", a-t-il encore asséné. "Si le président Trump persiste à donner un nom, le Sénat ne doit pas agir avant que les Américains aient pu choisir leur prochain président et leur prochain Congrès", a poursuivi l'ancien vice-président de Barack Obama qui fait la course en tête dans les sondages nationaux. Sur un ton sévère, Joe Biden a également reproché au chef de la majorité républicaine au Sénat Mitch McConnell d'avoir annoncé "dans l'heure qui suivait l'annonce de la mort" de "RBG" qu'il organiserait un vote pour la remplacer et ancrer solidement la Cour suprême dans le conservatisme.

Le leader républicain avait pourtant refusé d'auditionner un juge nommé à la Cour suprême par le président démocrate Barack Obama en 2016 au motif qu'il s'agissait d'une année électorale "et de nombreux sénateurs républicains étaient d'accord", a-t-il rappelé. "Ils ne peuvent pas changer de pied, quatre ans plus tard, juste parce que ça dessert leurs intérêts", a-t-il estimé.

"Je ne suis pas naïf, je ne m'adresse pas au président Trump" ni à Mitch McConnell mais "à la poignée de sénateurs républicains", qui "savent au fond d'eux-mêmes ce qui est bon pour leur pays", a-t-il encore dit. "Respectez vos obligations constitutionnelles, suivez votre conscience", leur a lancé Joe Biden. Selon la Constitution américaine, le président nomme à vie les juges de la Cour suprême et le Sénat est chargé de confirmer son choix.

Le parti républicain dispose de 53 élus sur 100, mais deux sénatrices républicaines modérées ont déjà fait savoir qu'elles ne comptent pas participer à un vote avant l'élection ce qui complique l'équation pour Donald Trump.

ETATS UNIS

Une enveloppe empoisonnée envoyée à Trump, un suspect arrêté

Un suspect a été interpellé après l'envoi d'une enveloppe contenant un poison, de la ricine, et adressée au président américain Donald Trump, ont annoncé dimanche les autorités. "Je confirme qu'une arrestation a été faite au Peace Bridge à Buffalo, New York", a déclaré Aaron Bowker, un responsable des douanes, en référence à un pont qui relie le Canada à l'Etat de New York. "L'enquête est en cours", a-t-il ajouté. Le suspect est une femme qui portait une arme à feu lorsqu'elle a été arrêtée, selon des médias américains. Un responsable du gouvernement, sous couvert de l'anonymat, a précisé qu'une comparaison devant la justice était prévue ce lundi. La presse américaine avait fait savoir samedi que les autorités avaient intercepté une enveloppe contenant de la ricine et adressée à Donald Trump. La lettre avait été découverte plus tôt dans la semaine et n'avait pas été acheminée jusqu'à la Maison Blanche, selon le quotidien New York Times et la télévision CNN. Le journal avance que la lettre aurait été postée depuis le Canada. Le courrier adressé à la Maison Blanche est d'abord inspecté puis trié dans des dépôts près de Washington. Selon CNN, le contenu de l'enveloppe a été testé plusieurs fois dans l'un de ces dépôts, avec confirmation de la présence de ricine. La ricine, qui est produite par le traitement des graines de ricin, est mortelle même en doses infimes si elle est avalée, inhalée ou injectée, provoquant une défaillance des organes. Il n'existe aucun antidote.

MUSIQUE - DÉCÈS

L'icône du malouf Hamdi Bennani n'est plus

L'icône de la musique malouf, le chanteur et musicien Hamdi Bennani est décédé lundi à l'âge de 77 ans, a-t-on appris auprès de son entourage.

Surnommé l'ange blanc en référence à son violon blanc qu'il n'a jamais quitté, Hamdi Bennani, Mohamed Cherif Bennani de son vrai nom, est né à Annaba en 1943 dans une famille de musiciens qui l'a initié à la musique andalouse et à l'école du malouf.

Dans son enfance il était entouré de son oncle Mhammed El Kord et de son grand-père Mustapha, musiciens et maître du malouf.

Après avoir été primé dans un concours de



chant, c'est au théâtre de Annaba qu'il se fait première apparition à la

télévision trois ans plus tard. Connu pour avoir révolutionné ce genre musical en introduisant des instruments nouveaux et des influences d'autres musiques, Hamdi Bennani a chanté dans de nombreuses villes du monde où il a représenté avec une grande élégance la culture et la musique algérienne. En 2017 il avait reçu la médaille de l'ordre du mérite national au rang de "Ahid" à l'occasion de la Journée nationale de l'artiste.

INFRASTRUCTURES - RÉALISATION

Aïn Defla : le théâtre régional de Khémis

Miliana réceptionné "avant la fin de l'année"

Le théâtre régional de Khémis Miliana (Aïn Defla), dont les travaux de réalisation approchent à leur terme, sera réceptionné avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris dimanche auprès du directeur local de la culture.

Le théâtre régional de Khémis Miliana, dont les travaux de réalisation ont été lancés il y a trois ans, sera réceptionné bientôt, c'est à dire avant la fin de l'année en cours", a précisé à l'APS, Hasnaoui Mahmoud, faisant état d'un taux d'avancement des travaux de l'ordre de 95 %. S'étalant sur près de 4 000

m2, cette structure culturelle de 500 places comptant cinq étages a été érigée selon les normes culturelles inhérentes aux théâtres, a-t-on souligné, notant que la salle de spectacle a été conçue à l'image des salles d'opéra avec notamment la mise en place de deux balcons.

Sept ateliers, trois salons d'honneurs et un ascenseur électrique composent également le futur théâtre régional de Khémis Miliana, a-t-on détaillé, observant qu'avant sa mise en fonction, l'accent est particulièrement mis, ces derniers temps, sur la mise en place des fau-

teu ils ainsi que sur le système de sonorisation. "Véritable pilier de l'action culturelle, le futur théâtre de Khémis Miliana s'emploiera à dynamiser l'activité culturelle à travers les régions les plus proches de Aïn Defla", a soutenu M. Hasnaoui, se réjouissant que sa mise en place ait été confiée à huit (8) entreprises nationales.

Et d'ajouter: "l'accès au théâtre contribue à l'émancipation de tous, et notre société en a besoin pour comprendre son histoire, sa diversité et les défis qu'elle se doit de relever".

SITUATION DE L'ARTISTE

Oum El Bouaghi : le wali se penche sur l'état de santé du chanteur chaoui Djamel Sabri

Le wali d'Oum El Bouaghi, Zineddine Tibourtine, a reçu dimanche au siège de son cabinet le chanteur chaoui, Djamel Sabri, surnommé "Joe", et promis de se pencher sur son état de santé, ont rapporté les services de la wilaya.

Le chef de l'exécutif local a rendu visite ces derniers jours à l'artiste

Djamel Sabri à son domicile, à Oum El Bouaghi, afin de s'enquérir de son état de santé, ont-ils indiqué, à ce propos, à l'APS. Le chanteur, qui a confié au wali attendre le retour de son médecin de l'étranger pour commencer le traitement, souffre d'une maladie des yeux, a-t-on précisé.

Célèbre interprète des chansons chaouis

"Bachtoula" et "Amghar", Djamel Sabri qui s'est absenté de la scène artistique ces dernières années, reste l'un des chanteurs les plus connus pour avoir conjugué des chansons berberes à un timbre musical moderne. Pour rappel, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a récemment exprimé sa solidarité avec

le chanteur Djamel Sabri, souhaitant le voir retrouver ses fans plus fort qu'auparavant à travers un post sur sa page officielle Facebook, disant : "Nous sommes avec vous et à vos côtés aigle des Aurès jusqu'à ce que vous reveniez à votre art et à votre public, plus fort que toutes les maladies.

Que Dieu vous protège".

ETATS-UNIS - TÉLÉVISION - RÉCOMPENSE

"PandEmmys": les stars d'Hollywood célébrées à distance aux Emmy Awards version

Les stars des séries télé assistaient dimanche depuis leur salon ou leur chambre à la soirée des Emmy Awards, équivalent des Oscars pour le petit écran aux Etats-Unis, où les premiers vainqueurs ont comme prévu reçu leur récompense à distance, pandémie oblige.

Catherine O'Hara, sacrée "meilleure actrice" dans une série comique pour "Schitt's Creek", s'est ainsi vu remettre la statuette dorée des mains d'un homme revêtu d'une combinaison intégrale de protection biologique.

Contrairement à la plupart des candidats, l'actrice a pu se réunir avec quelques autres nominés de la série canadienne pour un événement privé à Toronto.

A l'instar de Catherine O'Hara et de son collègue Eugene Levy, qui a reçu l'Emmy Award du meilleur acteur comique, tous les candidats de "Schitt's Creek" présents pour l'occasion ont été testés pour le Covid-19 puis placés à l'isolement, a

souligné l'équipe de la série sur son compte Twitter. Comédie canadienne sur une famille de privilégiés déçus, la série est passée quasiment inaperçue pour ses quatre premières saisons avant de devenir un succès en étant diffusée sur Netflix.

Elle s'est fait remarquer en raflant les cinq premières récompenses décernées dimanche soir.

La 72e édition des Emmy Awards doit relever le pari d'un show 100% virtuel, avec l'humoriste Jimmy Kimmel seul aux commandes dans une salle de Los Angeles déserte, sans tapis rouge ni tenues de soirée clinquantes.

"Salut, et bienvenue aux PandEmmys!", a-t-il dit pour lancer la soirée.

Pour cette édition sans précédent, des caméras ont été dépechées à domicile auprès des quelque 130 candidats en lice, qui ont été invités à rivaliser d'inventivité dans leurs discours, voire à enfiler un pyjama.

Voici les vainqueurs des principales catégories de la 72e édition des Emmy Awards:

- Meilleure série dramatique:

"Succession" (HBO)

- Meilleure série comique:

"Schitt's Creek" (Pop TV/Netflix)

- Meilleure mini-série:

"Watchmen" (HBO)

- Meilleur acteur dans une série dramatique: Jeremy Strong,

"Succession" (HBO)

- Meilleure actrice dans une série dramatique: Zendaya, "Euphoria" (HBO)

- Meilleur acteur dans une série comique: Eugene Levy, "Schitt's Creek" (Pop TV/Netflix)

- Meilleure actrice dans une série comique: Catherine O'Hara,

"Schitt's Creek" (Pop TV/Netflix)

- Meilleur acteur dans un téléfilm ou une mini-série: Mark Ruffalo,

"I know This Much Is True" (HBO)

- Meilleure actrice dans un téléfilm ou une mini-série: Regina King,

"Watchmen" (HBO).

LIVRE - PARUTION

Parution du livre "Béjaïa, terre de lumières" de Rachik Bouanani

Un nouvel ouvrage entièrement dédié à la ville de Béjaïa, son histoire, ses sites touristiques et son patrimoine culturel matériel a été récemment publié sous forme de beau-livre, intitulé "Béjaïa, terre de lumières", par le talentueux photographe Rachik Bouanani qui propose de redécouvrir cette ville depuis l'antiquité. Ce livre de 255 pages à la croisée des chemins entre le carnet de voyage, le guide détaillé et le récit historique a été élaboré par les éditions "Colorset".

Ce récit photographique de haute qualité et accompagné de textes détaillés et référencés s'intéresse d'abord à la Béjaïa antique depuis ses nécropoles préhistoriques du village d'Ibarissen jusqu'à la période byzantine en passant par le comptoir phénicien de la baie des Aigüades, la ville romaine de Saldae et l'invasion vandale.

Les vestiges des thermes romains de Tubusuptu, de l'aqueduc de Nonius Datus et des citernes d'Al Arouia constituent l'essentiel des photos de cette période en plus de cartes géographiques modélisant les différentes invasions et changements dans la région. Considérant que la ville s'est dressée comme métropole régionale du temps du sultan hammadite Al Nassir, Rachik Bouanani, explique le mouvement des différentes dynasties fatimides, zirides, almohade, hafside, zianide et mérinide et les empreintes de chacune d'elles sur cette ville à travers des clichés des fortifications bâties à chaque époque, des portes de la ville et des mosquées Sidi Soufi et Ibn Toumert.

L'objectif du photographe s'intéresse particulièrement aux fortifications maritimes du parc naturel de Gouraya et propose ainsi des clichés d'une rare beauté de sites comme le cap Carbon et son phare naturel, le pic des singes et son belvédère perché à 420m d'altitude, le fort Gouraya bâti par les espagnols au XVIe siècle, la pointe noire, ou encore le cap Bouac.

L'auteur propose également la découverte en image de la Casbah espagnole, du fort Moussa, des lieux de culte de la ville et de ces principaux sites de villégiature en plus de répertorier également la plupart des plages de Béjaïa.

Le lecteur est également invité à rencontrer les habitants par le biais de portraits spontanés de bougiotes croisés au hasard. En plus de la qualité remarquable des photographies et de l'impression, l'ouvrage se distingue par l'originalité des points de vue mais aussi par le choix des sites mis en valeur qui sortent du circuit touristique habituel de la ville et invite le lecteur à redécouvrir les lieux.

Nouveauté notable pour ce type d'ouvrage, "Béjaïa, terre de lumières" propose une passerelle vers les nouvelles technologies et fournit les coordonnées GPS de chacun des sites photographiés, afin que le lecteur puisse facilement s'y rendre, et des QR codes qui, une fois scannés, renvoient à des photos et vidéos explicatives de chacun des chapitres du livre.

Photographe et formateur établi au Canada, Rachik Bouanani est également l'auteur du livre "Dzair" sorti en 2014.

INDE

Le Taj Mahal rouvre ses portes au public après 6 mois de fermeture

Le palais de Taj Mahal situé dans la ville indienne d'Agra (nord), a rouvert lundi ses portes au public après environ six mois de fermeture à cause de la pandémie du nouveau coronavirus. Le monument, qui est l'un des plus fréquentés au monde avec ses 7 millions de visiteurs par an, avait fermé dès le 17 mars dernier, avant même l'instauration d'un confinement généralisé en Inde, le 25 mars.

Un maximum de 5,000 visiteurs par jour seront autorisés à se rendre en deux équipes au fameux palais, précisent les responsables du site, ajoutant qu'il n'y aura pas de vente de billets au guichet, les visiteurs peuvent scanner le code pour acheter des billets ou réserver en ligne via le site web ou l'application mobile. Les visiteurs sont appelés à respecter le protocole sanitaire lié au Covid-19 et à maintenir la distanciation sociale, ont-ils ajouté, notant que chaque visiteur sera soumis au contrôle thermique et recevra des désinfectants. "Nous sommes ravis de la réouverture du Taj Mahal après une si longue durée et nous espérons que les vols internationaux reprennent bientôt. Au début nous allons accueillir les touristes nationaux", a déclaré à la presse Rajiv Tiwari, président de la Fédération des associations de voyages d'Agra. Les professionnels de l'industrie du tourisme se souviennent que le Taj Mahal n'était jamais resté fermé pendant une si longue période auparavant. "C'est sans précédent. Bien que le monument ait été fermé pendant la Seconde Guerre mondiale et également pendant deux guerres avec le Pakistan en 1965 et 1971, la fermeture n'avait pas été si longue", a déclaré Arun Dang, un expert économique indien. Construit en marbre blanc entre 1631 et 1648 sur ordre de l'empereur moghol Shah Jahan pour honorer la mémoire de son épouse préférée Arjumad Bânu Begam (connue aussi sous le nom de Mumtaz Mahal), le Taj Mahal est l'incarnation de la beauté de l'architecture musulmane dans ce pays d'Asie du Sud. Quelque 20.000 hommes ont été mobilisés sur une période de 22 ans pour édifier ce mausolée inscrit sur la liste du patrimoine mondial.

INTERNET EN ALGÉRIE

Président Tebboune: " je serai intransigent par rapport aux coupures d'internet"

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé qu'il serait "intransigent" par rapport au problème de coupures d'internet qu'a connues récemment le pays, précisant que "l'Algérie se dirige vers l'économie numérique et ne saurait aller de l'avant sans un débit efficient".



"Il est des problèmes que nous devons contrer, c'est là notre responsabilité.

Je savais que la tâche n'était pas facile, mais les problèmes seront résolus progressivement", a indiqué le Président Tebboune qui intervenait lors d'une entrevue avec des responsables de médias natio-

naux, diffusée dimanche soir. "Nous avons régressé dans plusieurs domaines et le problème de débit d'internet est scandaleux", a-t-il martelé, précisant que "le pays qui se dirige vers l'économie numérique, le e-commerce et le e-paiement ne saurait avancer à pas sûrs sans un débit internet fort et effi-

cient". Le Président de la République a promis, dans ce cadre, d'être "intransigent" vis-à-vis de tels phénomènes, appelant à la nécessité de solutionner le problème de coupures d'internet, notamment au niveau des bureaux de poste et autres structures publiques fréquentées par les citoyens.

CHINE - ESPACE

La sonde martienne chinoise achève sa deuxième correction orbitale

La sonde martienne chinoise Tianwen-1 a effectué avec succès sa deuxième correction orbitale dimanche, selon l'Administration nationale de l'espace de Chine (ANEC). La sonde a effectué la correction orbitale dimanche à 23h00 (heure de Pékin) après que quatre de ses moteurs 120N ont fonctionné pendant 20 secondes. La performance des moteurs 120N a également été testée à cette occasion. La sonde a voyagé environ 60 jours en orbite et se trouvait à quelque 19 millions de km de la Terre.

Tous les systèmes de la sonde étaient en bon état, a déclaré l'ANEC. La correction orbitale a été effectuée pour assurer que la sonde suive l'orbite théorique la plus étroitement possible. La sonde a mené sa première correction orbitale le 2 août. La Chine a lancé la sonde martienne le 23 juillet. Elle a été conçue pour mener un vol orbital, un atterrissage et une exploration par un rover en une seule mission.

La sonde devrait atteindre la planète rouge vers février 2021.

ETATS-UNIS - CHINE

Une juge américaine suspend "temporairement" l'interdiction d'utiliser WeChat

Une juge californienne a temporairement suspendu une décision de l'administration américaine qui devait, au nom de la sécurité nationale, empêcher à partir de dimanche le fonctionnement normal aux Etats-Unis de l'application WeChat, du géant chinois Tencent.

Le département du Commerce avait annoncé vendredi qu'il interdirait le téléchargement de la plateforme utilisée par quelque 19 millions d'utilisateurs sur le sol américain pour la messagerie, les achats, les paiements et d'autres services, ainsi que son utilisation pour tout transfert financier et

d'autres fonctions. Elle avait été contestée en justice par un groupe d'utilisateurs. Selon la décision de la juge Laurel Beeler, les plaignants ont démontré que la décision du département du Commerce posait de "sérieuses questions" sur le respect du premier amendement de la Constitution américaine, qui garantit la liberté d'expression. L'interdiction de téléchargement annoncée vendredi concernait aussi la populaire application de courtes vidéos TikTok.

Mais cette dernière a été repoussée samedi soir au 27 septembre dans la mesure où Tik Tok est parvenue à un accord sur

la gestion de ses activités aux Etats-Unis avec Oracle et Walmart ayant reçu le feu vert du président américain.

Cet accord doit encore être finalisé par les entreprises impliquées et approuvé par un comité de sécurité nationale du gouvernement américain.

Le département du Commerce avait justifié sa décision vendredi en estimant que "le Parti communiste chinois a démontré qu'il avait les moyens et l'intention d'utiliser ces applications pour menacer la sécurité nationale, la politique étrangère et l'économie des Etats-Unis".

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER

DIRECTION DU BUDGET DU PATRIMOINE ET DE COMPTABILITÉ

NIF : 410002000016085

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°03/DASS/W.A/2020

La Direction de l'action sociale et de la solidarité lance un **avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales, pour la réhabilitation de deux foyers pour personnes âgées repartis en deux lots : Lot n° 01 : travaux de réhabilitation du foyer pour personnes âgées a dely brahim Lot n° 02 : travaux de réhabilitation du foyer pour personnes âgées à sidi moussa**

Éligibilité des candidats :

Il s'agit d'un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales conformément aux articles: 39, 40, 42, 43, 44 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Il adressé aux entreprises justifiant les conditions d'éligibilité suivantes :

Pour le lot N° 01 : travaux de réhabilitation du foyer pour personnes âgées à dely brahim

Capacité professionnelle : Etre qualifiées en bâtiment activité principale, catégorie 03 ou plus

Capacité financière : Ayant un minimum de chiffre d'affaire de la moyenne des trois dernières années (2016-2017-2018) : 10.000.000,00 DA

Capacité technique :

● **Moyens humains :** ayant au moins un architecte, ingénieur ou master en génie civil

● **Moyens matériels :** ayant au moins un camion de 2,5 tonne ou plus (charge utile).

● **Référence professionnelles :** ayant réalisé au moins un projet portant sur travaux d'aménagement ou réhabilitation ou réalisation en TCE.

Pour le Lot N° 02 : travaux de réhabilitation du foyer pour personnes âgées à sidi moussa **Capacité professionnelle :** Etre qualifiées en bâtiment activité principale ayant le code 341.3912, catégorie 02 ou plus

Capacité financière : Ayant un minimum de chiffre d'affaire de la moyenne des trois dernières années (2016-2017-2018) : 08.000.000,00 DA

Capacité technique :

● **Moyens humains :** ayant au moins un architecte, ingénieur ou master en génie civil.

● **Moyens matériels :** ayant au moins un camion de 2,5 tonne ou plus (charge utile).

● **Référence professionnelles :** ayant réalisé au moins un projet portant sur travaux d'aménagement ou réhabilitation ou réalisation en TCE.

Les entreprises qualifiées intéressées par cet avis peuvent retirer la chaire des charges de la Direction de l'Action Sociale et de la Solidarité de la wilaya d'Alger : Bureau des investissements Les dossiers de soumission comprendront un dossier trois (03) offres, un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière à savoir :

1- Le dossier de candidature contient :

Dans la déclaration de candidature, le candidat ou soumissionnaire atteste qu'il :

- n'est pas exclu ou interdit de participer aux marchés publics ;

- n'est pas en redressement judiciaire et que son casier judiciaire

- est en règle avec ses obligations fiscales,
- a effectué le députa légal des comptes sociaux, pour les sociétés de droit algérien ;

- détient un numéro d'identification fiscale, pour les entreprises de droit algérien et les entreprises Etrangères ayant déjà exercé en Algérie - une déclaration de probité ;

- les statuts pour les sociétés ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager le fournisseur.

- tout document permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires cités à l'article 09 (Éligibilité des candidats) du présent cahier des charges à savoir :

1- Le dossier de candidature contient :

- la déclaration de candidature selon le

modèle ci-joint

- la déclaration de probité selon le modèle ci-joint

- Les statuts pour les sociétés

- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise

- tout document permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires cités à l'article 09 du présent cahier des charges à savoir :

- > pour la capacité professionnelle : certificat de qualification et de classification

- > Pour la Capacité financière: (les bilans des trois dernières années (2016-2017-2018) visés par les services des impôts ou attestation du chiffre d'affaire.

- > Pour la capacité technique :

- 1. Les moyens humains :** les diplômés et les attestations d'affiliations CNAS, CASNOS ou la CACOBATH

- 2. Les moyens matériels :** les cartes grises + assurance.

- 3. les références professionnelles :** Les attestations de bonne exécution délivrées par les maîtres d'ouvrage publics.

2- L'offre technique contient :

Une déclaration à Souscrire selon le modèle ci-joint.

Les documents permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif répondant aux points suivants :

- La méthodologie d'exécution : il s'agit de décrire la phase avec la fourniture d'un planning respectant les délais d'exécution
- Le délai d'exécution.

- 4. Les moyens humains affectés au chantier accompagnés par l'Organigramme de l'équipe, le nombre de personnes affectées avec leurs qualifications, expériences, profils, CV, diplômes et les attestations d'affiliations CNAS, CASNOS ou la CACOBATH**

- Les Moyens matériels affectés au projet accompagnés par les cartes grises + assurance, facture d'achat contrat de location, contrat de leasing, PV de commissaire priseur, PV de l'huissier de justice.

le présent cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite «lu et accepté»

3- L'offre financière contient

La lettre de soumission ;

Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;

Le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;

L'offre doit être déposée sous triple pli fermés et sous forme de pli candidature, pli technique et pli financier, séparés à l'intérieur de la même offre. L'enveloppe extérieure doit être anonyme et porter la mention :

«Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°03/2020» Lot n°01 : travaux de réhabilitation du foyer pour personnes âgées à dely brahim Lot n° 02 : travaux de réhabilitation du foyer pour personnes âgées à Sidi moussa - 42. Rue des cousins Gouraya les vergers Bir khadem - ALGER

(à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres)

la durée de préparation des offres est fixée à 15 jours.

- L'offre est valable pendant 03 mois augmentés de la durée de préparation des offres.

- La date de dépôt des offres correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres à 12h00, si ce jour correspond à un jour férié légal, le jour de dépôt et d'ouverture est reporté au jour ouvrable suivant

- L'ouverture des plis technique et financier aura lieu le dernier jour de la durée de préparation des offres à 13h30, au siège de la direction de l'action sociale et de la solidarité de la wilaya d'Alger ; Bureau des investissements

- Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis.

Programme de la soirée

TF1 21:15

Good Doctor



La capacité unique du Dr. Shaun Murphy à s'identifier à une patiente mise dans une chambre d'isolement en raison d'une déficience immunitaire, mène à un résultat particulièrement inattendu. De leur côté, Claire Browne, Morgan Reznick et Marcus Andrews traitent un patient de douze ans, atteint d'un cancer des yeux à qui va perdre la vue après son opération. Les tensions se multiplient entre Neil Melendez et Audrey Lim.

France 2 21:05

Tout le monde joue



Par obligation ou par plaisir, cuisiner est un passage obligé. Si certains se passionnent derrière les fourneaux, d'autres préfèrent sortir des surgelés au moment du repas. Christophe Michalak, champion du monde de pâtisserie, et Nagui ont décidé de démêler le vrai du faux sur les idées préconçues des Français pour manger mieux et apprendre à prendre soin de son corps. Ainsi, on saura si la ganache est toujours au chocolat, si les pâtes "al dente" sont plus digestes ou encore si Suzette, de la crêpe éponyme, a réellement existé. Durant deux heures, ils reviendront sur les recettes, les gestes techniques, les anecdotes historiques et les astuces bien être et nutrition sous forme de jeu. Tout le monde pourra jouer grâce à l'application TLMJ et répondre aux questions durant l'émission.

France 3 20:55

Alexandra Ehle



Alex et Theo se rendent dans une forêt où le corps d'une femme a été retrouvé. Les premiers éléments laissent supposer qu'elle a été étranglée à main nue. La légiste remarque que le corps a été entièrement désinfecté au détergent. Tout porte à croire que le cadavre a été disposé post mortem selon un cérémonial précis. L'autopsie révèle que la musculature de la défunte ne correspond pas du tout à son âge. Chargé de l'enquête, Antoine Doisneau apprend qu'il va devoir travailler avec un nouveau coéquipier.

CANAL+ 20:45

Hors normes



L'inspection des affaires sociales a dans sa ligne de mire les associations de Bruno et Malik qui depuis vingt ans et sans agrément viennent en aide aux enfants autistes. Les deux amis embauchent trop de personnel, s'occupent de trop de cas, ce qui agace les autorités. Ensemble, ils tentent de faire sortir de sa coquille le jeune Valentin, un cas très sérieux, et l'emmenent découvrir des chevaux, sans succès. Bruno trouve du travail à Joseph, fasciné par les machines à laver et Malik forme des référents, comme Dylan, issus de banlieues difficiles.

6 20:35

Un homme ordinaire



Anna-Rose rencontre Isabelle, la sœur de Christophe de Salin qui lui fait écouter un message que le présumé coupable lui aurait laissé le jour des meurtres. Pour elle, ce document innocente son frère et prouve que Sophie et ses enfants sont en vie et ont été exfiltrés aux Etats-Unis. Simon s'inquiète pour sa compagne qui semble complètement obsédée par cette affaire. Grâce à son interlocuteur anonyme, la jeune femme réussit à entrer dans la maison de la famille de Salin. Ce qu'elle y constate confirme les déclarations d'Isabelle.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2557

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

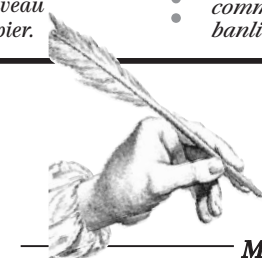
4				8	6						
	8				6					4	
					8					3	
					3	9	7				
				5							
	3	1	9								
1			8							4	2
6			3				2			1	
	9	3								8	7
						5	4				
						3					
						8	9				
	6	1				7		8		4	
	2		5							6	
	3		9							8	
										9	
	2	5	3							6	3
					6						5
											4
						7	4	2			
										2	8
						3					5
						8					7
6						7	5				
						2	8	5			
						5				8	
						1				7	
											3
						9	2				
											6

Horizontalement:
1 - Procédé d'impression
2 - Progressait - Réticule
3 - Révisé - Fragmenta
4 - Pétillant italien - Flâner
5 - Etalon monétaire - Chargé électriquement - Note de clé
6 - Sans parti - Lie
7 - Un peu trop gai - Entrer en action
8 - Personnel - Fêtera en trinquant
9 - Plat d'affamé biblique - Affaire d'honneur - Reste de blutage
10 - Extorsion d'argent - Narine de dauphin

Verticalement:
A - Assortir
B - Croqueuse de pomme - Respecta profondément
C - Récura - Patrie d'Abraham - Scandium en corne
D - Pas très courants -
E - Oui mais d'avant - Ornement de tricot
F - Petite fille - Destination
G - Ville de carnaval - Séparé de tout
H - Systèmes de chauffage - Tondu
I - Eclater
J - Abîmer - Met de niveau
K - Jamais contente - Porteur de ragots
L - Repusseront à distance

«Méfiez-vous de l'homme qui parle pour ne rien dire. Ou il est stupide, et vous perdez votre temps, ou il est très fort, et vous perdez votre argent.»
Auguste Detoeuf

Mots croisés n°2557



	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



CYCLISME / TOUR DE FRANCE

Le Slovène Pogacar sacré

Le cycliste slovène Tadej Pogacar est devenu dimanche, à la veille de son 22e anniversaire, le plus jeune lauréat depuis un siècle du Tour de France, dont la 21e et dernière étape entre Mantes-la-Jolie et Paris a été remportée au sprint par l'Irlandais Sam Bennett.

L'ultime étape a laissé inchangé le classement, chamboulé la veille dans le contre-la-montre de La Planche des Belles Filles : Pogacar a battu son compatriote Primoz Roglic et l'Australien Richie Porte, tous trois présents pour la première fois sur le podium final.

Au sprint, Sam Bennett, déjà assuré du maillot vert, a devancé le champion du monde, le Danois Mads Pedersen, et le Slovaque Peter Sagan. Vainqueur de trois étapes, Pogacar a porté le maillot jaune seulement le dernier jour, sur les 122 kilomètres menant de Mantes-la-Jolie (Yvelines) à Paris.

Le courreur de l'équipe UAE Emirates, troisième du Tour d'Espagne 2019, a remporté la Grande Boucle dès sa première participation.

Il succède au palmarès à un autre jeune coureur, le Colombien Egan Bernal, qui avait remporté le Tour à 22 ans mais a abandonné cette année la course qu'il abordait en tant que leader unique de l'équipe Ineos. Il s'agit de la première fois qu'un Slovène remporte le Tour de France.

PLAY-OFFS NBA

Les Lakers doublent péniblement la mise contre Denver

Les Lakers, grâce à un shoot à trois points au buzzer d'Anthony Davis, ont difficilement battu Denver (105-103), pour mener 2 à 0 dans leur finale de conférence Ouest NBA, dimanche chez Disney World.

Dans ce match N.2 qu'ils ont mené quasiment tout le temps, comptant jusqu'à 16 points d'avance dans le 3e quart-temps, les Californiens ont été rejoints au score à sept minutes du terme.

Mais, contrairement à leurs remontées fantastiques contre les Clippers au tour précédent, les Nuggets n'ont pu aller au bout de leurs intentions. Et cela c'est joué à vraiment pas grand chose dans un money-time dantesque.

Après trois paniers à trois points de Rajon Rondo, Kentavious Caldwell-Pope et déjà Davis, qui ont redonné de l'avance à L.A. (99-92), Denver a encore remis un coup d'accélérateur par l'intermédiaire de Nikola Jokic (30 pts), extraordinaire de sang froid lui aussi, auteur de 11 points d'affilée pour mener (103-102). La dernière possession a vu Alex Caruso manquer la cible derrière l'arc et, au rebond, Danny Green se faire contrer par Jamal Murray.

Sur la remise en jeu, avec 2 sec 1/10e à jouer, Davis s'est ainsi élevé - devant Jokic, avec lequel ils se sont livrés un duel titanique - pour le shoot de la gagne qui fait l'effet d'un gros coup de massue aux Nuggets. Outre les 31 points de leur ailier, les Lakers ont pu compter sur 26 autres de LeBron James, surtout présent dans le premier acte. Or là réside la force de cette équipe, possédant deux stars aux rôles interchangeables à tout moment. Le match N.3, déjà crucial pour Denver, aura lieu mardi.

APS

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE HANDBALL

L'assemblée générale ordinaire fixée au 25 septembre

La Fédération algérienne de handball (FAHB) a fixé au vendredi 25 septembre à 9h00, la tenue de son assemblée générale ordinaire (AGO) au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA) à Alger, a annoncé l'instance dimanche sur sa page officielle Facebook.

Cette AGO, consacrée à l'adoption des bilans moral et financier de l'exercice 2019, devait se dérouler initialement au centre sportif d'Aïn-Bénian avant d'être délocalisée. La FAHB a appelé les membres de l'AG "à respecter les mesures de prévention et la distanciation (physique) pour faire face à la propagation du coronavirus (Covid-19). Il n'est pas recommandé d'amener des accompagnateurs, dans le cadre de la lutte contre le virus". A l'instar de la FAHB, d'autres fédérations ont décidé d'organiser leurs assemblées générales ordinaires, qui devaient se dérouler entre février et avril derniers, avant d'être reportées en raison de la pandémie de Covid-19. Le ministère de la



Jeunesse et des Sports (MJS) a décidé récemment de lever l'interdiction de l'organisation des AGO des clubs, associations et fédérations nationales.

SPORTS MÉCANIQUES / 24 HEURES DU MANS

Troisième victoire consécutive de Toyota

Toyota a remporté dimanche sa troisième victoire consécutive aux 24 Heures du Mans grâce à l'équipage composé de Sébastien Buemi, Kazuki Nakajima et Brendon Hartley.

Toyota a pris la première place devant la Rebellion de Norman Nato, Bruno Senna et Gustavo Menezes, alors que l'autre Toyota de Kamui Kobayashi, Mike Conway et Jose Maria Lopez a pris la 3e place.

Le constructeur japonais n'a jamais

été inquieté lors de cette 88e édition en dépit des problèmes rencontrés par l'une de ses voitures à la mi-course.

C'est également la troisième victoire au Mans pour le Suisse Sébastien Buemi et le Japonais Kazuki Nakajima et la deuxième pour le Néo-Zélandais Brendon Hartley.

C'est en revanche la quatrième fois que Kami Kobayashi termine second, la victoire lui échappant en raison d'un changement de turbo juste après la mi-

course qui a immobilisé sa voiture pendant plus d'une demi-heure pour être réparée.

Cette 88e édition s'est déroulée à huis clos en raison de la pandémie de coronavirus et en septembre au lieu de juin.

En principe, Toyota ne participera pas à la prochaine édition de la légendaire épreuve d'endurance avec sa TS050 hybride, se préparant pour l'arrivée de la nouvelle catégorie des "hypercars" à partir de 2022.

COVID-19 / TENNIS DE TABLE

Report des Championnats arabes des nations et des clubs

Les Championnats arabes des nations et des clubs de tennis de table, prévus fin octobre et début novembre respectivement en Jordanie et au Liban, ont été reportés à une date ultérieure en raison de la pandémie de coronavirus, a annoncé la Fédération

algérienne de la discipline (FATT).

Cette décision a été prise samedi, lors de la réunion virtuelle du bureau exécutif de l'Union arabe de tennis de table, sous la présidence de Khalil El Mouhanadi et à laquelle a pris part le patron de la

FATT, Chérif Derkaoui, en tant que membre de cet organe.

"Après discussions, le bureau a décidé de reporter les dites compétitions à une date ultérieure en raison de la situation sanitaire liée au Covid-19 dans le monde arabe",

a écrit la FATT sur Facebook.

Le bureau exécutif de l'Union arabe a décidé aussi d'interpeller la Jordanie et le Liban pour une éventuelle organisation des deux compétitions dans un seul pays, afin de "diminuer les frais aux pays participants".

ROLAND-GARROS

Cinq joueurs écartés des qualifications en raison du Covid

Cinq joueurs -- deux testés positifs au Covid-19 et trois autres déclarés "cas contacts" -- ont été écartés des qualifications pour Roland-Garros, ont annoncé dimanche les organisateurs du tournoi. L'identité des 5 joueurs n'a pas été précisée. "La direction du tournoi de Roland-Garros confirme que deux joueurs des qualifications ont été testés positifs au Covid-19 et trois autres joueurs sont

déclarés +cas contacts+ de leur entraîneur testé positif au Covid-19.

Conformément au protocole sanitaire du tournoi, ces 5 joueurs ont été écartés du tableau des qualifications qui débutent demain et resteront isolés pendant 7 jours", indique le Grand Chelem parisien dans un communiqué. Les qualifications pour le tournoi de Roland Garros débutent lundi et s'achèvent vendredi. Reporté

au mois de mai en raison de la pandémie, Roland-Garros se tiendra exceptionnellement cette année à l'automne, du 27 septembre au 11 octobre. En raison des mesures sanitaires liées à la pandémie de coronavirus, le Grand Chelem parisien ne pourra accueillir que 5.000 spectateurs par jour. L'US Open, qui s'est achevé le 13 septembre, s'est déroulé lui à huis clos.

TENNIS

Schwartzman rejoint Djokovic en finale à Rome

L'Argentin Diego Schwartzman a validé dimanche son billet pour la finale du tournoi Masters 1000 de Rome, où il retrouvera le N.1 mondial Novak Djokovic, huit jours avant le début de Roland-Garros. Déjà tombé de Rafael Nadal en quart, l'Argentin a battu en demi-finale le

Canadien Denis Shapovalov à l'issue d'un match-marathon de plus de 3h10 (6-4, 5-7, 7-6), disputé en présence du public pour la première fois (1.000 personnes autorisées). De son côté, Novak Djokovic a dominé un peu plus tôt dans l'autre demi-finale le Norvégien Casper

Ruud (7-5, 6-3). Schwartzman, 15e mondial, confirme ainsi sa grande forme du moment, au lendemain de sa victoire surprise sur celui qui est considéré comme le roi de la terre battue, Rafael Nadal. A 28 ans, il disputera lundi sa première finale dans un Masters 1000.



USM ALGER L'entraîneur Ciccolini inquiet de l'état de forme de ses joueurs

Le nouvel entraîneur de l'USM Alger, François Ciccolini, s'est montré inquiet de l'état de forme physique de ses joueurs qui viennent de reprendre les entraînements après six mois d'arrêt en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

"Notre plus grand problème est de voir dans quel état physique allons-nous trouver les joueurs.

On va faire en sorte de les remettre sur pied le plus vite possible", a déclaré Ciccolini dans une vidéo postée sur la page Facebook du club.

L'entraîneur corse a rallié dimanche Alger en compagnie des nouvelles recrues et des membres de son staff technique, à bord d'un avion spécial affrété par le club.

"Je suis très content d'être ici malgré les conditions difficiles (liées au Covid-19).

Lors des deux premières semaines de travail, on a mis au point un programme avec très peu d'intensité, puis nous allons augmenter la charge lors de la troisième semaine", a-t-il fait savoir.

Mais d'abord, Ciccolini, son staff et les nouveaux joueurs doivent se mettre en isolement pour une semaine dans



un hôtel de la capitale selon le protocole sanitaire en vigueur.

Après leur sortie de confinement, ils rejoindront le reste de l'effectif pour un stage prévu du 11 au 25 octobre à Mostaganem, avec au menu

des matchs amicaux. Ciccolini (58 ans) a été désigné nouvel entraîneur de l'USMA le 5 août dernier, en remplacement de Mounir Zeghdoud, dont le contrat n'a pas été prolongé.

Le technicien français sera secondé dans sa mission par

Benaraïbi Bouziane (entraîneur-adjoint), alors que le poste d'entraîneur des gardiens a été confié à l'ancien portier international Mohamed Benhamou.

Le préparateur physique étant le Français Nicolas Baup.

LIRF

Election des commissions de candidatures et de recours en vue de l'AGE

Les membres de l'Assemblée générale (AG) de la Ligue inter-régions de football (LIRF) ont procédé à l'élection des commissions de candidatures et de recours, en vue de la tenue de l'Assemblée générale électorale (AGE) de renouvellement de mandat.

L'opération s'est déroulée dimanche au Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger), en marge de l'AG ordinaire (AGO) de la LIRF qui a vu l'adoption

"à l'unanimité" des bilans moral et financier de 2019 et le budget prévisionnel de 2020, tout en accordant le quitus de fin de mandat, selon le site de l'instance. Il s'agissait de la dernière AG de cette Ligue créée en 2004.

Celle-ci laissera la place à une autre structure avec probablement une autre dénomination qui sera chargée de la gestion des compétitions des nouveaux six groupes répartis à travers le territoire

national", en vue de l'application du nouveau système pyramidal de compétition, indique la LIRF. L'AG a enregistré la présence de 86 membres sur les 117 qu'elle compte. A noter l'exclusion définitive de l'ancien président de la LIRF, Mohamed Boukarroum, pour "absence répétée aux AG. Les membres de l'AG ont voté pour cette proposition. C'est la première décision de ce genre au niveau de cette Ligue", selon la même source.

LIGUE 1 - USM ALGER

Résiliation de contrat "à l'amiable" avec Mansouri et Belkaroui

L'USM Alger (Ligue 1 de football) a annoncé une résiliation de contrat "à l'amiable" avec son gardien de but Smaïl Mansouri et le défenseur Hichem Belkaroui. "Un accord a été trouvé entre l'USMA et les joueurs Smaïl Mansouri et Hichem Belkaroui pour une résiliation de contrat à l'amiable", a écrit le club algérois dimanche soir dans un communiqué laconique sur Facebook. Le

départ de Mansouri va ouvrir la voie à la venue d'un nouveau portier qui pourrait être Alexis Guendouz (24 ans) de Saint-Etienne (France), selon la presse spécialisée. Avec Mansouri et Belkaroui, Lyes Yaïche a également obtenu sa lettre de libération, en attendant les autres joueurs libérés qui sont Tiboutine, Cherifi, Khiraoui, Oukal, Ardji et Redjimi.



SUPERCOUPE DE TUNISIE

L'Espérance sportive de Tunis glane son 2^e titre de la saison

L'Espérance sportive de Tunis s'est adjugée son 2^e titre de la saison après le sacre du championnat, en remportant la supercoupe de Tunisie, la 5^e de son histoire, dimanche après-midi, à Radès, devant le Club sportif sfaxien aux tirs aux but 5-4 (0-0 à l'issue du temps réglementaire).

Avec ce nouveau succès, les sang et or s'ouvrent une fin de saison radieuse, en ligne de mire, les demi-finales de la coupe de Tunisie 2020 dès mercredi prochain face au CS Chebba.

Ce sacre ajoute donc un nouveau trophée à la collection déjà chargée de l'en-

traîneur de l'Espérance de Tunis, Mouine Chaabani. Le jeune entraîneur, double champion d'Afrique remporte ce soir sa deuxième supercoupe de Tunisie.

Le match, quant à lui, a été pour le moins équilibré. Malgré une légère domination des espoiristes durant les 45 premières minutes, les protégés de Faouzi Benzarti sont parvenus à préserver leurs filets à l'image du gardien Aymen Dahmane qui s'est illustré dès la 12^e minute de jeu grâce à une grosse parade sur une tentative de la tête de Khenissi.

Le portier sfaxien sera l'homme de la première période en stoppant dans la

foulée un coup front direct bien exécuté par Ben Saha. La première mi-temps, pauvres en occasions, se résumera donc à quelques tentatives du côté de l'Espérance dont deux relativement dangereuses. A la reprise, les ambitions des deux équipes se définissaient davantage.

D'un côté, les sang et or toujours aussi entreprenant et de l'autre, une formation sfaxienne qui n'a pas beaucoup menacé la cage espoiriste.

Le classico s'est soldé par un match nul 0-0. L'Espérance Sportive de Tunis a remporté le titre de la Super Coupe de Tunisie grâce aux tirs au but 5-4

LIGUE 1 FRANÇAISE (4^E JOURNÉE) Delort signe un doublé face à Angers SCO

L'attaquant international algérien de Montpellier Andy Delort, a signé dimanche un doublé, lors de la victoire décrochée à domicile face à Angers SCO (4-1), dans le cadre de la 4^e journée de la Ligue 1 française de football. Les locaux ont ouvert le score par Arnaud Souquet (18^e), avant que les visiteurs n'égalisent quelques minutes plus tard par Stéphane Bahoken (25^e).

Delort a surgi peu avant la pause (43^e) pour permettre à son équipe de reprendre l'avantage. A l'heure de jeu (60^e), le joueur algérien a permis à Montpellier de se mettre à l'abri en inscrivant le troisième but.

Florent Mollet a clôturé le festival offensif en fin de match (86^e). Auteur de 9 buts lors du précédent exercice en 26 apparitions, Delort est en train d'effectuer une excellente entame de saison, lui qui compte déjà deux passes décisives délivrées lors du succès face à l'OGC Nice (3-1).

Grâce à cette victoire, Montpellier remonte provisoirement à la troisième place au classement avec 9 points, à une longueur du leader le Stade Rennais.

Delort (28 ans), meilleur buteur montpelliérain depuis son arrivée à l'Hérault en 2018, avait été appelé au dernier moment par le sélectionneur Djamel Belmadi pour participer à la Coupe d'Afrique des nations 2019, remportée par les "Verts" en Egypte, en remplacement du milieu de terrain Belkebla, écarté pour des raisons disciplinaires.

LIGUE 1 FRANÇAISE (4^E JOURNÉE) Le PSG s'impose à Nice, Atal de nouveau blessé

Le défenseur international algérien de l'OGC Nice Youcef Atal, sorti sur blessure, n'a pu aller au terme de la rencontre perdue dimanche à domicile face au Paris SG (0-3), dans le cadre de la 4^e journée de la Ligue 1 française de football.

Le latéral droit des "Verts", titularisé par l'entraîneur Patrick Vieira, a dû quitter le terrain en seconde période (65^e), lui qui s'était absenté 279 jours en raison d'une blessure au genou, contractée le 7 décembre 2019. Atal a cédé sa place à l'Autrichien Flavius Danillic.

Le défenseur algérien a retrouvé la compétition samedi dernier, à l'occasion de la défaite concédée en déplacement face à Montpellier (3-1), après s'être remis d'une blessure aux ischio-jambiers, contractée fin août. Atal (24 ans) devra passer des examens médicaux approfondis pour connaître avec exactitude la nature de sa blessure et éventuellement la période de son indisponibilité.

En revanche, son compatriote Hicham Boudaoui, victime d'une lésion méniscale, est toujours indisponible.

L'ancien joueur du Paradou AC s'était blessé lors du match amical disputé contre les Slovaques du FK DAC 1904 (6-0) le 4 août dernier, en marge du stage d'intersaison effectué en Autriche.

A l'issue de cette deuxième défaite de rang, l'OGC Nice occupe provisoirement la 10^e place au classement du championnat avec 6 points, alors que le PSG enchaîne un deuxième succès de suite, après celui réalisé à domicile face au FC Metz du gardien de but international algérien Alexandre Oukidja (1-0).

GHANA Le président annonce la reprise des championnats de football

Le président ghanéen Nana Akufo-Addo s'est félicité des progrès enregistrés par son pays dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 et a annoncé la reprise de la saison de football, lors d'une allocution télévisée dimanche soir.

"Aujourd'hui plus que jamais, nous devons rester disciplinés et respecter les mesures d'hygiène, le port du masque et la distanciation sociale qui font désormais partie de notre quotidien", a rappelé Nana Akufo-Addo.

Le chef de l'état a souligné "la baisse importante" du nombre de contaminations au Covid-19 dans le pays, où le port du masque demeure obligatoire jusqu'au 14 décembre.

Depuis la réouverture de l'aéroport international de Kotoka, 10 061 passagers ont été testés lors de leur entrée sur le territoire ghanéen, 26 d'entre eux étaient positifs au Covid-19, a indiqué le président.

"Imaginons un instant ce qui aurait pu se passer si ces 26 personnes positives n'avaient pas été détectées et s'étaient mêlées à la population", s'est inquiété Nana Akufo-Addo, qui incite les Ghanéens à rester très prudents face au virus. Le chef de l'état a néanmoins annoncé dimanche soir que les entraînements sportifs vont reprendre afin de permettre aux équipes nationales de participer aux compétitions internationales à venir.

Après des consultations avec la fédération de football ghanéenne, il a été décidé que les championnats reprendront dans le pays à compter du 30 octobre.

Des tests réguliers sont prévus pour les joueurs et l'encadrement sportif.

"Aucun spectateur ne sera admis dans les centres d'entraînement (...) et les stades seront limités à 25% de leur capacité, afin de garantir la distanciation sociale", a en outre précisé le chef de l'Etat. "La reprise des autres compétitions sportives sera discutée au cas par cas, après consultation entre le Ministère des sports et les fédérations concernées".

En revanche, le Ghana maintient la fermeture de ses frontières terrestres et maritimes. Les plages du pays, les bars, les cinémas et les boîtes de nuit resteront fermés jusqu'à nouvel ordre.

Le Ghana a enregistré plus de 46.000 cas de Covid-19 sur son territoire et 297 décès.

C1 ASIATIQUE/COVID-19

Le club saoudien Al-Hilal joue malgré 15 joueurs infectés

Le club saoudien Al-Hilal a disputé dimanche la rencontre contre l'iranien Shahr Khodro dans un match de Ligue des champions d'Asie au Qatar, sa demande de report en raison de l'infection au Covid-19 de 15 de ses joueurs ayant été refusée par la Confédération asiatique de football (AFC).

Samedi, Al-Hilal a indiqué sur Twitter avoir "demandé à la Confédération asiatique de football de reporter" le match au stade al-Janoub, à Doha, après avoir mené des tests révélant que "dix membres de la délégation avaient été infectés par le Covid-19", portant à 15 le nombre total de ses joueurs infectés.

Parmi eux, l'attaquant français Bafétimbi Gomis et le milieu de terrain italien Sebastian Giovinco.

Selon les règles de l'AFC, Al-

Hilal, le champion en titre, pouvait jouer car 14 de ses joueurs étaient disponibles, dont deux gardiens de but.

Depuis le 13 septembre, Al-Hilal a annoncé cinq cas parmi ses joueurs, dont le capitaine Salam al-Faraj qui est sorti de quarantaine dimanche après avoir été testé négatif pour la deuxième fois.

Le match de phases de groupes entre Al-Hilal, essentiellement composée de réservistes, et Shahr Khodro s'est soldé par un 0-0.

Six membres du personnel technique médical et administratif de l'équipe saoudienne ont également été testés positifs au coronavirus.

Le coach d'Al-Hilal, Razvan Lucescu, a fait appel à des joueurs de l'équipe junior comme sup-

LIGUE 1 - MC ALGER

Almas : «Un attaquant étranger pour boucler l'opération de recrutement»

Le MC Alger (Ligue 1 algérienne de football) engagera un attaquant étranger avant de boucler son opération de recrutement en vue de la saison 2020-2021, dont le coup d'envoi sera donné le 20 novembre, a appris l'APS dimanche auprès de la direction du club algérois.

"L'effectif est arrêté à 90%, il nous reste juste à recruter un attaquant étranger, ce qui devrait se faire d'ici à quelques jours, avant de boucler l'opération de recrutement.

Je pense que nous avons un groupe assez équilibré, il fallait juste renforcer quelques postes selon les besoins définis par le staff technique", a indiqué le président du Conseil d'administration (CA) Abdenacer Almas.

Le vice-champion d'Algérie a engagé jusque-là quatre éléments : l'attaquant Abdelhak Abdelhafid (ex-MC Oran), le défenseur central Mouad Haddad (ex-JSM Skikda), le milieu de terrain ivoirien Isla Daoudi Diomandé (ex-ES Sétif) et le gardien de but Abdelkadir Salhi (ex-JS Kabylie).

"Il y a une possibilité de recruter un deuxième joueur si nous parviendrons à libérer deux éléments évoluant au milieu du terrain.

Le cas échéant, on va garder cet effectif, renforcé par l'attaquant étranger, pour entamer les choses sérieuses en matière de préparation", a-t-il ajouté.

Côté préparation, les joueurs du MCA, soumis dimanche à des tests de dépistage du coronavirus (Covid-19) de type PCR, entament dans l'après-midi un stage bloqué à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Ain Bénian (Alger).

"Les joueurs entament leur préparation dimanche avec un premier stage de dix jours à Ain Bénian, avant de bénéficier d'un second stage de trois semaines à Mostaganem, consacré à l'aspect technico-tactique", a souligné Almas.



Avant de poursuivre : "La pandémie de Covid-19 a obligé tout le monde à se préparer au pays et non à l'étranger, en raison de la fermeture des frontières. C'est en quelque sorte un mal pour un bien".

S'agissant du poste de préparateur physique, toujours vacant, le président du CA du "Doyen" a indiqué qu'il était toujours en contact avec Kamel Boudjenane, qui a déjà travaillé à la JS Kabylie, au CR Belouizdad et à l'USM Alger, mais son arrivée semble compromise.

"Nous avons jeté notre dévolu sur Boudjenane qui est compétent, mais il

est toujours bloqué en Espagne. D'ailleurs, je vais avoir une discussion avec lui aujourd'hui.

Nous n'allons pas l'attendre éternellement, et nous serons obligés, le cas échéant, d'engager un autre préparateur physique", a-t-il conclu.

Le MCA a bouclé la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison du Covid-19, à la 2e place au classement final établi par la Ligue de football professionnel (LFP), sur la base de la règle d'indice de performance des points récoltés et des matches disputés, décidée par la Fédération algérienne (FAF).

MANCHESTER CITY

L'Allemand Ilkay Gündogan positif au coronavirus

Le milieu de terrain allemand de Manchester City, Ilkay Gündogan, a été testé positif au coronavirus (Covid-19), devenant le troisième cas dans l'effectif du vice-champion d'Angleterre, a annoncé le club lundi. "Manchester City peut confirmer qu'Ilkay Gündogan a été testé positif au Covid-19. Ilkay observe actuellement une période de 10

jours d'isolement, conformément au protocole de quarantaine de la Premier League et du gouvernement britannique", écrit le club sur son site internet. Avant Gündogan,

le club "cityzen" avait enregistré deux premiers cas positifs dans son effectif, ceux du milieu international algérien Riyad Mahrez et du défenseur français Aymeric

Laporte. Manchester City jouera son premier match de la saison 2020-2021 en Premier League lundi soir sur le terrain de Wolverhampton.

Arturo Vidal arrivé à Milan pour signer à l'Inter

Le milieu de terrain chilien du FC Barcelone, Arturo

Vidal est arrivé dimanche soir à Milan pour finaliser son transfert avec l'Inter Milan, selon une vidéo diffusée par le club nerazzurro.

"Salut Milan, salut l'Inter, je suis là!", lance l'ex-joueur de la Juve en italien dans cette courte vidéo.

"Arturo Vidal a atterri à Milan", écrit le club dans un autre message sur Twitter.

La presse italienne fait état depuis plusieurs semaines de la volonté de l'entraîneur de l'Inter Antonio Conte de récupérer un joueur qu'il appréciait beaucoup quand il était sur le banc de la Juve.

Conte avait pu compter sur la puissance du "Rey Arturo" à Turin, où les quatre saisons du Chilien se sont soldées par quatre titres de champion d'Italie (2012 à 2015).

Selon la presse italienne, la visite médicale du joueur chilien de 33 ans aura lieu lundi et devrait être suivie

de près par la signature de son contrat.

Conte avait déjà souhaité faire venir Vidal à l'Inter il y a un an, puis lors du mercato hivernal, mais en vain.

Ramon Planes, le secrétaire technique de Barcelone, a indiqué cette semaine que des négociations étaient en cours pour le départ du milieu de terrain, qui ferait partie des cadres sur lesquels ne compte pas le nouvel entraîneur Ronald Koeman.

"Nous sommes dans un processus de négociation qui n'est pas clos. Je ne peux confirmer aucun chiffre ni accord", avait-il souligné.

"Je voudrais saisir cette occasion pour remercier Arturo pour ces deux années qu'il nous a données.

C'est un garçon extraordinaire, avec un coeur et un engagement énormes et qui a été très important au sein du groupe", avait-il ajouté.

Arteta : « beaucoup de choses à améliorer »

Arsenal a débuté son championnat par deux victoires mais son coach, Mikel Arteta, a indiqué en conférence de presse qu'il attendait plus de son équipe. "Je veux que l'équipe croie toujours en ses chances de gagner jusqu'au dernier moment. Même si nous avons des matchs où nous souffrons, où nous nous mettons nous-même en difficulté, il faut au final prendre les trois points. C'est pourquoi nous sommes venus ici. (...) Il y a beaucoup de choses à améliorer. Je pense que nous sommes encore très loin du niveau que nous voulons atteindre. Si vous demandez à n'importe quel entraîneur de Premier League s'il est satisfait de ce qui se passe avec son équipe, il vous répondra certainement non. Nous avons fait une très bonne préparation et nous sommes encore en train de faire des ajustements. Certains joueurs ne sont pas encore à 100% mais c'est formidable de débiter par des victoires, d'avoir déjà six points et de trouver des moyens de gagner."



THIAGO ALCANTARA BAT DÉJÀ UN RECORD AVEC LIVERPOOL

Entré à la mi-temps de Chelsea-Liverpool, Thiago Alcantara a déjà battu un record de passes pour sa première dans le championnat anglais.

Liverpool a posé les bases sur la pelouse de Chelsea, dimanche (0-2) : la formation de Jürgen Klopp sera encore l'une des patronnes de cette Premier League. Et mauvaise nouvelle pour la concurrence, les Reds se sont encore renforcés cet été.

Le champion d'Angleterre a bouclé en quelques jours les arrivées de Thiago Alcantara (Bayern Munich) et Diogo Jota (Wolverhampton), et le premier s'est déjà distingué pour sa première apparition. Entré à la mi-temps à Stamford Bridge, le milieu de terrain espagnol a réussi 75 passes en seconde période. C'est plus que n'importe quel joueur de Chelsea sur l'ensemble de la rencontre. Plus, aussi, que n'importe quel autre joueur de Premier League en une seule mi-temps depuis qu'Opta analyse la compétition. Alcantara est l'un des meilleurs du monde à son poste et cette exposition plus importante en Angleterre pourrait le faire réaliser au plus grand nombre...

PIRLO VA MENAGER RONALDO

Andrea Pirlo, nouvel entraîneur de la Juventus, compte faire régulièrement souffler Cristiano Ronaldo, qui "sait quand il doit se reposer".

Andrea Pirlo a réussi dimanche soir son premier examen en tant qu'entraîneur de la Juventus. L'ancien international italien a guidé les siens vers la victoire contre la Sampdoria (3-0), en ouverture de la Serie A. Une rencontre durant laquelle Cristiano Ronaldo a été très en vue. L'attaquant portugais a déjà retrouvé toutes ses sensations, frappant sept fois vers les buts adverses et trouvant la faille à une reprise en fin de rencontre.

Naturellement, Pirlo s'est dit très satisfait de la prestation de sa star. Il aimerait que le quintuple Ballon d'Or soit aussi frais et actif chaque week-end, mais il sait qu'à trente-cinq ans ce n'est plus possible. Et c'est pourquoi il envisage de le faire reposer le plus possible lors des matches à moindre enjeu. « Nous réfléchissons à et en avons discuté », a déclaré le jeune coach à Sky Sport Italia après le match. « Il n'est pas encore fatigué, car nous venons juste de commencer, mais lorsque nous aborderons des matches moins importants, nous essaierons de lui donner du repos. »

Il fut un temps où Ronaldo rechignait à s'asseoir sur le banc. Avec le côté compétitif qui l'anime, il voulait participer à l'intégralité des rencontres des siens. Pirlo le sait, mais il souligne aussi la maturité dont son leader fait désormais preuve. « C'est un gars très intelligent qui connaît très bien son corps, donc il sait quand il est temps de se reposer ou d'aller plus loin. Le moment où il jouera dépend de lui », a-t-il confié. Pour rappel, la saison dernière, Ronaldo a participé à 46 des 52 rencontres de sa formation bianconera. Il avait le deuxième temps de jeu le plus important de l'équipe derrière celui de Leonardo Bonucci.

Gattuso veut retenir Koulibaly

Suivi par le PSG ou Manchester City, le Sénégalais de 29 ans n'est pas sûr de rester à Naples cet été, d'autant que son club ne serait pas opposé à une vente très importante. L'entraîneur du club italien, Gennaro Gattuso, ne l'entend, lui, pas de cette oreille, comme il l'a dit à Sky Sports : "C'est un champion et un professionnel. Il est l'un des meilleurs défenseurs du monde, il m'a toujours donné une grande disponibilité. Je serais très désolé de le perdre, mais parfois les chiffres sont importants. Naples doit faire quelque chose. Egoïstement, s'il reste, je suis heureux." Kalidou Koulibaly est lié à Naples jusqu'en 2023.



ZIDANE N'A AUCUN PROBLÈME AVEC JOVIC

Pour le premier match de la saison face à la Real Sociedad (0-0) en Liga dimanche, l'entraîneur du Real Madrid Zinédine Zidane n'a pas utilisé son attaquant Luka Jovic (22 ans), resté sur le banc. Un choix assumé et justifié par le technicien français. "Je ne voulais pas changer mon équipe. J'aurais pu retirer Benzema, mais il était bien. En jouant avec deux attaquants, j'aurais dû changer de formation mais je voulais garder deux ailiers sur les ailes. Nous avons une équipe et de nombreux joueurs, je dois choisir. Mais je n'ai rien contre aucun joueur", a assuré le coach des Merengues devant les médias. Pour rappel, Jovic pourrait quitter le Real sur ce mercato d'été dans l'optique d'un prêt.

ROMERO TOUT PROCHE DU DÉPART ?

Romero se voit relégué au poste de 3e gardien. Un club espagnol serait tenté de relancer sa carrière.

Alors qu'il était le gardien de sélection argentine, Sergio Romero a rejoint Manchester United en 2015 et les apparitions se font de plus en plus rares.

L'Argentin n'a pu que se contenter de quelques rencontres d'Europa League la saison dernière. Si David de Gea est évidemment le numéro 1, Dean Henderson, formé au club, vient de prendre le statut de doublure dans la hiérarchie des gardiens. À 33 ans Romero tente donc de se trouver un nouveau défi. Ce défi pourrait être espagnol car, comme l'annonce le Mirror, Valence espère pouvoir s'attacher les services du portier argentin à qui il ne reste qu'un an de contrat. Le club espagnol préparerait déjà une offre de 6,5M€.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-ONU Le Président Tebboune participe à l'AGO de l'ONU par visioconférence

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, participera mardi par visioconférence à l'Assemblée générale ordinaire (AGO) des Nations Unies (ONU), a indiqué lundi un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, participera mardi par visioconférence à l'Assemblée générale ordinaire (AGO) des Nations Unies (ONU), où il prononcera une allocution qui définira la position de l'Algérie vis-à-vis des questions régionales et internationales de l'heure, outre la réforme de l'organisation onusienne notamment le Conseil de sécurité pour qu'il soit plus équitable en termes de représentation régionale des continents", a souligné la même source. Cette session qui coïncide avec le 75^e anniversaire de l'ONU se tiendra sous le slogan: "L'avenir que nous voulons les Nations Unies dont nous avons besoin: réaffirmer notre engagement collectif en faveur du multilatéralisme - affronter la COVID-19- par une action multilatérale efficace", précise le communiqué.

CONDOLÉANCES Le Président Tebboune présente ses condoléances à la famille du défunt Hamdi Bennani

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présenté ses sincères condoléances à la famille du chanteur et musicien Hamdi Bennani, décédé lundi à l'âge de 77 ans à l'hôpital Ibn Sina à Annaba.

"J'ai appris avec une profonde tristesse et affliction la nouvelle du décès de l'ami et grand artiste Hamdi Bennani. Avec sa disparition, la scène artistique perd un homme engagé qui a su gagner le respect du public avec son art, tout au long de ses parcours artistique, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur", a écrit le Président Tebboune sur son compte officiel Twitter.

"En cette douloureuse épreuve, je tiens à exprimer mes sincères condoléances et ma profonde compassion à sa famille et à tous ses fans. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons", a ajouté M. Tebboune.

NOUVELLE PRESTATION MÉDIATIQUE DE TEBBOUNE "La décision d'ouverture des écoles sera prise en concertation avec les spécialistes"

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé, dimanche soir, qu'il ne prendra pas seul la décision d'ouvrir les écoles, au titre de l'année scolaire 2020-2021, mais en concertation avec le Comité scientifique et les médecins.



"Je ne prendrai pas seul la décision d'ouvrir les écoles, et cette décision ne sera pas autoritaire mais prise de concert avec les médecins algériens et le Comité scientifique national qui assumera ses responsabilités", a indiqué le Président Tebboune lors d'une entrevue avec les représentants de médias nationaux.

"Des pays européens ont ouvert les classes et repris les cours, mais ont été contraints de refermer les écoles après avoir constaté que les enfants étaient exposés, eux aussi, à la contamination au coronavirus", s'interrogeant par la même "si l'objectif

est d'appliquer le programme d'enseignement ou de protéger le citoyen". L'Algérie a opté pour "la protection du citoyen", a-t-il souligné, annonçant la possibilité de programmer la rentrée scolaire en fonction de la situation pandémique de chaque wilaya.

Concernant la rentrée universitaire, le Président de la République a indiqué que l'Université aura la "liberté" pour fixer la date de cette rentrée, relevant qu'il n'y aura pas un jour unifié pour la rentrée universitaire qui se fera en fonction de l'organisation et du planning de chaque établissement. Il se pourrait que des uni-

versités ouvrent leurs portes et d'autres qui remettront la rentrée pour plus tard". Pour ce qui est des problèmes liés aux études à l'université, le Président de la République a cité la nécessité de respecter la distanciation physique au niveau des résidences universitaires et des amphithéâtres conformément aux mesures de lutte contre la Covid-19, d'où la question "de recourir à un autre système d'organisation". "Tant que nous n'avons pas résolu ces questions, nous ne pouvons mettre en danger la santé du citoyen qui est une priorité pour nous", a souligné le Président Tebboune.

"La cause palestinienne est sacrée pour le peuple algérien"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé que la cause palestinienne "est sacrée pour le peuple algérien", déplorant, dans ce sens, "l'empressement pour la normalisation avec l'entité sioniste".

S'exprimant lors d'une entrevue accordée dimanche soir à des responsables de médias nationaux, le Président de la République a réitéré la position "constante" de l'Algérie vis-à-vis de la cause palestinienne, qui est "sacrée pour nous et pour l'ensemble du peuple algérien", déplorant, dans ce sens, "l'empressement pour la normalisation (avec l'entité sioniste), à laquelle nous ne prendrons jamais part". Soulignant que la question palestinienne "est la cause centrale du Proche-Orient", le Président Tebboune a déclaré: "je ne pense pas qu'il y'aura une solution dans cette région sans la résolution de cette question qui doit être par la proclamation d'un Etat palestinien indépendant sur les frontières de 1967 avec El Qods pour capitale".

Le Président de la République a indiqué que le discours qu'il prononcera à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies, prévue mardi prochain, n, portera sur la défense de la question palestinienne qui ne sera pas abandonnée par l'Algérie "quelques soient les circonstances". Pour ce qui est de la Libye, le Président Tebboune a renouvelé la position de l'Algérie en faveur d'une solution durable, émanant de la légitimité populaire électorale sous l'égide des Nations Unies, soulignant que "cette question nous concerne aussi et nous sommes un pays voisin qui partage avec la Libye de longues frontières. Nous imposerons notre avis et il n'y aura aucune solution sans notre participation". Le Président de la République a également émis le vœu "de voir le processus en Libye couronné par une solution pérenne et non provisoire notamment à la lumière de la tenue

des élections qui ont été largement accueillies et qui sont soutenues par l'ONU dans le but d'unir les frères libyens, notamment entre Benghazi et Tripoli et d'aller vers la désignation de noms pour assumer des responsabilités", soulignant qu'"il y a des noms qui commencent à apparaître".

A ce sujet, le Président Tebboune a rappelé qu'il existait une nouvelle réglementation de la part de l'ONU d'où le départ de certaines parties dont Fayaz Al-Sarraj, réaffirmant que "l'Algérie n'entravera pas le processus onusien". Déplorant la poursuite du conflit en Libye, le Président de la République a indiqué que le peuple libyen méritait de vivre dans la sécurité, la sérénité et l'unité et d'exploiter ses potentiels et les ressources de son pays". Par ailleurs, M. Tebboune a assuré que l'Algérie suivait de près la situation au Mali avec lequel elle est en contact permanent, exprimant son souhait de voir "la période de transition réduite au minimum, outre une personnalité civile à la tête de l'Etat pour que nous puissions contribuer au règlement de la crise dans ce pays". A ce propos, il a affirmé que "l'Algérie n'a pas eu de discussions ni de concertations avec aucune partie internationale de l'extérieur concernant cette question", ajoutant que "90% de la solution malienne est algérienne et nous affirmons qu'il n'y a pas de solutions dans le nord malien sauf le retour au processus abrité par l'Algérie ainsi que la légitimité constitutionnelle dans ce pays". Par ailleurs, M. Tebboune, a souligné que l'Algérie "n'a aucun problème avec le Maroc frère", précisant que la cause du "Sahara Occidental est une question de décolonisation exposée au niveau de l'ONU". Il a également rappelé la position du défunt Roi marocain, Hassan II lors de sa visite en Algérie en 1989 pour "la promotion des relations fraternelles bilatérales loin de la cause Sahraouie".

ALGÉRIE-MALI M. Boukadoum s'entretient à Bamako avec des représentants de la Coordination des Mouvements de l'Azawad et des Mouvements de la Plateforme

Le ministre des Affaires étrangères Sabri Boukadoum, dépêché par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a effectué dimanche à Bamako une série d'entretiens avec des représentants de la Coordination des Mouvements de l'Azawad et des Mouvements de la Plateforme, signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, précise le communiqué. Lors de ces entretiens, "les interlocuteurs maliens ont exprimé leur appréciation pour le rôle de l'Algérie ainsi que la solidarité et la marque d'attention particulière pour le Mali en cette période difficile. Ils ont également renouvelé leur attachement pour la mise en œuvre effective de l'accord d'Alger qui "reste la voie idoine pour un retour durable de la stabilité et un cadre approprié pour faire face aux défis multiples qui se posent au Mali", conclut le communiqué.

"Dans le cadre de sa visite à Bamako, le Ministre des Affaires étrangères M. Sabri Boukadoum, a effectué une série d'entretiens avec des représentants de la Coordination des Mouvements de l'Azawad et des Mouvements de la Plateforme, signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"Dans le cadre de sa visite à Bamako, le Ministre des Affaires étrangères M. Sabri Boukadoum, a effectué une série d'entretiens avec des représentants de la Coordination des Mouvements de l'Azawad et des Mouvements de la Plateforme, signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

M. Boukadoum tient à Bamako une réunion de concertation avec les acteurs internationaux

Le ministre des Affaires étrangères, M. Sabri Boukadoum, dépêché par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a tenu dimanche à Bamako, une réunion de concertation avec les chefs de la mission de l'ONU et de la mission de l'Union africaine (UA) au Mali, ainsi qu'avec les représentants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédeao), de l'Union européenne (UE) et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité onusien, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Selon le communiqué, la réunion a regroupé notamment, le chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (Minusma), M. Salah Ennadif, le chef de la mission de l'UA pour le Mali et le Sahel, M. Pierre Buyoya, le représentant de la Cédeao, le représentant de l'UE ainsi que les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

"Cette réunion a permis au ministre des Affaires étrangères d'exposer la position algérienne quant à la situation prévalant actuellement au Mali, notamment la nécessité de

préserver la stabilité de ce pays frère et voisin à travers une transition calme et apaisée qui permettra le retour à l'ordre constitutionnel et qui pourra s'élever aux attentes du peuple malien", souligne la même source.

M. Boukadoum "a mis en exergue l'intérêt tout particulier que porte l'Algérie, au plus haut niveau, à la stabilité et à la sécurité du Mali, d'où sa position claire de tout entrepreneur afin que ce pays frère et voisin puisse traverser cette période difficile dans des conditions appropriées", ajoute le communiqué. Il a également "mis un accent particulier sur l'importance de privilégier une approche d'accompagnement du Mali afin d'épargner au peuple malien frère davantage de souffrances", d'après la même source. De leur côté, les participants "ont exprimé leur appréciation à l'Algérie pour son engagement effectif auprès du Mali et son rôle stabilisateur dans la région". Ils ont accueilli favorablement "cet engagement indéfectible dont témoigne cette deuxième visite du ministre des Affaires étrangères au Mali en l'espace de trois semaines", conclut le communiqué.